

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2010-2011

---

12 JANVIER 2011

---

## Proposition de loi portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse

(Déposée par M. Francis Delpérée et consorts)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

#### 1. Introduction

##### *I. Pourquoi créer un tribunal de la famille ?*

Depuis plus de trente ans, on entend parler régulièrement du souhait et de la volonté de créer un tribunal de la famille en Belgique.

Cette volonté s'explique de par le fait que le système judiciaire mis en place pour les conflits familiaux est incohérent, incompréhensible pour les justiciables, et ne répond absolument plus à l'évolution de la famille aujourd'hui. Ainsi, il existe actuellement, rien qu'en ce qui concerne le volet civil du droit familial, quatre juridictions compétentes (juge de paix, tribunal de la jeunesse, tribunal civil et référés), ceci, sans compter le juge des saisies, le tribunal du travail et la cour d'appel.

À titre d'exemple, un couple marié avec enfants peut être jugé :

— par le juge de paix en vertu des articles 223 et 221 du Code civil;

— par le juge du tribunal de première instance dans le cadre du divorce pour désunion irrémédiable sur base de l'article 229 du Code civil et dans le cadre de la liquidation partage du régime matrimonial;

— par le président du tribunal de première Instance siégeant en référés, pour les mesures provisoires durant l'instance en divorce;

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2010-2011

---

12 JANUARI 2011

---

## Wetsvoorstel betreffende de invoering van een familie- en jeugdrechtbank

(Ingediend door de heer Francis Delpérée c.s.)

---

### TOELICHTING

---

#### 1. Inleiding

##### *I. Waarom een familierechtbank oprichten ?*

Al meer dan dertig jaar wordt er gesproken over de wens en de wil om in België een familierechtbank op te richten.

Het bestaande juridische systeem voor de aanpak van familiale conflicten is voor de rechtzoekenden onbegrijpelijk, incoherent en niet langer aangepast aan de huidige evolutie van het gezin. Momenteel bestaan er, alleen al voor het burgerlijk gedeelte van het familierecht, minstens vier bevoegde rechtscolleges (vrederechter, jeugdrechtbank, burgerlijke rechtbank, kortgeding). Dit alles zonder de beslagrechter, de arbeidsrechtbank en het hof van beroep mee te rekenen.

Een voorbeeld : Zo is het voor een gehuwd koppel met kinderen mogelijk om een vonnis te krijgen :

— van de vrederechter krachtens de artikelen 223 en 221 van het Burgerlijk Wetboek;

— van de rechter van de rechtbank van eerste aanleg in het kader van de echtscheiding op grond van onherstelbare ontwrichting volgens artikel 229 van het Burgerlijk Wetboek;

— van de in kort geding zetelende voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, inzake de voorlopige maatregelen gedurende de echtscheidingsprocedure;

— par le juge de la jeunesse après le divorce pour toutes les mesures concernant l'autorité parentale et l'hébergement des enfants;

— par le juge de paix pour toutes les mesures alimentaires si l'autorité parentale n'est pas concernée par la requête.

Tout cela sous réserve d'appel !

Il est évident que le justiciable ne peut se retrouver dans cette dispersion complexe, qui a aussi pour effet d'accroître considérablement les frais qu'il doit exposer pour assurer sa défense.

Ceci est d'autant plus inutile que cette multitude de juridictions chargées du contentieux familial résolvent parfois les litiges de manière extrêmement différente et contradictoire.

Par ailleurs, le système tel qu'il existe actuellement a été conçu pour les couples mariés avec enfants. Or, la structure familiale évolue et se complexifie — on songe ainsi aux familles recomposées, monoparentales ou homoparentales — et l'on ne peut que déplorer que notre arsenal juridique ne sache pas répondre adéquatement à cette évolution.

Cette situation a dès lors fait dire à Monsieur le Procureur Général Matthijs que : *« on voit que l'on se trouve dans un véritable labyrinthe où une famille, anxieusement préoccupée par la solution de ses problèmes souvent urgents, s'égare désespérément, déprimée par le sentiment d'être le jouet d'un appareil judiciaire abstrait, incohérent et anonyme dont le manque d'harmonie et de coordination sur le plan de la connaissance et du règlement de leurs difficultés et relations, ne prolonge que trop souvent dans l'embaras et finalement décourage les intéressés (1). »*

À l'heure où la confiance du justiciable envers l'appareil judiciaire est ébranlée, il apparaît urgent de rétablir le dialogue « justice-citoyen » pour que le justiciable puisse être considéré et entendu, afin d'être rapidement libéré du conflit.

De l'avis général des praticiens du droit également, il est réellement souhaitable de regrouper autour d'un même juge l'ensemble des matières familiales, en créant un tribunal de la famille qui pourrait réunir dans ses compétences toutes les questions familiales.

Cette solution permettrait d'harmoniser les règles de procédure, de réduire les coûts et d'éviter les contradictions et les renvois de tribunal en tribunal, en confiant à une seule juridiction et même juridiction tout le contentieux d'une même famille.

À côté de la création d'un tribunal de la famille, il convient aussi de veiller à ce que les procédures soient

(1) Matthijs, J., « Le tribunal de la famille: essai d'une expérience judiciaire », *JT*, 1974, p. 387.

— van de jeugdrechter na de echtscheiding, voor alle maatregelen betreffende ouderlijk gezag en huisvesting van de kinderen;

— van de vrederechter inzake alle maatregelen betreffende levensonderhoud indien het verzoekschrift geen betrekking heeft op het ouderlijk gezag.

Dit alles onder voorbehoud van hoger beroep !

Het is evident dat de rechtzoekende niet wijs geraakt uit dit kluwen, dat ook een aanzienlijke verhoging van de kosten tot gevolg heeft.

Bovendien geven de verschillende rechtbanken die met de familiale geschillen belast zijn soms totaal andere en tegenstrijdige oplossingen.

Overigens werd het systeem, zoals dit vandaag bestaat, ontworpen voor gehuwde koppels met kinderen. Niettemin evolueert de gezinsstructuur en wordt deze complexer. Denken we maar aan de nieuw samengestelde gezinnen, eenoudergezinnen of homo-gezinnen. Jammer genoeg biedt ons juridisch arsenaal geen gepast antwoord op deze evolutie.

Dit alles bracht de heer Procureur-Generaal Matthijs tot de volgende uitspraak : *« on voit que l'on se trouve dans un véritable labyrinthe où une famille, anxieusement préoccupée par la solution de ses problèmes souvent urgents, s'égare désespérément, déprimée par le sentiment d'être le jouet d'un appareil judiciaire abstrait, incohérent et anonyme dont le manque d'harmonie et de coordination sur le plan de la connaissance et du règlement de leurs difficultés et relations, ne prolonge que trop souvent dans l'embaras et finalement décourage les intéressés (1). »*

Op het moment dat de rechtzoekende het vertrouwen in het gerechtelijk apparaat verliest, dient de dialoog « justitie-burger » dringend hersteld te worden, opdat de rechtzoekende gehoord kan worden en zodoende een oplossing voor zijn conflict kan vinden.

Op algemeen aangeven van de rechtspractici, is het wenselijk om het geheel aan familiale zaken te groeperen rond eenzelfde rechter, door een familierechtbank op te richten die bevoegd is voor alle familiale aangelegenheden.

Door alle geschillen van eenzelfde familie toe te vertrouwen aan één enkel rechtscollege kan men komen tot een harmonisering van de procedureregels, minder kosten, minder tegenstrijdigheden en doorverwijzingen van rechtbank naar rechtbank.

Naast de oprichting van een familierechtbank, dienen de procedures ook « vergemakkelijkt en ver-

(1) Matthijs, J., « Le tribunal de la famille: essai d'une expérience judiciaire », *JT*, 1974, p. 387.

« facilitées et humanisées ». Aussi, les auteurs de la présente proposition souhaitent favoriser et encourager les modes alternatifs de résolution des conflits, et plus particulièrement la conciliation et la médiation familiale. Il est d'ailleurs fondamental que le magistrat soit à l'écoute du justiciable, qu'il le rencontre personnellement et qu'il connaisse l'ensemble de son dossier afin d'être en mesure de prendre les décisions les plus justes et les plus humaines, dans le souci permanent d'apaiser les conflits.

Durant les trente dernières années, plusieurs propositions de loi ont été déposées en vue de créer une juridiction familiale autonome et spécialisée dans toutes les affaires familiales. Tantôt ce contentieux était destiné à être attribué au tribunal de la jeunesse, tantôt au tribunal de première instance, tantôt à une juridiction autonome. Ces propositions de loi n'ont toutefois jamais abouti.

Or, il devient de plus en plus urgent de regrouper le contentieux familial devant un tribunal de la famille et de la jeunesse. De nombreux pays voisins de la Belgique ont d'ailleurs effectué une telle démarche, comme la France avec son « juge aux affaires familiales » et certains, à l'instar de l'Allemagne, l'ont fait il y a plus de trente ans et se félicitent encore aujourd'hui de la réussite de leur système.

Il est donc temps que le législateur belge s'attelle à cette tâche devenue indispensable au niveau de l'efficacité et de l'humanisation de la justice en matière de contentieux familial ... et ce d'autant plus qu'une telle réforme n'entraînerait aucun coût supplémentaire.

La présente proposition a dès lors pour but d'améliorer le service au citoyen en créant un « Tribunal de la famille et de la jeunesse », section du tribunal de première instance qui regroupera l'ensemble des compétences judiciaires relatives aux contentieux familiaux et aux problématiques de la jeunesse.

Les maîtres mots de cette proposition sont : accessibilité, unicité, souplesse, spécialisation et médiation.

« Accessibilité, unicité et souplesse » parce que la structure de ce tribunal unique permettra de faciliter la vie justiciable, d'améliorer sa vision de la justice familiale et d'amener de la cohérence tant dans la gestion des conflits familiaux que dans les décisions judiciaires. La saisine permanente, la constitution d'un dossier par famille auprès du même juge si possible, le huis clos et la comparution personnelle dans des matières touchant aux enfants, participent de ce principe.

« Spécialisation », car les magistrats, tant du siège que du parquet, seront spécialisés dans les matières de

mensielijk » te worden. De auteurs van huidig voorstel wensen dan ook de alternatieve wijzen voor geschillenbeslechting te bevorderen en aan te moedigen, meer in het bijzonder de verzoening en de familiale bemiddeling. Overigens is het essentieel dat de magistraat de rechtzoekende een luisterend oor biedt, dat hij hem persoonlijk ontmoet en zijn hele dossier kent, teneinde in staat te zijn de meest rechtvaardige en menselijke beslissingen te nemen, steeds met de bedoeling om conflicten te temperen.

Gedurende de voorbije dertig jaar werden verscheidene wetsvoorstellen ingediend tot oprichting van een familiale en autonome rechtbank, gespecialiseerd in alle familiezaken. De ene keer werden deze geschillen toegewezen aan de jeugdrechtbank, dan weer aan de rechtbank van eerste aanleg, of aan een autonome rechtbank. Deze wetsvoorstellen zijn echter nooit tot een goed einde gebracht.

Het wordt evenwel steeds dringender om de familiale geschillen te groeperen binnen een familie- en jeugdrechtbank. Vele van de België omringende landen hebben deze stap gezet, zoals Frankrijk met zijn « rechter in familiezaken ». Anderen hebben, naar het voorbeeld van Duitsland, deze hervorming meer dan dertig jaar geleden hebben doorgevoerd en beroepen zich vandaag nog steeds op het succes van hun systeem.

Het wordt dus tijd dat de Belgische wetgever zich wijdt aan deze taak, gelet op de absolute noodzaak van een efficiënte en gehumaniseerde justitie inzake familiale geschillen. Te meer daar een dergelijke hervorming geen enkele meerkost met zich mee zou brengen.

Huidig wetsvoorstel heeft als doel de dienstverlening te verbeteren, door de oprichting van een « Familie- en jeugdrechtbank », afdeling van de rechtbank van eerste aanleg, waarin de gezamenlijke gerechtelijke bevoegdheden met betrekking tot de familiale geschillen en de jeugdproblematiek gegroepeerd zullen worden.

De kernwoorden van dit wetsvoorstel zijn toegankelijkheid, eenvormigheid, soepelheid, specialisering en bemiddeling.

« Toegankelijkheid, eenvormigheid en soepelheid » omdat de structuur van deze rechtbank het leven van de rechtzoekende zal vergemakkelijken, zijn visie van de familiale justitie zal verbeteren en zowel in het conflictbeheer als in de gerechtelijke beslissingen coherentie zal brengen. De blijvende saisine, het opstellen van een dossier per familie bij eenzelfde rechter indien mogelijk, de zitting achter gesloten deuren en de persoonlijke verschijning in zaken met betrekking tot de kinderen, gaan uit van dit principe.

« Specialisering », omdat zowel de zetelende als de parketmagistraten gespecialiseerd zullen zijn in fami-

droit familial, de même que les avocats désignés pour assister les mineurs lors des auditions.

Et enfin « médiation », parce que la culture particulière de cette section veut s'inscrire dans la construction d'une action d'accompagnement du conflit familial en vue de sa pacification, en privilégiant les accords entre parties. Le recours à la médiation ou aux autres modes de règlement de conflits y sera particulièrement recherché, tout en clarifiant les rôles et en privilégiant l'unicité et la rapidité des réponses données.

## II. Méthodologie de travail

Sur base d'un projet un groupe de travail a été formé à l'initiative du ministre de la Justice et du secrétaire d'État à la famille et au budget. Ce groupe a réuni, pendant plus d'un an, des personnalités venant des universités, de tous les niveaux de la magistrature — en ce compris les juges de paix et les magistrats du parquet —, du barreau, des administrations de la justice, et des deux cabinets. Il a travaillé sur le projet en reprenant les idées centrales reprises ci-après.

## III. Idées centrales de la proposition

### 1. Création d'une section « Tribunal de la famille et de la jeunesse » au sein du tribunal de première instance

Les compétences judiciaires relatives aux contentieux familiaux et aux problématiques de la jeunesse seront réparties au sein d'une section du tribunal de première instance appelée « Tribunal de la famille et de la jeunesse ». Cette section sera composée de :

— Chambres de la famille, chargées de toutes les compétences civiles du tribunal en ce compris les procédures d'urgence, mais à l'exclusion des incapacités au sens large qui seront toutes attribuées aux juges de paix;

— Chambres de la jeunesse, traitant selon la loi du 8 avril 1965, les décrets, et la loi de 1990 relative la protection des malades mentaux, de toutes les matières relatives aux mineurs en danger, aux mineurs ayant commis des faits qualifiés infraction, aux mineurs malades mentaux et aux mesures à l'égard des parents de ces mineurs;

— Chambre spécifique pour les mineurs dessaisis.

L'organisation des chambres et l'affectation des juges relèvent de la compétence du président du tribunal de première instance.

lierecht, evenals de advocaten die worden aangeduid om minderjarigen bij te staan tijdens de hoorzitting.

En ten slotte « bemiddeling », omdat de bijzondere cultuur van deze afdeling gericht is op de begeleiding van het familiaal conflict met het oog op pacificatie, mede door partijen ertoe aan te zetten om overeenkomsten te sluiten. Het beroep op bemiddeling of andere wijzen van geschillenbeslechting zal in deze afdeling in het bijzonder nagestreefd worden.

## II. Werkmethode

Op basis van diverse studies werd op initiatief van de minister van Justitie en de staatssecretaris voor Gezinsbeleid een werkgroep opgericht, die gedurende meer dan een jaar verschillende universiteitsprofessoren, magistraten van alle niveaus — vrederechters en parketmagistraten inbegrepen-, advocaten, administraties van justitie en beide kabinetten samenbracht in het kader van dit project, waarin volgende centrale ideeën vervat zijn :

## III. Centrale ideeën van het wetsvoorstel

### 1. Oprichting van een afdeling « Familie- en jeugdrechtbank » binnen de rechtbank van eerste aanleg

De gerechtelijke bevoegdheden met betrekking tot de familiale geschillen en de jeugdproblematiek zullen verdeeld worden binnen een afdeling van de rechtbank van eerste aanleg, genaamd « Familie- en jeugdrechtbank ». Deze afdeling zal samengesteld zijn uit :

— Familiekamers, belast met alle burgerlijke bevoegdheden van de rechtbank, procedures inzake hoogdringendheid inbegrepen, maar uitgezonderd de onbekwaamheidsstatuten in brede zin die allemaal aan de vrederechter worden toegewezen;

— Jeugdkamers, overeenkomstig de wet van 8 april 1965, de decreten en de wet van 1990 betreffende de geesteszieken, alle materies betreffende de minderjarigen in gevaar, alle minderjarigen die strafbare feiten hebben gepleegd, de minderjarige geesteszieken en de maatregelen ten aanzien van de ouders van deze minderjarigen.

— Specifieke kamer voor de uit handen gegeven minderjarigen

De organisatie van de kamers en de aanwijzing van de rechters vallen onder de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

La cour d'appel comprendra également des chambres famille, de la jeunesse et de dessaisissement. Les conseillers et le parquet général seront spécialisés de la même manière que le tribunal de la jeunesse et de la famille.

Enfin, les magistrats du parquet seront, eux aussi, organisés en un parquet de la famille et de la jeunesse, devront suivre une spécialisation.

## 2. Répartition des compétences

Le groupe de travail chargé de réfléchir à la création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, s'est interrogé sur la juridiction à qui il serait le plus approprié d'attribuer le contentieux civil familial.

Après en avoir largement débattu et après avoir entendu tous les intervenants internes et externes, le groupe de travail a décidé de regrouper tout le contentieux familial devant un tribunal de la famille, section du tribunal de première instance.

En effet, à l'instar du rapport établi par le groupe de travail « Familles et droits civil et judiciaire » des états généraux de la famille de 2004, les avantages de l'attribution du contentieux familial au tribunal de première instance — par rapport aux juges de paix — sont les suivants :

- toute la procédure de droit familial est regroupée auprès d'une juridiction ayant la capacité d'absorber un tel volume de contentieux, une plus grande souplesse de remplacement en cas de maladie, vacances, etc. (mobilité des magistrats, partage de la charge de travail par le chef de corps);

- absence de morcellement territorial qui permettra également une plus grande cohérence jurisprudentielle grâce aux concertations entre magistrats d'une même juridiction;

- une plus grande gamme de compétences familiales (contentieux des séparations, des divorces mais aussi des successions, des liquidations-partage);

- présence du ministère public dans les affaires familiales communicables (autorité parentale, hébergement, etc.), et plus grandes possibilités d'investigations;

- plus grande possibilité de spécialisation des magistrats à l'inverse du juge de paix qui se doit de rester un juge « généraliste »;

- volonté de cohérence de ramener toutes les compétences familiales auprès de la même juridiction et de cesser le morcellement de celles-ci (tout le droit familial au tribunal de la famille et de la jeunesse, toutes les incapacités au juge de paix).

Ook in het hof van beroep zullen kamers ingericht worden voor familie, jeugd en uithandengeving. De raadsmanen en het parket-generaal zullen, net zoals de familie- en jeugdrechtbank, een specialisatie volgen.

Ten slotte zullen de parketmagistraten eveneens ingedeeld worden in een familie- en jeugdparquet, en zullen een specialisatie moeten volgen.

## 2. Bevoegdheidsverdeling

De werkgroep belast met het onderzoek naar de oprichting van een familie- en jeugdrechtbank heeft zich de vraag gesteld aan welke rechtbank de burgerlijk familiale geschillen het best zouden worden toevertrouwd.

Na uitgebreid overleg en na alle interne en externe actoren gehoord te hebben, heeft deze werkgroep beslist om alle familiale geschillen te groeperen binnen een familierechtbank, zijnde een afdeling van de rechtbank van eerste aanleg.

Voortgaande op het verslag dat werd opgesteld door de werkgroep « Gezinnen en burgerlijk en gerechtelijk recht » van de Staten-generaal van het gezin van 2004, biedt het toewijzen van de familiale geschillen aan de rechtbank van eerste aanleg — in verhouding tot de vrederechters — immers volgende voordelen :

- de gehele familierechtelijke procedure wordt ondergebracht binnen een rechtbank die in staat is een groter volume aan geschillen op te vangen, en die soepeler is inzake vervanging bij ziekte, vakantie enz. (mobiliteit van de magistraten, verdeling van de werklast door de korpschef);

- geen territoriale versnippering, hetgeen ook zorgt voor meer coherentie in de rechtspraak dankzij overleg tussen magistraten van eenzelfde rechtbank;

- een groter bevoegdheidspakket (geschillen inzake (echt)scheidingen, maar ook inzake nalatenschap, vereffening-verdeling);

- aanwezigheid van het openbaar ministerie in de mededeelbare familiale zaken (ouderlijk gezag, huisvesting, enz.), grotere onderzoeksmogelijkheden;

- grotere mogelijkheid tot specialisering van de magistraten in tegenstelling tot de vrederechter, die een « *allround* » rechter moet blijven;

- de wil om alle familiale bevoegdheden binnen eenzelfde coherente rechtspraak te brengen, en een einde te maken aan de versnippering ervan (het gehele familierecht voor de familie- en jeugdrechtbank, alle onbekwaamheidsstatuten voor de vrederechter).

En outre, à côté des compétences familiales attribuées au tribunal de première instance, il a paru essentiel au groupe de travail de renforcer les compétences des juges de paix à deux niveaux.

D'une part, il a été décidé d'attribuer toutes les incapacités aux juges de paix. Le juge de paix est en effet unanimement apprécié dans son rôle en matière de protection des personnes les plus vulnérables. Il dispose d'un grand savoir-faire en la matière qui se combine idéalement avec son rôle de proximité. Il est donc apparu fondamental de maintenir le contentieux relatif aux incapables au niveau cantonal, en y intégrant des matières qui sont aujourd'hui attribuées au tribunal de première instance. Tel est notamment le cas de l'émancipation ou de la minorité prolongée.

D'autre part, le renforcement des compétences du juge de paix a été réalisé en portant la compétence *ratione summae* à 2 500 euros; indexant ainsi en quelque sorte le montant actuel de 1 860 euros.

Enfin, les auteurs de la proposition signalent que d'autres pistes sont également à l'examen à l'heure actuelle pour donner au juge de paix un vrai rôle de proximité pour le soutien des personnes très démunies.

Partant, sur base de ces considérations, les compétences civiles familiales ont été réparties entre les chambres de la famille et le juge de Paix, sauf exceptions, de la manière suivante :

1. aux chambres civiles du tribunal de la famille et de la jeunesse: toutes les compétences «de droit familial».

Soit:

— régime matrimonial primaire et secondaire des époux;

— contentieux des mesures urgentes entre époux (articles 223 et 221 du Code civil);

— contentieux des mesures urgentes entre cohabitants légaux (article 1479 du Code civil);

— contentieux des mesures urgentes durant procédure en divorce (article 1280 du Code judiciaire);

— autorité parentale, hébergement des enfants, contributions alimentaires pour tous les couples mariés ou non mariés;

— droit du divorce pour cause de désunion irrémédiable et divorce par consentement mutuel, de la séparation de corps et de biens;

— droit des obligations alimentaires;

Bovendien leek het de werkgroep essentieel om, naast de aan de rechtbank van eerste aanleg toegevoegde familiale bevoegdheden, de bevoegdheden van de vrederechters op twee niveaus te versterken.

Eenzijds werd beslist om alle onbekwaamheidsstatuten toe te wijzen aan de vrederechters. Er wordt immers unaniem aangenomen dat de vrederechter een beschermende rol speelt ten aanzien van de meest kwetsbaren. Hij beschikt over een belangrijke *know-how* terzake die zich op ideale wijze combineert met zijn nabijheidsrol. Het is dus fundamenteel gebleken dat de geschillen met betrekking tot de onbekwamen op kantonaal niveau behouden blijven, en er materies aan toe te voegen die momenteel aan de rechtbank van eerste aanleg zijn toegewezen. Dit is met name het geval voor de ontvoogding of de verlengde minderjarigheid.

Anderzijds werden de bevoegdheden van de vrederechter versterkt door de bevoegdheid *ratione summae* te verhogen tot 2 500 €; waardoor het huidige bedrag van 1 860 euro in zekere zin geïndexeerd wordt.

Ten slotte wijzen de auteurs van het wetsvoorstel erop dat momenteel ook andere pistes onderzocht worden om de vrederechter een echte nabijheidsrol te geven in de steunverlening aan de zwaksten.

Uitgaande van deze beschouwingen werden de familiaal civielrechtelijke bevoegdheden, behoudens uitzonderingen, als volgt verdeeld tussen de familie-kamers en de vrederechter:

1. aan de burgerlijke kamers van de familie- en Jeugdrechtbank: alle «familierechtelijke» bevoegdheden.

Dit wil zeggen:

— primair en secundair huwelijksstelsel van de echtgenoten;

— geschillen omtrent dringende maatregelen tussen echtgenoten (artikelen 223 en 221 van het Burgerlijk Wetboek);

— geschillen omtrent dringende maatregelen tussen wettelijk samenwonenden (artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek);

— geschillen omtrent dringende maatregelen gedurende echtscheidingsprocedure (artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek);

— ouderlijk gezag, verblijfsregeling van de kinderen, onderhoudsbijdragen voor alle gehuwde of niet gehuwde koppels;

— echtscheiding wegens duurzame ontwrichting en echtscheiding door onderlinge toestemming, scheiding van tafel en bed;

— onderhoudsverplichtingen;

- droit aux relations personnelles;
- droit de la cohabitation légale;
- droit de la filiation;
- droit de l'adoption, de la tutelle officieuse;
- des droits de garde et de visite transfrontalière;
- des actes de l'état civil;
  - du mariage en général (nullité, mariage de mineurs, recours contre décisions officier état civil de ne pas célébrer le mariage);
  - des actes de déclaration d'absence;
  - de l'émancipation;
  - des successions, donations, testaments;
  - des liquidations partages;
  - de l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale.

2. au juge de paix : outre ses compétences ordinaires et exclusives :

- toutes les incapacités

Soit :

- tutelle (sauf tutelle officieuse);
- minorité prolongée;
- administration provisoire;
- interdiction;
- conseil judiciaire;
- ventes publiques impliquant les mineurs;

- Inventaire et apposition de scellés;

— La compétence des litiges de moins de 2 500 euros.

### 3. Harmonisation entre l'article 223 du Code civil, 1479 du Code Civil et l'article 1280 du Code judiciaire

Au niveau des mesures provisoires visées par les articles 223, 1479 du Code civil et 1280 du Code judiciaire, les auteurs de la proposition considèrent qu'il est souhaitable d'harmoniser la procédure et les mesures qui peuvent être prises en cas de mésentente entre époux ou entre cohabitants légaux, en centralisant ces contentieux devant la chambre famille du tribunal de la famille et de la jeunesse.

- recht op persoonlijk contact;
- wettelijke samenwoonst;
- afstammingsrecht;
- adoptie en pleegvoogdij;
- grensoverschrijdend hoede- en bezoekrecht;
- akten van de burgerlijke stand;
  - huwelijk in het algemeen (nietigheid, huwelijk van minderjarigen, beroep tegen beslissing ambtenaar burgerlijke stand om huwelijk niet te voltrekken);
  - akten van verklaring van afwezigheid;
  - ontvoogding;
  - nalatenschappen, schenkingen, testamenten;
  - vereffening-verdelingen;
  - voortdurende onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen.

2. aan de vrederechter: naast zijn ordinaire en exclusieve bevoegdheden :

- alle onbekwaamheidsstatuten

Dit wil zeggen :

- voogdij (behalve pleegvoogdij);
- verlengde minderjarigheid;
- voorlopig bewind;
- onbekwaamverklaring;
- gerechtelijk raadsman;
- openbare verkopen waarin minderjarigen betrokken zijn;

- boedelbeschrijving en verzegeling;

— bevoegdheid voor geschillen van minder dan 2 500 euro.

### 3. Harmonisering tussen de artikelen 223 en 1479 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek

Wat betreft de voorlopige maatregelen zoals bedoeld in de artikelen 223, 1479 van het Burgerlijk Wetboek en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, achten de auteurs van het wetsvoorstel het wenselijk om de procedure en de maatregelen die genomen kunnen worden in geval van slechte verstandhouding tussen echtgenoten of wettelijk samenwonenden, te harmoniseren door deze geschillen te centraliseren binnen de familiekamer van de familie- en jeugdrechtbank.

Une simple centralisation de ces contentieux crée néanmoins un « malaise », dès lors que le tribunal de la famille connaîtrait à la fois des mesures fondées sur l'article 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire, alors que les contextes sont tout à fait différents et que les parties sont plus enclines à faire des concessions lorsqu'il existe encore un espoir de réconciliation (ce qui est en principe le cas dans le cadre de l'article 223 du Code civil).

La question a également été posée de savoir ce qu'il adviendrait si une procédure fondée sur l'article 1280 du Code judiciaire était introduite alors qu'un appel de 223 était pendant devant la cour d'appel.

Les auteurs de la proposition ont trouvé dans le droit français, réponse intéressante aux questions invoquées ci avant.

En effet, le nouveau Code de procédure civile prévoit une procédure relative aux mesures urgentes et provisoires qui est tout à fait indépendante d'une demande en divorce, mais qui permet au juge, en cas de survenance d'un fait nouveau — qui pourrait être l'introduction d'une action en divorce — de supprimer, modifier ou compléter les mesures provisoires qu'il a prescrites.

Ce système fonctionnant parfaitement bien, les auteurs de la proposition ont été convaincus de le transposer en droit belge, en y incluant les cohabitants légaux.

Partant, la différence qui existe actuellement entre l'article 223 du Code civil et l'article 1280 du Code judiciaire a été supprimée (sauf en ce qui concerne le manquement grave aux devoirs).

De manière générale, tant les époux que les cohabitants légaux, pourront donc, en cas de mésentente, saisir le tribunal de la famille pour qu'il soit statué sur toutes les mesures provisoires à prendre dans le cadre de cette mésentente. Dans tous ces cas, l'urgence sera présumée.

#### 4. La comparution personnelle des parties

La comparution personnelle des parties sera exigée dans toutes les matières concernant les mineurs, à l'audience d'introduction et aux audiences de plaidoires, mais à l'exception des audiences de mise en état de l'affaire.

Le juge peut cependant autoriser une ou toutes parties à se faire représenter par un avocat en cas de circonstances exceptionnelles.

Een eenvoudige centralisatie van deze geschillen lijkt niet vanzelfsprekend gegeven het feit dat de familierechtbank tegelijkertijd bevoegd zou zijn voor maatregelen op grond van artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, terwijl de context van beide totaal verschillend zijn. Partijen zijn eerder geneigd tot toegevingen wanneer er nog hoop is op een verzoening (hetgeen in principe het geval is in het kader van artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek).

Ook werd de vraag gesteld wat er gebeurt indien een procedure op basis van artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek wordt ingediend terwijl er een beroep 223 hangende is voor het hof van beroep.

De auteurs van het wetsvoorstel hebben in het Franse recht een interessant antwoord gevonden op de hierboven gestelde vragen.

Het nieuwe « *Code de procédure civile* » voorziet namelijk in een procedure met betrekking tot dringende en voorlopige maatregelen die volledig los staat van een verzoek tot echtscheiding, maar die de rechter in staat stelt, indien zich een nieuw feit aandient — hetgeen de instelling van een vordering tot echtscheiding zou kunnen zijn — om de voorlopige maatregelen die hij heeft uitgevaardigd, in te trekken, te wijzigen of aan te vullen.

Gelet op de efficiënte werking van dit systeem, waren de auteurs van het wetsvoorstel overtuigd om het in Belgisch recht om te zetten, en hier ook de wettelijk samenwonenden bij te voegen.

Derhalve werd het huidige verschil tussen artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek opgeheven (behalve wat betreft het ernstig plichtsverzuim).

Algemeen genomen zullen dus zowel de echtgenoten als de wettelijk samenwonenden in geval van onderlinge slechte verstandhouding, naar de familierechtbank kunnen stappen om een uitspraak te krijgen inzake alle te nemen voorlopige maatregelen in het kader van deze slechte verstandhouding. In al deze gevallen wordt de hoogdringendheid verondersteld.

#### 4. De persoonlijke verschijning van de partijen

De persoonlijke verschijning van de partijen zal vereist zijn in alle zaken met betrekking tot de minderjarigen, bij de inleidende zitting en de pleidooizittingen, met uitzondering van de zittingen waarop de zaak in gereedheid wordt gebracht.

De rechter kan echter wel één of alle partijen toestaan om zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat in geval van buitengewone omstandigheden.



Par contre, dans le cadre du divorce pour cause de désunion irrémédiable proprement dit, la comparution personnelle des parties est supprimée sauf si, des aspects relatifs aux mesures à prendre concernant les enfants doivent être prises à cette audience. Néanmoins, dans ce cas, si les parties ont conclu un accord de médiation ou un accord rédigé par un avocat ou un notaire, cette obligation de comparution personnelle est suspendue et ce, sous réserve d'une demande du magistrat, des parties ou du ministère public

L'objectif de cette obligation de comparution est pluriel : il tend d'une part à responsabiliser les parents quant aux procédures qui concernent leurs enfants, et, d'autre part, il permet au magistrat de connaître la situation au plus près, d'interroger les parties, d'apporter des précisions et de les inciter à se concilier ou d'entamer un processus de médiation familiale.

Pour remplir ces objectifs, il est essentiel que le magistrat écoute les parties en personne dès l'audience d'introduction de manière à centrer le litige : quel est réellement le problème ? Quelle place y a-t-il pour trouver une solution amiable, pour concilier, ou pour aller plus loin dans un processus de médiation qui permettra éventuellement de poursuivre ou de réinstaurer un dialogue dont tout l'intérêt sera au profit des personnes elles-mêmes mais avant tout et surtout pour les enfants ? Les parents, malgré leur séparation doivent rester parents, en avoir conscience et tout mettre en œuvre pour poursuivre une autorité parentale et une éducation qui soient véritablement conjointes.

Or, actuellement, ces possibilités n'existent pas réellement. Il n'est pas rare que les parties en conflit doivent parfois être confrontées à plusieurs décisions judiciaires avant de pouvoir franchir le cap de la reprise du dialogue. Parfois aussi les sentiments sont trop exacerbés, ou la violence trop présente pour permettre ce dialogue.

Dans le système envisagé, le magistrat pourra constater l'impossibilité de conciliation et trancher, non seulement après avoir entendu les parties, mais aussi après avoir entendu leurs avocats qui restent les meilleurs porte parole quand la communication n'est pas possible — et qui doivent de leur côté aussi essayer de concilier les parties avant d'introduire des procédures.

Au regard de ces objectifs, la comparution personnelle des parties est inutile aux audiences qui relèvent uniquement de la mise en état de la cause.

Vu l'importance accordée à la présence des parties si le demandeur ne comparait pas, il sera débouté de sa demande et s'il s'agit du défendeur, son absence

In het kader van een echtscheiding wegens duurzame ontwrichting, wordt de persoonlijke verschijning van de partijen afgeschaft behalve indien er in deze zitting aspecten met betrekking tot de te nemen maatregelen ten aanzien van de kinderen dienen te worden behandeld. In dit geval wordt de verplichte persoonlijke verschijning echter wel opgeschort indien de partijen een bemiddelingovereenkomst of een door een advocaat of notaris opgestelde overeenkomst hebben gesloten, zij het onder voorbehoud van een verzoek van de magistraat, de partijen of het openbaar ministerie.

De doelstelling van deze verplichte verschijning is meervoudig : enerzijds de ouders responsabiliseren betreffende de procedures die betrekking hebben op hun kinderen, anderzijds de magistraat in staat stellen een zo duidelijk mogelijk beeld van de situatie te vormen, de partijen te ondervragen, verduidelijkingen aan te brengen en — voor zover mogelijk — hen ertoe aan te zetten zich te verzoenen of een familiale bemiddelingsprocedure op te starten.

Om deze doelstellingen te verwezenlijken, is het essentieel dat de rechter in persoon naar de partijen luistert van bij de inleidende zitting om zo goed mogelijk inzicht te krijgen in het geschil : wat is het eigenlijke probleem ? Welke ruimte is er voor een minnelijke schikking, een verzoening, of een bemiddelingsproces dat eventueel een verderzetting of herstel van de dialoog mogelijk maakt, en waar de betrokken zelf maar vooral de kinderen alle belang bij hebben ? De ouders moeten, ondanks hun scheiding, in alle bewustzijn ouders blijven, en alles in het werk stellen om het ouderlijk gezag en de opvoeding gezamenlijk verder te zetten.

Op dit ogenblik bestaan deze mogelijkheden niet echt. Niet zelden worden conflicterende partijen geconfronteerd met meerdere gerechtelijke beslissingen vooraleer opnieuw de stap naar de dialoog te kunnen zetten. Ook zijn de gemoederen soms te verhit, of is het geweld te aanwezig om deze dialoog mogelijk te maken.

In het vooropgestelde systeem kan de magistraat de onmogelijkheid tot verzoening vaststellen en een beslissing nemen, niet alleen na de partijen gehoord te hebben, maar eveneens na het horen van hun advocaten die de beste woordvoerders blijven wanneer de communicatie onmogelijk blijkt. Ook van hen wordt verwacht dat zij trachten partijen met elkaar te verzoenen vooraleer procedures in te stellen.

Ten opzichte van deze doelstellingen is de persoonlijke verschijning van de partijen van geen nut in de zittingen waarop de zaak uitsluitend in gereedheid wordt gebracht.

Gelet op het belang dat wordt gehecht aan de aanwezigheid van de partijen, zal het verzoek van de eiser, indien deze niet verschijnt, worden afgewezen.

entraînera un jugement par défaut réputé contradictoire qui ôtera ses possibilités d'une opposition.

## 5. Le huis-clos en matière familiale

Bien que la publicité des débats constitue un élément essentiel du droit, le huis-clos peut être garant en matière familiale de la sérénité des débats et du respect de l'intérêt de l'enfant. Il permet en outre d'assurer une protection de la vie privée des parties concernées.

Cette exception au principe de l'audience publique a été demandée par le groupe de travail. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'une proposition de loi en conformité avec la présente proposition. Cette proposition a été votée le 6 mai 2010.

Le huis-clos se justifie en raison du caractère intimement privé des éléments qui seront exposés en plaidoirie, afin que le juge comprenne la situation, mais où la publicité n'apporterait aucune plus-value. Il permet également aux parties de s'exprimer franchement sur des questions très personnelles sans avoir à craindre la curiosité ou les commentaires du public. Elle favorisera la conciliation et l'émergence de décisions judiciaires mieux acceptées par les parties.

## 6. La médiation

Consacrée dans le Code judiciaire par la loi du 21 février 2005, la médiation est réglée par les articles 1731 et suivants du Code judiciaire.

Depuis 2005, tout juge saisi d'un litige peut, avec l'accord des parties, les envoyer en médiation et suspendre, pendant le processus de médiation toute poursuite du dossier judiciaire durant un délai de trois mois.

De même des médiations volontaires, hors cadre judiciaire, peuvent être menées par des médiateurs agréés, dont les accords de médiation pourront être homologués par le tribunal, sous réserve de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Cependant, bien que les avantages de la médiation soient depuis longtemps reconnus par les magistrats et autres professionnels de la matière, celle-ci n'est que trop peu utilisée pour permettre aux personnes de trouver elles-mêmes des solutions à leurs conflits.

De afwezigheid van de gedaagde zal leiden tot een vonnis bij verstek dat geacht wordt op tegenspraak gewezen te zijn, wat hem de mogelijkheid van verzet ontnemt.

## 5. Zitting achter gesloten deuren in familiezaken

Hoewel de openbaarheid van de debatten een essentieel element vormt van het rechtsstelsel, kan de zitting achter gesloten deuren in familiezaken garant staan voor de sereniteit van de debatten en de eerbied voor het belang van het kind. Bovendien zorgen de gesloten deuren voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de betrokken partijen.

Deze uitzondering op het principe van de openbaarheid van de zitting werd gevraagd door de werkgroep. Zij maakte overigens het voorwerp uit van een wetsvoorstel waarvan de inhoud overeenstemt met huidig voorstel. Dit voorstel werd op 6 mei 2010 gestemd.

De zitting achter gesloten deuren wordt gerechtvaardigd door het privé-karakter van de elementen die tijdens het pleidooi worden uiteengezet opdat de rechter de situatie goed begrijpt. De openbaarheid biedt hier geen enkele meerwaarde. Dit laat de partijen tevens toe om zich openhartig uit te spreken over erg persoonlijke kwesties, zonder te moeten vrezen voor de nieuwsgierigheid of de commentaren van het publiek. De gesloten deuren kunnen mogelijk de verzoening bevorderen of mogelijk bevorderen dat gerechtelijke beslissingen beter door de partijen aanvaard worden.

## 6. De bemiddeling

De bemiddeling, bekrachtigd in het Gerechtelijk Wetboek door de wet van 21 februari 2005, wordt geregeld door de artikelen 1731 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Sedert 2005 kan iedere rechter die kennisneemt van een geschil, mits het akkoord van de partijen, iedere verderzetting van het gerechtelijke dossier opschorten gedurende een termijn van drie maanden, gedurende dewelke betrokkenen in bemiddeling gaan.

Op dezelfde wijze kunnen vrijwillige, buitengerechtelijke bemiddelingen gevoerd worden door erkende bemiddelaars, wiens bemiddelingsakkoorden gehomologeerd kunnen worden door de rechtbank, onder voorbehoud van het hoger belang van het kind.

Hoewel de voordelen van de bemiddeling sinds geruime tijd erkend worden door de magistraten en andere professionelen terzake, wordt er echter te weinig beroep op gedaan om mensen in staat te stellen zelf oplossingen te vinden voor hun geschillen.

On peut voir dans cette timide utilisation de la médiation plusieurs causes : l'absence d'information concernant la médiation (75 % des couples qui divorcent affirment ne pas avoir entendu parler de la médiation), l'information incomplète ou erronée, l'idée que la médiation va à contre-courant des mentalités, l'idée que la médiation va coûter trop cher, etc.

La diffusion de la culture de la médiation est nécessaire au développement des voies amiables de résolution des conflits. Cette culture doit être partagée par l'ensemble des acteurs du monde judiciaire, magistrats, avocats, greffiers, huissiers de justice.

Pour y arriver, les auteurs de la présente proposition se sont inspirés de la pratique de médiation au Québec. Ils ont dès lors décidé qu'il convenait d'insérer la médiation dans la pratique par des initiatives volontaristes.

La médiation doit être poussée par les acteurs judiciaires à tous les stades de la procédure. En amont du judiciaire mais également dans les phases judiciaires et après celles-ci si le besoin de révision se fait sentir.

Pour cela, la présente proposition prévoit, de façon très volontariste, une information préalable obligatoire à la médiation pour tout premier dossier introduit devant les chambres familles du tribunal de la famille et de la jeunesse, lorsque des mesures relatives aux enfants doivent être prises. Cette information doit se faire par le couple, ensemble ou séparément, mais obligatoirement auprès de médiateurs agréés qui soient différents de leur avocat.

Bien que les avocats soient évidemment les premiers informateurs de leurs clients, il est important que l'information se fasse dans un cadre uniquement consacré à la médiation :

— soit par des séances collectives qui ouvrent à la médiation mais aussi à la coparentalité, aux différentes possibilités et mesures à prendre pour les enfants et à la communication indispensable entre les parents pour poursuivre l'éducation de l'enfant dans le cadre de l'autorité parentale conjointe;

Het matig gebruik van de bemiddeling heeft meerdere oorzaken: het ontbreken van informatie betreffende de bemiddeling (75% van de koppels die scheiden beweren niets gehoord te hebben in verband met bemiddeling), onvolledige of onjuiste informatie, de gedachte dat de bemiddeling tegen de eigen overtuiging ingaat, de bemiddeling die te duur zou zijn, enz.

De verspreiding van de bemiddelingscultuur is noodzakelijk voor de ontwikkeling van minnelijke manieren van geschillenbeslechting. Deze cultuur dient uitgedragen te worden door het geheel van actoren van de gerechtelijke wereld, magistraten, advocaten, griffiers, gerechtsdeurwaarders.

Hiertoe hebben de auteurs van huidig wetsvoorstel zich geïnspireerd op de bemiddelingspraktijk in Québec. Het is raadzaam de bemiddeling op grond van vrijwilligheid in te voeren.

De bemiddeling moet worden aangemoedigd door de gerechtelijke actoren in elk stadium van de procedure. Vóór maar ook tijdens en na de gerechtelijke fases, indien er nood is aan een herziening.

Daarom voorziet huidig wetsvoorstel, op zeer voluntaristische wijze, in de verplichting om zich voorafgaandelijk te informeren betreffende de bemiddeling voor ieder eerste dossier ingeleid voor de familiekamers van de familie- en jeugdrechtbank, wanneer maatregelen met betrekking tot de kinderen genomen dienen te worden. Deze informatiegaring dient te gebeuren door het (echt)paar, samen of apart, bij erkende bemiddelaars die niet hun advocaat zijn.

Hoewel de advocaten uiteraard de eerste informatieverstrekkers zijn van hun cliënten, is het belangrijk dat de informatieverstrekking gebeurt in een kader dat uitsluitend is gewijd aan de bemiddeling :

— hetzij door collectieve sessies die wijzen op de mogelijkheden van bemiddeling, van co-ouderschap of van andere maatregelen ten aanzien van de kinderen, met aandacht voor het noodzakelijke overleg tussen de ouders in het kader van het gezamenlijk ouderlijk gezag;

— soit par une séance individuelle où le couple ou la personne individuelle reçoit une information beaucoup plus ciblée sur sa situation personnelle et où il peut déjà se créer un lien positif pour mettre en place les conditions d'un processus de médiation.

## 7. Le dossier familial et le dossier protectionnel

Les auteurs de la présente proposition souhaitent qu'au civil, l'«histoire judiciaire» de la famille soit contenue dans un seul dossier aux fins d'une part, d'assurer une cohérence entre les décisions et d'autre part, de limiter les débats à ce qui est strictement nécessaire pour la résolution du litige dès lors qu'il ne sera plus utile de rappeler tous les antécédents du dossier. Ceci se traduit dans la proposition par le principe «une famille — un dossier», étant entendu que l'idéal serait d'aller plus loin pour avoir «une famille — un dossier — un juge».

Les litiges contenus dans ce dossier seront essentiellement tous ceux qui naissent au sein d'un même couple ayant des enfants communs (qu'il s'agisse de personnes mariées, de cohabitants légaux, ou de concubins), mais également tous ceux qui naissent au sein de couples mariés ou cohabitants légaux n'ayant pas d'enfant.

Faute de définition univoque de la notion de concubins, les auteurs de la proposition de loi n'ont eu d'autre choix que de devoir exclure du tribunal de la famille, les concubins sans enfant commun. On soulignera que les concubins, qui ont des enfants, pourront, par connexité, solliciter du tribunal de la famille, des mesures relatives à une sortie d'indivision ou à une obligation alimentaire naturelle novée en obligation civile.

En ce qui concerne la définition du «dossier» au protectionnel, il n'est évidemment pas opportun de faire le lien entre un dossier et une famille puisque, dans ce type de contentieux, un dossier est ouvert par enfant. Au protectionnel, une procédure est ouverte par enfant. Ainsi même si le tribunal de la jeunesse travaillera au niveau de la famille, le principe *un enfant-un dossier* sera préféré au principe évoqué en matière civile *une famille-un dossier*.

## 8. La compétence territoriale et la saisine permanente

### a) Compétence territoriale

Les auteurs de la proposition de loi ont estimé que la compétence territoriale du tribunal de la famille

— hetzij door een individuele sessie waarin het koppel of het individu informatie verkrijgt die meer gericht is op de persoonlijke situatie en de mogelijkheden van een bemiddelingsproces

## 7. Het familie- en het protectioneel dossier

De auteurs van dit wetsvoorstel wensen op burgerrechtelijk vlak de «gerechtelijke geschiedenis» van de familie in één enkel dossier onder te brengen om enerzijds te zorgen voor coherentie tussen de beslissingen en anderzijds de debatten te beperken tot hetgeen strikt noodzakelijk is voor de oplossing van het geschil gegeven het feit dat niet alle antecedenten van het dossier opnieuw aan bod moeten komen. In het ontwerp wordt dit vertaald door het principe «*één familie — één dossier*». Ideaal zou zijn om nog een stapje verder te gaan naar «*één familie — één dossier — één rechter*».

De geschillen die in dit dossier ondergebracht worden zullen hoofdzakelijk die geschillen zijn die ontstaan binnen eenzelfde (echt)paar met gemeenschappelijke kinderen (of het nu gaat om gehuwden, wettelijk samenwonenden of samenwonenden), maar ook alle geschillen die te maken hebben met echtparen of wettelijk samenwonenden zonder kinderen.

Bij gebrek aan een eenduidige definitie van het begrip samenwonenden, hadden de auteurs van het wetsvoorstel geen andere keuze dan de samenwonenden zonder gemeenschappelijk kind niet op te nemen in de familierechtbank. Er zal benadrukt worden dat de samenwonenden met kinderen, bij samenhang, aan de familierechtbank maatregelen kunnen verzoeken met betrekking tot een uit onverdeeldheidtrekking of een natuurlijke onderhoudsverplichting.

Wat betreft de definitie van het «dossier» op protectioneel vlak, is het uiteraard niet opportuun om de link te leggen tussen één dossier en één familie, aangezien er in dit soort geschillen één enkel dossier per kind wordt geopend. Wat de beschermingsmaatregelen betreft wordt één procedure per kind geopend. Ook al zal de jeugdrechtbank op het niveau van de familie werken, zal het principe één kind — één dossier dus worden verkozen boven het principe *één familie — één dossier* zoals dat in burgerlijke zaken gehanteerd zal worden.

## 8. De territoriale bevoegdheid en de blijvende saisine

### a) Territoriale bevoegdheid

De auteurs van het wetsvoorstel zijn van mening dat de territoriale bevoegdheid van de familierechtbank

devoit être conçue dans le sens de l'intérêt de l'enfant en veillant à rendre compétent un tribunal proche du lieu de vie du mineur concerné par les procédures.

Il est en effet apparu essentiel que le juge qui sera chargé de déterminer au mieux les modalités relatives à l'autorité parentale, à l'hébergement, ou aux droits aux relations personnelles, soit celui qui se trouve dans le même arrondissement que le mineur. Ceci permettra entre autres, de rendre plus aisé les réalisations d'enquêtes sociales ou l'audition des mineurs.

Aussi, il a été prévu, d'une manière générale, que le tribunal territorialement compétent serait celui du domicile de l'enfant, ou à défaut de domicile, celui de la résidence habituelle du mineur étant entendu que ce principe vaut pour toutes les procédures où un mineur est susceptible d'être un jour concerné. Ainsi, si une demande en divorce pour cause de désunion irrémédiable est introduite par un couple marié, sans que des mesures ne soient demandées par rapport à leurs enfants communs, le tribunal territorialement compétent pour connaître du divorce sera celui du lieu du domicile de l'enfant, ou à défaut celui de la résidence habituelle parce qu'un jour, les enfants de ce couple seront susceptibles d'être concernés par la procédure.

Ce critère a toutefois été exclu lorsque le couple n'avait pas d'enfant, et dans certaines matières (successions, testaments, donations, enlèvement international d'enfant et adoptions). Dans ce cas, le texte renvoie au droit commun de l'article 624 du Code judiciaire et de ses exceptions.

#### *b) Saisine permanente*

Par ailleurs, parallèlement à ce critère de compétence territoriale, pour améliorer l'accès à la justice (éviter les frais, une plus grande visibilité du juge compétent, rapidité) et assurer une meilleure continuité de l'action judiciaire (le juge connaît la situation de la famille), il est proposé d'instaurer une saisine permanente du tribunal de la famille pour la plupart des matières qui relèvent de l'urgence présumée (*cf.* point suivant), à savoir: les mesures urgentes et provisoires entre époux et cohabitants légaux, les demandes relatives à l'autorité parentale, l'hébergement et le droit aux relations personnelles envers les enfants mineurs et enfin, les obligations alimentaires. La cause restera dès lors inscrite au rôle pour que, en cas d'éléments nouveaux, elle puisse être ramenée devant le tribunal de la famille, par conclusions ou par demande écrite, déposée ou adressée au greffe et ce, dans les quinze jours du dépôt des conclusions ou de la demande.

moet beoordeeld worden in het belang van het kind. Daarom moet de bevoegde rechtbank zich dichtbij de woonplaats van de betrokken minderjarige bevinden.

Het kan belangrijk zijn dat de rechter die belast wordt met het bepalen van de modaliteiten betreffende het ouderlijk gezag, de huisvesting of het recht op persoonlijk contact, diegene is die zich in hetzelfde arrondissement als de minderjarige bevindt. Dit zal onder andere het uitvoeren van sociale onderzoeken of het horen van minderjarigen vergemakkelijken.

Daarom wordt bepaald dat de territoriaal bevoegde rechtbank die van de woonplaats van het kind dient te zijn, of bij gebrek hieraan, die van de gewone verblijfplaats van de minderjarige. Dit principe geldt voor alle procedures waarin op een gegeven ogenblik een minderjarige betrokken kan zijn. Zo zal, wanneer een verzoek tot echtscheiding wegens onherstelbare ontwrichting wordt ingediend zonder dat er maatregelen worden gevraagd betreffende hun gemeenschappelijke kinderen, de territoriaal bevoegde rechtbank inzake de echtscheiding die van de woonplaats van het kind zijn, of bij gebrek hieraan diens gewone verblijfplaats: op een gegeven ogenblik kunnen de kinderen van dit koppel immers betrokken raken in de procedure.

Dit criterium wordt evenwel uitgesloten wanneer het koppel geen kinderen heeft, evenals in bepaalde materies (nalatenschappen, testaments, schenkingen, internationale ontvoering van kinderen en adopties). In deze gevallen verwijst de tekst naar de gemeenschappelijke regeling volgens artikel 624 van het Gerechtelijk Wetboek en zijn uitzonderingen.

#### *b) Blijvende saisine*

Teneinde de toegang tot justitie te verbeteren (kosten vermijden, grotere zichtbaarheid van de bevoegde rechter, snelheid) en een betere continuïteit van de gerechtelijke procedure te verzekeren (de rechter kent de situatie van de familie), wordt tevens voorgesteld om een blijvende saisine van de familierechtbank in te stellen voor het merendeel van de zaken die onder de veronderstelde hoogdringendheid ressorteren (*cf.* volgende punt), namelijk: dringende en voorlopige maatregelen voor echtgenoten en wettelijk samenwonenden, aanvragen betreffende het ouderlijk gezag, de huisvesting en het recht op persoonlijk contact met minderjarige kinderen, en ten slotte de onderhoudsverplichtingen. De zaak blijft dus op de rol ingeschreven opdat zij, in geval van nieuwe elementen, opnieuw voor de familierechtbank gebracht kan worden middels conclusies of schriftelijk verzoek, ingediend bij of geadresseerd aan de griffie, en dit binnen de twee weken na de indiening van de conclusies of het verzoek.

En outre, pour éviter toute contestation éventuelle, il sera prévu que la compétence territoriale du tribunal de la famille originairement saisi restera définitivement fixée et ce, sauf si, à la demande d'une partie, du ministère public, ou d'initiative, le juge originairement saisi estimait que l'intérêt de l'enfant ou l'administration d'une bonne justice requerraient le transfert au tribunal de la famille d'un autre arrondissement.

Enfin, on signalera que, pour éviter les abus liés à une saisine permanente qui ont pour effet de ne jamais permettre une clôture des dossiers, la proposition instaure la possibilité de la condamnation aux dépens, conformément à l'article 1017, alinéa 4, du Code judiciaire.

### 9. L'urgence dans les procédures familiales civiles

Alors qu'aujourd'hui l'urgence a une incidence sur la chambre compétente, à l'avenir, l'urgence n'aura qu'une incidence sur la procédure applicable. En effet, tous les litiges, même ceux devant être traité en urgence, seront attribués au tribunal de la famille afin d'éviter un morcellement du dossier et un éclatement entre différents magistrats.

La proposition distingue deux types de litiges urgents. Premièrement, ceux où l'urgence est toujours présumée et deuxièmement, ceux où l'urgence devra être invoquée et prouvée par la partie qui s'en prévaut.

L'urgence sera présumée dans les litiges suivants :

- les mesures provisoires entre époux (articles 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire);
- les mesures provisoires entre cohabitants légaux (article 1479 du Code civil);
- les mesures relatives à l'autorité parentale, l'hébergement et le droit aux relations personnelles relatifs à des enfants mineurs quelle que soit la situation maritale de leurs parents;
- les obligations alimentaires;
- et les enlèvements internationaux d'enfants (articles 1322*bis* et suivants du Code judiciaire).

En ce qui concerne l'urgence invoquée, elle pourra concerner tous les dossiers relevant de la compétence du tribunal de la famille mais elle devra systématiquement

Bovendien, om elke eventuele betwisting te vermijden, zal de territoriale bevoegdheid van de oorspronkelijk gevatte familierechtbank definitief vastgelegd worden, behalve indien, op verzoek van een partij, het openbaar ministerie, of de aanvankelijk gevatte rechter uit eigen beweging oordeelt dat het belang van het kind of het voeren van een goede justitie de transfer vereisen naar de familierechtbank van een ander arrondissement.

Ten slotte voorziet het wetsvoorstel overeenkomstig artikel 1017, 4<sup>e</sup> lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in de mogelijkheid tot de veroordeling in de kosten, teneinde misbruiken die voortkomen uit de blijvende saisine en die een afsluiting van de dossiers bemoeilijken, te vermijden.

### 9. De hoogdringendheid in de familie- en burgerrechtelijke procedures

Terwijl de hoogdringendheid momenteel een weerslag heeft op de bevoegde kamer, zal de deze in de toekomst alleen nog gevolgen hebben op de toepasbare procedure. Alle geschillen, zelfs diegene die dringend behandeld dienen te worden, zullen immers worden toegewezen aan de familierechtbank om een versnippering van het dossier tussen verschillende rechters te vermijden.

Het wetsvoorstel maakt een onderscheid tussen twee types van hoogdringendheid. Ten eerste zijn er de geschillen met veronderstelde hoogdringendheid en ten tweede de geschillen waarin de hoogdringendheid ingeroepen en aangetoond zal moeten worden door de partij die hier aanspraak op maakt.

De veronderstelde hoogdringendheid zal worden toegepast in volgende geschillen :

- de voorlopige maatregelen tussen echtgenoten (artikelen 223 van het Burgerlijk Wetboek en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek);
- de voorlopige maatregelen tussen wettelijk samenwonenden (artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek);
- de maatregelen inzake het ouderlijk gezag, de huisvesting en het recht op persoonlijk contact met betrekking tot tot minderjarige kinderen, ongeacht de situatie van hun ouders;
- de onderhoudsverplichtingen;
- de internationale kinderontvoeringen (artikelen 1322*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek).

Wat betreft de ingeroepen hoogdringendheid : deze kan betrekking hebben op alle dossiers die onder de bevoegdheid van de familierechtbank vallen, maar zij

quement être prouvée. Si l'urgence n'est pas admise par le tribunal, il ne déclarera pas la demande irrecevable — comme c'est le cas actuellement —, mais il la renverra à une audience ordinaire. Ce procédé sera de nature à réduire les coûts et à rationaliser le traitement des dossiers. L'article 584 du Code judiciaire sera donc modifié afin de prévoir que le juge compétent en cas d'urgence invoquée dans un contentieux familial sera le tribunal de la famille, et non plus le président du tribunal de première instance (article 157 de la proposition). Ce dernier restera néanmoins compétent pour les procédures extrêmement urgentes, qui sont les référés d'hôtel.

Dans les litiges où l'urgence est présumée ou invoquée, la chambre de la famille veillera à traiter le dossier avec célérité. Ainsi, le dossier devra être fixé dans un délai de quinze jours à dater de la citation ou de la requête, il sera possible de plaider à l'audience d'introduction, mais aussi d'établir des calendriers d'échange de conclusions où les délais seront inférieurs à ceux du droit commun, et enfin, le juge devra rendre sa décision dans un délai de quinze jours à dater du jour où il prend l'affaire en délibéré.

## 10. L'audition des mineurs

La question de l'audition des enfants est actuellement insérée dans l'article 931 du Code judiciaire qui est lui-même inscrit dans la section consacrée à l'enquête par témoins.

Cette place étant particulièrement inopportune, il est décidé de modifier l'article 931 du Code judiciaire pour retirer l'audition de l'enfant de la section consacrée à l'enquête par témoins et créer une nouvelle section visant spécifiquement cette audition (articles 173 à 175 de la proposition).

Les auteurs de la présente proposition rappellent que le but de l'audition du mineur est de permettre au mineur d'exercer son droit à être entendu dans les causes qui le concernent et par ailleurs de permettre au magistrat de cerner au mieux l'intérêt de l'enfant, au travers des réponses que celui-ci donnera aux questions périphériques relatives à son mode de vie très concret, à son vécu et à la qualité de ses relations avec l'un et l'autre de ses parents. À aucun moment toutefois, le mineur ne doit avoir l'impression d'être partie prenante au processus décisionnel, « *sous peine de faire naître en lui un sentiment à la fois de*

zal systematisch aangetoond moeten worden. Indien de hoogdringendheid niet toegelaten wordt door de rechtbank, zal het verzoek niet onontvankelijk verklaard worden — zoals dit momenteel het geval is —, maar naar een gewone zitting verwezen worden. Deze handelwijze zal zorgen voor een daling van de kosten en voor een rationalisering met betrekking tot behandeling van de dossiers. Artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek zal dus gewijzigd worden opdat, in geval van ingeroepen hoogdringendheid in een familiaal geschil, de familierechtbank bevoegd is en niet langer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg (artikel 157 van het voorstel). Deze laatste blijft evenwel bevoegd voor de volstrekt hoogdringende procedures, zoals bedoeld in artikel 584 van het gerechtelijk wetboek.

In geschillen met veronderstelde of ingeroepen hoogdringendheid, zal de familiékamer het dossier met spoed behandelen. Zo zal het dossier vastgesteld moeten worden binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de dagvaarding of het verzoekschrift, zal de mogelijkheid bestaan om te pleiten op de inleidende zitting, maar ook om een kalender vast te leggen voor het uitwisselen van de conclusies, waarbij de termijnen korter zullen zijn dan die van het gemeenrecht, en zal de rechter ten slotte zijn beslissing moeten uitvaardigen binnen een termijn van 15 dagen te rekenen vanaf de dag dat hij de zaak in beraad neemt.

## 10. Het horen van minderjarigen

De vraag aangaande het horen van de minderjarigen is op vandaag ingeschreven in artikel 931 Gerechtelijk Wetboek, als onderdeel van de afdeling aangaande het getuigenverhoor.

Het hoorrecht van de minderjarigen hoort daar niet echt thuis. Daarom is er beslist om artikel 931 Gerechtelijk Wetboek aan te passen teneinde het horen van de minderjarigen weg te halen uit de afdeling gewijd aan het getuigenverhoor. Er wordt een nieuwe afdeling ingeschreven die specifiek betrekking heeft op het hoorrecht (artikelen 173 en 175 van het voorstel).

De auteurs van het voorliggende wetsvoorstel herinneren eraan dat het doel van het horen van de minderjarige ligt in zijn recht om gehoord te worden in de zaken die hem aanbelangen. Dit hoorrecht moet de magistratuur toelaten het belang van het kind te bepalen op grond van de antwoorden die het geeft op gerichte vragen betreffende zijn concrete levenswijze, en de relaties met de ene en de andere ouder. In elk geval mag de minderjarige op geen enkel ogenblik de indruk hebben dat hij deelnemende partij is aan het geschil. Er moet immers vermeden worden dat de minderjarige het gevoel krijgt dat hij schuld heeft aan een negatieve

*culpabilité à l'égard du parent fragilisé par une décision judiciaire qui rejette sa demande, et de solidarité avec l'autre parent qui en quelque sorte devrait lui être redevable d'avoir pris son parti (1)».*

Aujourd'hui, deux systèmes coexistent selon que la procédure civile se déroule devant le tribunal de la jeunesse ou devant le président du tribunal de première instance statuant en référé. Dans le premier cas, l'audition du mineur de plus de douze ans est systématique, tandis qu'elle ne l'est pas dans l'autre.

Aucun des deux systèmes actuels n'est satisfaisant dès lors qu'une audition automatique n'est pas toujours justifiée, mais que l'absence d'automatisme au civil a parfois pour effet de rendre impossible en pratique une audition qui se révélerait utile (absence d'information, non connaissance de cette possibilité par le mineur, ...).

Aussi, les auteurs de la proposition de loi ont souhaité adopter un système intermédiaire permettant de bénéficier des avantages de chaque système, sans en subir les inconvénients.

À cet effet, la présente proposition prévoit que, dans les litiges familiaux civils, tout jeune de plus de douze ans sera automatiquement informé de la possibilité d'être entendu par le juge, pour autant qu'il fasse connaître sa volonté en ce sens. Un formulaire de réponse sera ainsi joint à l'information, de manière à permettre au mineur de se manifester.

Le mineur aura en outre la possibilité de se faire assister par un avocat de son choix ou qui sera désigné par le bâtonnier. Cet avocat devra avoir suivi une formation spécifique. L'assistance d'un conseil permettra au jeune de connaître les enjeux de l'audition, d'être rassuré par rapport à celle-ci et de poser en outre toutes les questions qui le préoccupent. Toutefois, ni l'audition, ni l'assistance d'un avocat, n'auront pour effet de conférer au mineur la qualité de partie à la procédure.

Par ailleurs, tout mineur de moins de douze ans conserve la possibilité, conformément à l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant, de demander expressément au magistrat à être entendu dans toutes les procédures civiles qui le concernent. Dans ce cas, le juge ne peut refuser l'audition mais il doit, le cas échéant, indiquer dans le procès-verbal de l'audition le manque de discernement du mineur.

À l'issue de l'audition, un procès-verbal sera rédigé par le magistrat. Ce procès-verbal sera alors déposé au

(1) Massager, N., «Chronique de jurisprudence : droit des personnes et des familles (1999-2004)», *Les dossiers de JT*, Larcier, Bruxelles, 2005, p. 583.

beslissing ten aanzien van een ouder of dat hij een andere ouder voortrekt (1).

Op vandaag bestaan er twee systemen inzake hoorrecht naast elkaar, al naargelang de burgerlijke procedure verloopt voor de jeugdrechtbank of voor de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zetelend in kortgeding. In het eerste geval gebeurt het horen van de minderjarige van meer dan twaalf jaren systematisch, in het andere geval echter niet.

Geen van huidige twee systemen is toereikend. Het systematisch horen van elke minderjarige is niet altijd gerechtvaardigd. De afwezigheid van een automatisme in burgerlijke zaken heeft dan weer als effect heeft dat een verhoor dat nuttig zou kunnen zijn niet plaatsvindt (bijvoorbeeld wegens gebrek aan informatie over dit hoorrecht).

De auteurs van dit wetsvoorstel hebben er dan ook voor geopteerd om een tussenoplossing te zoeken waarbij de voordelen van elk systeem worden behouden.

Daarom wordt voorgesteld om bij familierechtelijke geschillen met een burgerlijk karakter, elke minderjarige ouder dan 12 jaren automatisch zal worden geïnformeerd over de mogelijkheid te worden gehoord door de rechter, zo hij zijn wil dienaangaande te kennen geeft. Een antwoordformulier zal worden gevoegd bij de informatie, zodat de minderjarige gemakkelijk kan antwoorden.

De minderjarige zal bovendien de mogelijkheid hebben om zich te laten bijstaan door een advocaat van zijn keuze of toegewezen door de stafhouder. Deze advocaat moet een specifieke opleiding volgen. De bijstand van een raadgever staat de minderjarige toe kennis te nemen van de regels van het hoorrecht, gerustgesteld te worden en de mogelijkheid te hebben alle vragen te stellen die hem verontrusten. Toch zal noch het horen, noch de bijstand van een advocaat van hem een partij maken in het geding.

Anderzijds, behoudt elke minderjarige jonger dan twaalf jaar de mogelijkheid, overeenkomstig artikel 12 van de internationale Conventie omtrent de rechten van het kind, aan de magistrat uitdrukkelijk te vragen om te worden gehoord in elke burgerlijke procedure die hem aanbelangt. In dat geval kan de rechter het verhoor niet weigeren, maar moet hij — in voorkomend geval — op het proces-verbaal van verhoor het gebrek aan onderscheidingsvermogen optekenen.

Tijdens het verhoor zal door de magistrat een proces-verbaal worden opgesteld. Dit proces-verbaal

(1) Massager, N., «Chronique de jurisprudence : droit des personnes et des familles (1999-2004)», *Les dossiers de JT*, Larcier, Bruxelles, 2005, p. 583.



greffe où il pourra être consulté par les parties à qui il est reconnu le droit d'en prendre une copie. La situation actuelle, qui interdit la copie, est en effet restée lettre morte, puisque les parties recopient intégralement au greffe le compte-rendu de l'audition. Par ailleurs, cette possibilité d'obtenir une copie confère la possibilité aux parties de faire valoir leurs observations par l'intermédiaire de conclusions et donc, de respecter le principe du contradictoire.

Bien entendu, le juge ne devra prendre en considération les éléments de l'audition du mineur qu'en fonction de son âge et de ses capacités de discernement, ainsi que des autres éléments du dossier (rapports d'expertise, enquête sociale, ...).

### 11. La spécialisation des magistrats

Le contentieux familial devient aujourd'hui de plus en plus complexe à aborder, à la fois en raison de la technicité grandissante de la législation, mais également en raison de la diversification des formes de familles.

D'autre part, les litiges familiaux comportent un aspect psychologique et humain particulièrement important requérant une écoute très attentive du magistrat appelé à statuer.

Aussi, pour répondre à ces préoccupations, les auteurs de la proposition considèrent qu'il est fondamental que les magistrats — tant du siège que du parquet —, en première instance et en degré d'appel, soient spécialisés dans les matières familiales et dans les techniques de conciliation et d'écoute active, de manière à répondre le plus adéquatement possible aux attentes du justiciable.

Ils devront donc être spécialement formés à cet effet.

### 12. Les relations entre le civil et le protectionnel

La création de la section de la famille et de la jeunesse n'a qu'une incidence partielle sur le rôle du tribunal de la jeunesse tel qu'il fut imaginé en 1965 par le législateur.

Les auteurs de la proposition ont souhaité créer une section famille et jeunesse au sein du tribunal de première instance, comprenant et une chambre de la famille (action sur le plan civil pour tout contentieux relatif à la famille hormis les incapacités transférées au juge de paix), une chambre de la jeunesse (action protectionnelle par rapport aux mineurs en danger et aux mineurs ayant commis des délits).

zal nadien worden neergelegd ter griffie alwaar het zal kunnen worden geraadpleegd door alle partijen die het recht werd toegekend er afschrift van te nemen. De huidige regeling, waarbij kopie verboden is blijft dode letter nu de partijen op de griffie integrale kopie nemen van de inhoud van het proces-verbaal van verhoor. De mogelijkheid om een kopij te verkrijgen laat aan de partijen toe om hun bedenkingen dienaangaande te laten gelden via conclusies, hetgeen het tegensprekelijk debat dan weer respecteert.

De rechter moet de elementen van het verhoor van de minderjarige in overweging nemen, enkel rekening houdende met zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen, dit naast andere elementen van het dossier (expertiseverslagen, sociale enquête, enz.).

### 11. De specialisering van de magistraten

Familiale geschillen worden steeds complexer, omwille van de toenemende techniciteit van de wetgeving en de verscheidenheid van de gezinsvormen.

Anderzijds bevatten de familiale geschillen een bijzonder belangrijk psychologisch en menselijk aspect dat alle aandacht van de rechtsprekende magistraat vereist.

Vanuit deze bezorgdheid achten de auteurs van het wetsvoorstel het absoluut noodzakelijk dat zowel de zetelende als de parketmagistraten in eerste aanleg en in hoger beroep, gespecialiseerd zijn in familiale zaken, verzoenings- en actieve luistertechnieken, teneinde een zo gepast mogelijk antwoord te bieden aan de verwachtingen van de rechtzoekende.

Zij zullen hiertoe dus de nodige specialisatie dienen te volgen.

### 12. De verhoudingen tussen het burgerlijke en de jeugdbescherming

De oprichting van de familie- en jeugdafdeling heeft een gedeeltelijke impact op de rol van de jeugdrechtbank zoals deze in 1965 door de wetgever werd uitgewerkt.

De auteurs van het wetsvoorstel hebben ervoor geopteerd om binnen de rechtbank van eerste aanleg een familie- en jeugdafdeling op te richten, bestaande uit een familiekamer (vorderingen op burgerlijk vlak voor elk familiaal geschil met uitzondering van de naar de vrederechter overgehevelde onbekwaamheidsstatuten), en een jeugdkamer (protectionele vorderingen ten aanzien van minderjarigen in gevaar en de minderjarigen die een misdrijf gepleegd hebben).

Dans le cadre de la proposition de loi, les termes « tribunal de la jeunesse » sont employés pour désigner la chambre jeunesse de la section de la famille et de la jeunesse.

Les termes « tribunal de la famille » sont employés pour désigner la chambre famille de la section de la famille et de la jeunesse.

Il est évident que ces deux types d'intervention judiciaire dans la sphère familiale répondent à des objectifs différents :

— le règlement d'un différent familial lorsque les parties ne trouvent pas d'accord ou la reconnaissance de certains droits pour le tribunal de la famille;

— la protection de l'enfant et la réaction face à l'acte délictueux d'un mineur pour le tribunal de la jeunesse.

Si les objectifs et les procédures de ces deux types d'interventions sont différents, leur objet central est le quasi le même : l'enfant et sa famille.

Il a donc paru évident aux auteurs de la proposition de conserver un lien « organique » entre ces deux chambres du tribunal de première instance en les laissant dans une seule et même section appelée « section de la famille et de la jeunesse ».

À ce titre, les magistrats de la chambre jeunesse et ceux de la chambre famille devront suivre une formation identique.

Rien ne s'oppose à ce qu'ils siègent dans l'une et l'autre chambre de la section de la famille et de la jeunesse.

Le même raisonnement a prévalu pour les magistrats du parquet et à la cour d'appel.

D'autres éléments ont été introduits dans la proposition de loi pour renforcer cette synergie.

Ainsi, le critère principal relatif à la compétence territoriale de la chambre famille et celui de la chambre jeunesse ont été harmonisés (domicile du mineur et à défaut résidence habituelle du mineur).

De même, le principe de la compétence permanente existant déjà en matière familiale relative à l'hébergement de l'enfant a été confirmé et étendu à l'action protectionnelle.

Dans le cadre de la proposition de loi, le juge de la jeunesse initialement saisi demeure compétent même si le mineur change d'arrondissement judiciaire.

In het kader van het wetsvoorstel wordt de term « jeugdrechtbank » gebruikt ter aanduiding van de jeugdkamer van de familie- en jeugdafdeling.

De term « familierechtbank » wordt gebruikt ter aanduiding van de familiekamer van de familie- en jeugdafdeling.

Het is evident dat deze twee types van gerechtelijke tussenkomst in de familiale sfeer aan verschillende doelstellingen beantwoorden :

— de bescherming van het kind en de reactie op de strafbare daad van een minderjarige voor de jeugdrechtbank :

— de beslechting van een familiaal geschil wanneer de partijen niet tot een akkoord komen of de erkenning van bepaalde rechten voor de familierechtbank.

De doelstellingen en procedures van deze twee tussenkomsten zijn weliswaar verschillend, maar hun centrale onderwerp is quasi hetzelfde : het kind en zijn familie.

Het leek de auteurs van het voorstel dus evident om een « organische » band te behouden tussen deze twee kamers van de rechtbank van eerste aanleg door hen in één en dezelfde afdeling onder te brengen, de « familie- en jeugdafdeling ».

In dit opzicht zullen de magistraten van de jeugd- en familiekamer een identieke opleiding moeten volgen.

Niets belet hen om in beide kamers van de familie- en jeugdafdeling te zetelen.

Dezelfde redenering werd gevolgd voor de magistraten van het parket en het hof van beroep.

Teneinde deze synergie te versterken, werden ook andere elementen aan het wetsvoorstel toegevoegd.

Zo werden het belangrijkste criterium inzake de territoriale bevoegdheid van de familiekamer en dat van de jeugdkamer geharmoniseerd (woonplaats van de minderjarige en bij gebrek hieraan de gewone verblijfplaats van de minderjarige).

Tevens werd het principe van de permanente bevoegdheid, die reeds bestaat voor familiale zaken met betrekking tot de huisvesting van het kind, bevestigd en uitgebreid tot de protectionele dossiers.

In het kader van dit wetsvoorstel blijft de initieel gevatte rechter bevoegd, zelfs wanneer de minderjarige van gerechtelijk arrondissement verandert.

Il pourra néanmoins se dessaisir au profit d'un autre arrondissement judiciaire chaque fois que l'intérêt de l'enfant rend cette décision préférable.

La continuité et la cohérence de l'action du juge de la jeunesse initialement saisi ont donc été préférées au principe de proximité entre le lieu de vie de l'enfant et l'instance de décision.

La comparution personnelles des parties devient la règle tant pour les audiences devant le tribunal de la jeunesse que pour celles qui se déroulent devant le tribunal de la famille.

La proposition de loi met fin à une vieille controverse relative à l'application du Code judiciaire aux procédures civiles pendantes devant le tribunal de la jeunesse.

La jurisprudence et la doctrine demeuraient partagées quant à une application complète des règles du Code judiciaire à ces procédures civiles.

Cette application «à géométrie variable» était source d'incertitude juridique.

Il a donc semblé nécessaire aux auteurs de la proposition de loi de clarifier les règles de procédure applicables devant le tribunal de la jeunesse et celles applicables devant le tribunal de la famille.

Ainsi, outre les règles figurant de la loi du 8 avril 1965, le code d'instruction criminelle s'applique de manière supplétive aux procédures «protectionnelles» prises par la chambre jeunesse du tribunal de première instance.

Les procédures civiles relevant de la compétence du tribunal de la famille sont désormais entièrement régies par le code judiciaire.

La loi du 8 avril 1965 a été modifiée en ce sens.

#### *IV. Table des matières synthétique*

Afin d'assurer une meilleure lisibilité de la présente proposition, dont l'importance est considérable, les auteurs ont repris ci-après une table des matières synthétique des principales modifications à intervenir.

Cette table des matières est scindée en cinq parties principales, étant successivement :

- les modifications au Code civil;
- les modifications au Code judiciaire;
- les modifications à la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Hij kan de zaak evenwel uit handen geven ten gunste van een ander gerechtelijk arrondissement telkens wanneer het belang van het kind deze beslissing wenselijk maakt.

De continuïteit en de coherentie in het optreden van de initieel gevatte jeugdrechter werden dus verkozen boven het nabijheidsprincipe betreffende de woonplaats van het kind en de beslissende instantie.

De persoonlijke verschijning van de partijen wordt de regel, zowel wat betreft de zittingen voor de jeugdrechtbank als die voor de familierechtbank.

Het wetsvoorstel maakt een einde aan een oude controverse betreffende de toepassing van het gerechtelijk wetboek op de voor de jeugdrechtbank lopende burgerlijke procedures.

De jurisprudentie en de rechtsleer bleven verdeeld betreffende een volledige toepassing van de regels van het gerechtelijk wetboek op deze burgerlijke procedures.

Deze «geometrisch variabele» toepassing was een bron van juridische onzekerheid.

Het leek de auteurs van het wetsontwerp dus noodzakelijk om de voor de jeugdrechtbank en familierechtbank toepasbare procedureregels te verduidelijken.

Bovenop de regels van de wet van 8 april 1965, is het wetboek van strafvordering aanvullend van toepassing op de door de jeugdkamer van de rechtbank van eerste aanleg gevoerde «protectionele» procedures.

De burgerlijke procedures die tot de bevoegdheid behoren van de familierechtbank worden voortaan volledig geregeld door het gerechtelijk wetboek.

De wet van 8 april 1965 werd in deze zin gewijzigd.

#### *IV. Synthetische inhoudstafel*

Teneinde een vlotte leesbaarheid van huidig wetsvoorstel te garanderen, hebben de auteurs hieronder een synthetische inhoudstafel geplaatst met de belangrijkste door te voeren wijzigingen.

Deze inhoudstafel is opgedeeld in vijf opeenvolgende hoofddelen :

- de wijzigingen in het Burgerlijk Wetboek;
- de wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek;
- de wijzigingen in de wet van 1965 betreffende de jeugdbescherming;

— les modifications aux autres dispositions légales et réglementaires;

— et enfin les dispositions transitoires.

Au sein de chacune de ces parties, les thèmes abordés seront classés par ordre alphabétique de manière à simplifier la recherche du lecteur.

#### *A. Modifications au Code civil*

— Actes de l'état civil : articles 2 à 8;

— Absence : articles 9 à 21;

— Adoption : articles 46 à 67;

— Autorité parentale : articles 68 à 74;

— Cohabitation légale : article 121;

— Conseil judiciaire (assistance) : article 90 à 92;

— Divorce : articles 33 et 34;

— Donations et testaments : articles 105 à 110;

— Émancipation : articles 80 à 83;

— Filiation : articles 35 à 45;

— Interdiction : articles 88 et 89;

— Mariage : articles 22 à 25;

— Minorité prolongée : articles 84 à 87;

— Obligations alimentaires : article 26;

— Régime primaire des époux : articles 27 à 32;

— Régime secondaire des époux : articles 112 à 120;

— Successions et partage : articles 93 à 104;

— Tutelle : articles 76 et 77;

— Tutelle officieuse : articles 78 et 79.

#### *B. Modifications au Code judiciaire*

— Aide juridique (avocats des mineurs) : articles 143 à 145;

— Audition des mineurs : articles 172 à 175;

— Comparution personnelle : article 236;

— Compétence d'attribution : articles 146 à 159 et articles 177 à 232;

— de wijzigingen in andere wettelijke en reglementaire bepalingen;

— en tot slot de overgangsbepalingen.

Binnen elk deel komen de thema's in alfabetische volgorde aan bod, teneinde de opzoekingen voor de lezer te vereenvoudigen.

#### *A. Wijzigingen in het Burgerlijk Wetboek*

— Adoptie : artikelen 46 tot 67;

— Afstamming : artikelen 35 tot 45;

— Afwezigheid : artikelen 9 tot 21;

— Akten van de burgerlijke stand : artikelen 2 tot 8;

— Echtscheiding : artikelen 33 en 34;

— Gerechtelijk raadsman (bijstand) : artikelen 90 tot 92;

— Huwelijk : artikelen 22 tot 25;

— Nalatenschap en verdeling : artikelen 93 tot 104;

— Onbekwaamverklaring : artikelen 88 en 89;

— Onderhoudsverplichtingen : artikel 26;

— Ontvoogding : artikelen 80 tot 83;

— Ouderlijk gezag : artikelen 68 tot 74;

— Pleegvoogdij : artikelen 78 en 79;

— Primair huwelijksstelsel : artikelen 27 tot 32;

— Schenkingen en testamenten : artikelen 105 tot 110;

— Secundair huwelijksstelsel : artikelen 112 tot 120;

— Verlengde minderjarigheid : artikelen 84 tot 87;

— Voogdij : artikelen 76 en 77;

— Wettelijke samenwoning : artikel 121.

#### *B. Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek*

— Bemiddeling : artikelen 235 en 237;

— Blijvende saisine : artikel 242;

— Echtscheiding door onderlinge toestemming : artikelen 253 tot 265;

— Echtscheiding wegens duurzame ontwrichting : artikelen 247 tot 250;

- Compétence territoriale : articles 160 à 163;
- Divorce par consentement mutuel : articles 253 à 265;
- Divorce pour désunion irrémédiable : articles 247 à 250;
- Dossier familial : articles 167 et 234;
- Exécution provisoire : articles 279 et 280;
- Magistrats : articles 136 à 142;
- Médiation : articles 235 et 237;
- ministère public : articles 124 à 135;
- Organisation judiciaire : articles 123 à 132;
- Saisine permanente : article 242;
- Urgence : articles 238 à 241 et 252.

*C. Modifications à la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse*

- Ministère public : article 281;
- Compétence territoriale : article 283.

*D. Modifications aux autres dispositions légales ou réglementaires*

- Allocations familiales : articles 303 à 309;
- Nationalité : article 302;
- Protection des malades mentaux : articles 288 à 291;
- Régime successoral des exploitations agricoles : articles 296 à 301;
- Régime successoral des petits héritages : articles 292 à 295.

*E. Dispositions transitoires*

- Articles 310 à 312.

- Familiedossier : artikelen 167 en 234;
- Gerechtelijke organisatie : artikelen 123 tot 132;
- Hoogdringendheid : artikelen 238 tot 241 en 252;
- Horen van minderjarigen : artikelen 172 tot 175;
- Juridische bijstand (advocaten van minderjarigen) : artikelen 143 tot 145;
- Magistraten : artikelen 136 tot 142;
- Openbaar ministerie : artikelen 124 tot 135;
- Persoonlijke verschijning : artikel 236;
- Territoriale bevoegdheid : artikelen 160 tot 163;
- Toewijzingsbevoegdheid : artikelen 146 tot 159 en 177 tot 232;
- Voorlopige tenuitvoerlegging : artikelen 279 en 280.

*C. Wijzigingen aan de wet van 1965 betreffende de jeugdbescherming*

- Openbaar ministerie : artikel 281;
- Territoriale bevoegdheid : artikel 283.

*D. Wijzigingen van de andere wettelijke of regelgevende bepalingen*

- Kinderbijslag : artikelen 303 tot 309;
- Nationaliteit : artikel 302;
- Bescherming van de geesteszieken : artikelen 288 tot 291;
- Erfregeling inzake landbouwbedrijven : artikelen 296 tot 301;
- Erfregeling voor de kleine nalatenschappen : artikelen 292 tot 295.

*E. Overgangsbepalingen*

- Artikelen 310 tot 312.

## 2. Commentaire des articles

### Article 1<sup>er</sup>

Conformément à l'article 83 de la Constitution, l'article 1<sup>er</sup> précise que la proposition de loi règle une matière visée à l'article 77 ou 78 de la Constitution.

## SECTION I<sup>re</sup> — MODIFICATIONS DU CODE CIVIL

### Articles 2 à 7

Ces articles mettent en conformité le code civil a la nouvelle proposition recentrant les matières de droit familial au tribunal de la famille.

### Article 8

L'article 8 modifie l'article 72*bis* du Code civil pour l'adapter à la nouvelle répartition des compétences entre les différentes chambres du tribunal de première instance.

### Articles 9 à 21

Ces articles modifient les articles 112 à 130 du Code civil relatifs à l'absence pour les adapter à la nouvelle répartition des compétences entre les différentes chambres du tribunal de première instance et les transférer au tribunal de la famille.

### Articles 22 à 25

Ces articles modifient les articles 145, 148, 167, 185 du Code civil relatifs au mariage pour les adapter à la nouvelle répartition des compétences entre les différentes chambres du tribunal de première instance et les transférer au tribunal de la famille.

### Article 26

Toute la matière des obligations naissant du mariage est transférée au tribunal de la famille et les articles du code civil prévoyant la compétence du juge de paix sont modifiés pour la transférer au tribunal de la famille.

## 2. Artikelsgewijze bespreking

### Artikel 1

In overeenstemming met artikel 83 van de Grondwet, preciseert artikel 1 dat het wetsvoorstel een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 of 78 van de Grondwet.

## AFDELING I — WIJZIGINGEN AAN HET BURGERLIJK WETBOEK

### Artikelen 2 tot 7

Deze artikelen stellen het Burgerlijk Wetboek in overeenstemming aan het nieuwe wetsvoorstel van wet met haar oriëntatie van de familiaalrechtelijke materies naar de familie- en jeugdrechtbank.

### Artikel 8

Artikel 8 wijzigt artikel 72*bis* Burgerlijk Wetboek teneinde dit artikel aan te passen aan de nieuwe verdeling van bevoegdheden onder de verschillende kamers van de rechtbank van eerste aanleg.

### Artikelen 9 tot 21

Deze artikelen wijzigen de artikelen 112 tot 130 Burgerlijk Wetboek aangaande de afwezigheid, teneinde ze aan te passen aan de nieuwe verdeling van de bevoegdheden onder de verschillende kamers van de rechtbank van eerste aanleg en de overheveling naar de familie- en jeugdrechtbank.

### Artikelen 22 tot 25

Deze artikelen wijzigen de artikelen 145, 148, 167, 185 Burgerlijk Wetboek aangaande het huwelijk, teneinde ze aan te passen aan de nieuwe verdeling van de bevoegdheden onder de verschillende kamers van de rechtbank van eerste aanleg en de overheveling naar de familierechtbank.

### Artikel 26

Alle verplichtingen die voortvloeien uit het huwelijk worden overgeheveld naar de familie en jeugdrechtbank en de artikelen van het Burgerlijk Wetboek die nu nog voorzien in de bevoegdheid van de vrederechter worden aangepast teneinde deze over te hevelen naar de familierechtbank.

## Article 27

Cet article adapte la terminologie dans les articles du Code civil en raison du transfert de compétence au tribunal de la famille

## Article 28

L'article 28 modifie l'article 215 du Code civil pour l'adapter à la nouvelle répartition des compétences entre les différentes chambres du tribunal de première instance.

Le défaut d'accord quant à la disposition de l'immeuble servant de logement principal à la famille ainsi que celle des meubles meublant cet immeuble sera tranchée par le tribunal de la famille selon les nouvelles modalités d'urgence prévues au Code judiciaire.

Les contestations relatives au droit de bail lié à un bien affecté, ne fût-ce que partiellement, au logement de la famille seront désormais tranchées par le tribunal de la famille, et non plus par le juge de paix comme précédemment; bien que cette compétence puisse être analysée comme une compétence exclusive du juge de paix liée à sa compétence en matière de bail.

Le transfert de cette compétence au niveau du tribunal de la famille s'inscrit dans la volonté de rendre une seule instance compétente pour l'ensemble des problèmes liés à la famille.

## Articles 29 à 31

Ces articles adaptent la terminologie dans les articles du Code civil en raison du transfert de compétence au tribunal de la famille.

## Article 32

Comme il a été expliqué dans l'exposé des motifs, les auteurs de la proposition de loi ont entendu uniformiser les procédures fondées sur l'article 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire.

Partant, un critère unique pour la fixation de mesures urgentes a été retenu, étant l'entente sérieusement perturbée entre les époux.

Toute demande fondée sur l'article 223 du Code civil ou 1280 du Code judiciaire sera présumée urgente et devra donc être traitée avec célérité.

## Artikel 27

Dit artikel past de terminologie aan in de artikelen van het Burgerlijk Wetboek omwille van de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 28

Artikel 28 wijzigt artikel 215 van het Burgerlijk Wetboek teneinde deze aan te passen aan de nieuwe verdeling van bevoegdheden tussen de verschillende kamers van de rechtbank van eerste aanleg.

Bij gebreke aan akkoord omtrent de rechten op het onroerend goed dat het gezin tot voornaamste woning dient en de huisraad dat dit onroerend goed stoffeert, zal de familierechtbank een beslissing nemen overeenkomstig de nieuwe modaliteiten van hoogdringendheid zoals voorzien in het Gerechtelijk Wetboek.

De geschillen betreffende de huur van het onroerend goed dat het gezin geheel of gedeeltelijk tot voornaamste woning dient zullen voortaan behandeld worden door de familierechtbank, niet langer door de vrederechter; alhoewel deze bevoegdheid kan beoordeeld worden als een exclusieve bevoegdheid van de vrederechter, gelet op zijn bevoegdheden in huur-zaken.

De overdracht van deze bevoegdheid naar de familierechtbank rechtvaardigt zich door de wil om één enkele instantie bevoegd te maken voor het geheel van problemen omtrent de familie.

## Artikelen 29 tot 31

Dit artikel past de terminologie in de artikelen van het Burgerlijk Wetboek aan aan de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 32

Zoals werd uitgelegd in de memorie van toelichting, wensen de auteurs van het wetsvoorstel de procedures zoals voorzien in artikel 223 BW en 1280 Ger. W. uniformiseren.

Er werd een specifieke voorwaarde voor de vaststelling van dringende maatregelen weerhouden; een ernstige verstoring van de verstandhouding tussen de echtgenoten.

Iedere vordering op basis van artikel 223 Burgerlijk Wetboek en 1280 Gerechtelijk Wetboek word geacht spoedeisend te zijn en moet aldus met spoed worden behandeld.

Nous renvoyons à cet égard aux articles 238 à 242 du présent projet.

#### Articles 33 et 34

Ces articles adaptent la terminologie dans les articles du Code civil en raison du transfert de compétence au tribunal de la famille.

#### Article 35

L'article 35 de la proposition modifie l'article 316*bis* du Code civil.

Il met en concordance le texte de cet article avec les modifications apportées au Code judiciaire.

L'ordonnance prise sur base de l'article 1280 du Code judiciaire modifié relève de la compétence du tribunal de la famille pour prendre des mesures urgentes lorsque l'entente est sérieusement perturbée entre les époux.

#### Article 36

Cet article adapte la terminologie en raison du transfert de compétence au tribunal de la famille.

#### Article 37

Cet article modifie l'article 329*bis* du Code civil.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 spécifie que c'est le juge et non le tribunal qui estime si le consentement d'un mineur de plus de douze ans n'est pas requis si ce dernier est privé de discernement.

Le troisième alinéa du deuxième paragraphe a été réécrit afin d'en augmenter la lisibilité.

Il prévoit la procédure qui doit être suivie lorsqu'un des consentements requis pour la reconnaissance d'un enfant est manquant.

Enfin le paragraphe 3, alinéa 2, a été modifié pour correspondre à la nouvelle dénomination du tribunal de la famille et pour aligner le critère de compétence territoriale de ce tribunal sur le principe fixé à l'article 638 du Code judiciaire dans les causes impliquant des mineurs.

We verwijzen wat dat betreft naar de artikelen 238 tot 242 van dit voorontwerp van wet.

#### Artikelen 33 en 34

Dit artikel past de terminologie aan in de artikelen van het Burgerlijk Wetboek omwille van de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

#### Artikel 35

Artikel 35 van het wetsvoorstel wijzigt artikel 316*bis* van het Burgerlijk Wetboek.

Het artikel brengt de tekst in overeenstemming met de wijzigingen die zijn aangebracht in het Gerechtelijk Wetboek.

De beslissing genomen op basis van het aangepaste artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, herstelt de bevoegdheid van de familierechtbank om voorlopige maatregelen te nemen wanneer de verstandhouding ernstig verstoord is tussen de echtgenoten.

#### Artikel 36

Dit artikel past de terminologie aan gelet op de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

#### Artikel 37

Dit artikel wijzigt artikel 329*bis* van het Burgerlijk Wetboek

Lid 2 van paragraaf 2 specificeert dat het de rechter is én niet de Rechtbank die apprecieert of de toestemming van een minderjarige boven de leeftijd van twaalf jaren niet nodig is, wanneer deze laatste niet het noodzakelijke onderscheidingsvermogen heeft.

De derde alinea werd herschreven teneinde de leesbaarheid ervan te verhogen.

Het artikel voorziet de te volgen procedure wanneer één van de noodzakelijke toestemmingen ontbreekt om tot de erkenning van een kind over te gaan.

Tot slot werd paragraaf 3, alinea 2, aangepast teneinde in overeenstemming te zijn met de nieuwe toewijzing aan de familierechtbank en om het criterium aangaande de territoriale bevoegdheid van deze rechtbank overeenkomstig de inhoud van artikel 638 Gerechtelijk Wetboek in zaken die minderjarigen betreffen te benadrukken.



## Article 38

Cet article adapte la terminologie en raison du transfert de compétence au tribunal de la famille.

## Article 39

L'article 39 de la proposition de loi rappelle le principe énoncé à l'article 638, § 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, qui rend seul compétent, en matière de filiation, le tribunal de la famille du lieu du domicile de l'enfant ou à défaut, de sa résidence habituelle.

Le second paragraphe est mis en conformité avec la nouvelle terminologie.

## Articles 40 à 67

Les articles du Code civil concernant la filiation et l'adoption sont adaptés compte tenu du transfert de compétences au tribunal de la famille.

## Article 68

L'article 68 modifie l'article 373 du Code civil.

Désormais, les litiges relatifs à l'autorité parentale relèvent uniquement de la compétence du tribunal de la famille.

## Articles 69 à 72

Ces articles adaptent la terminologie suite au transfert de la compétence vers tribunal de la famille.

## Article 73

L'article 73 modifie l'article 387*bis* du Code civil pour l'adapter à la terminologie de la proposition de loi.

## Article 74

Cet article est modifié, non seulement pour permettre la compétence du tribunal de la famille, mais également pour déplacer la notion de saisine permanente introduite par la loi du 18 juillet 2006 concernant l'hébergement égalitaire vers les articles 1253*ter* et suivants nouveaux du Code judiciaire — qui détaillent toute la procédure devant

## Artikel 38

Dit artikel past de terminologie aan gelet op de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 39

Het artikel 39 van het wetsvoorstel van wet herinnert aan het principe verkondigt in artikel 638 par. 1 Gerechtelijk Wetboek, dat in materies aangaande afstamming als enige bevoegde familiebank deze aanwijst waar het kind zijn woonplaats heeft, of bij gebreke deze van zijn gewone verblijfplaats.

De tweede paragraaf is in overeenstemming gebracht met de nieuwe terminologie

## Artikelen 40 tot 67

De artikelen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de afstamming en adoptie worden aangepast rekening houdende met de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artiel 68 nazien

Artikel 68 wijzigt artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek.

Van nu af aan zullen de geschillen betreffende het ouderlijk gezag enkel en alleen vallen onder de bevoegdheid van de familierechtbank.

## Artikelen 69 tot 72

Dit artikel past de terminologie aan gelet op de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 73

Artikel 73 wijzigt artikel 387*bis* van het Burgerlijk Wetboek teneinde de terminologie aan te passen aan het voorontwerp van wet.

## Artikel 74

Dit artikel is aangepast, niet alleen om de bevoegdheid van de familierechtbank mogelijk te maken, maar eveneens om het begrip permanente saisine, geïntroduceerd bij wet van 18 juli 2006 betreffende de gelijkmatige verblijfsregeling, te verplaatsen naar artikel 1253*ter* en volgende van het nieuwe Gerechtelijke Wetboek; artikelen die de gehele procedure voor

le tribunal de la famille pour les questions relatives à l'enfant, son autorité parentale, son hébergement ainsi que les contributions alimentaires.

#### Articles 75 et 76

Ces articles adaptent la terminologie aux nouvelles compétences du tribunal de la famille.

#### Article 77

Cet article modifie la terminologie de l'article 475<sup>ter</sup> du Code civil.

L'option prise par les auteurs de la proposition est de laisser, à l'inverse des autres tutelles, la tutelle officielle entre les mains du tribunal de la famille plutôt que dans celles du juge de paix.

La raison en est que la matière de la tutelle officielle se rapproche plus d'une sorte d'adoption que de celle d'une véritable tutelle; en manière telle qu'il y a lieu dès lors de la laisser au tribunal de la famille qui connaît de la matière de l'adoption.

Il modifie aussi l'intervention du procureur du Roi. Antérieurement, le magistrat du parquet était toujours entendu. Désormais, il pourra choisir de remettre un avis écrit.

Cet assouplissement doit permettre au parquet de consacrer plus de temps aux dossiers où sa présence à l'audience est indispensable.

#### Article 78

Cet article adapte la terminologie suite au transfert des compétences familiales civiles au tribunal de la famille.

#### Article 79

Outre les modifications de terminologie que cet article apporte à l'article 475<sup>sexies</sup>, l'article 79 ne rend plus obligatoire la présence du procureur du Roi à toutes les audiences ayant pour objet la fin d'une tutelle officielle. Le juge ne devra plus entendre le parquet que lorsque c'est ce dernier qui a demandé qu'il soit mis fin à une tutelle officielle.

de familierechtbank preciseren voor de vragen betrekking hebbende op de kinderen, het ouderlijk gezag, verblijf, de onderhoudsuitkeringen.

#### Artikelen 75 en 76

Dit artikel past de terminologie aan aan de nieuwe bevoegdheden van de familiedrechtbank.

#### Artikel 77

Dit artikel past de terminologie aan van artikel 475<sup>ter</sup> van het Burgerlijk Wetboek

De optie genomen door de auteurs van dit wetsvoorstel van wet is om, anders dan wat betreft de andere voogdijen, de pleegvoogdij in handen van de familierechtbank te laten, eerder dan in die van de vrederechter.

De reden hiervoor is dat de pleegvoogdij dichter aanleunt bij de adoptie dan bij de voogdij, op een dergelijke wijze dat het dan ook beter is haar bij de familie — en jeugdrechtbank te houden die de materie van adoptie veel beter beheerst.

Het artikel wijzigt ook de tussenkomst van de procureur des Konings. Vroeger werd de parketmagistraat altijd gehoord. Van nu af aan mag hij zijn advies ook schriftelijk overmaken.

Deze vereenvoudiging moet het Parket toelaten meer tijd te besteden aan die dossiers waarbij diens aanwezigheid op de zitting noodzakelijk is.

#### Artikel 78

Dit artikel past de terminologie aan gelet op de overheveling van familiaalrechtelijke bevoegdheden naar de familierechtbank.

#### Artikel 79

Buiten de wijzigingen die dit artikel aanbrengt aan de terminologie van artikel 475<sup>sexies</sup> BW, stipuleert artikel 79 dat de aanwezigheid van de Procureur des Konings op alle zittingen betreffende het einde van de pleegvoogdij niet langer noodzakelijk is. De Rechter moet het Parket niet langer horen wanneer het deze laatste zelf is die de beëindiging van de pleegvoogdij heeft gevraagd.

## Articles 80 à 83

Ces articles reprennent des adaptations terminologiques liées à la compétence du tribunal de la famille.

## Article 84

L'article 84 transfère la compétence relative à la minorité prolongée au juge de paix du canton dans lequel la personne, pour laquelle la minorité prolongée est demandée, a son domicile.

## Article 85

Il modifie l'article 487*quater* du Code civil en matière telle que c'est le juge de paix qui contrôle l'exercice de l'autorité parentale relative au mineur prolongé.

Le juge de paix de la résidence habituelle du jeune interviendra en application des articles 371 à 387*ter* relatifs à l'autorité parentale.

Il a semblé préférable de regrouper tout ce qui était proche de la tutelle entre les mains des justices de paix.

## Article 86

L'article 86 confirme le transfert de la minorité prolongée dans les compétences du juge de paix. Le procureur du Roi ne doit être entendu que si il est à la base de la demande de mise sous statut de minorité prolongée en vertu de l'article 487*ter* ou de la demande de mainlevée de cette dernière en vertu de l'article 487*septies*.

## Article 87

Une modification est apportée au second alinéa de l'article 487*sexies* puisque l'appel des ordonnances du juge de paix se fait devant le tribunal de première instance. Ce sont donc ces jugements qui sont portés à la connaissance du ministre de la Justice et du bourgmestre de la commune de la personne mise sous minorité prolongée.

## Artikelen 80 tot 83

Deze artikelen hernemen aanpassingen aan de terminologie, gelet op de bevoegdheden van de familierechtbank.

## Artikel 84

Het artikel 84 transfereert de bevoegdheid betreffende de verlengd minderjarige naar de vrederechter van het kanton waar de persoon, voor wie de verlengde minderjarigheid wordt aangevraagd zijn woonplaats heeft.

## Artikel 85

Het wijzigt artikel 487*quater* BW in die zin dat het aan de vrederechter is om controle uit te oefenen op de uitoefening van het ouderlijk gezag op de verlengd minderjarige.

De vrederechter van de gebruikelijke woonplaats van de jongere komt tussen, dit bij toepassing van de artikelen 371 tot 387*ter* Burgerlijk Wetboek betreffende het ouderlijk gezag.

Het leek aangewezen om alles wat dicht bij de voogdij staat te groeperen bij de Vrederechters.

## Artikel 86

Artikel 86 bevestigt de transfer van de bevoegdheid wat betreft de verlengd minderjarige naar de vrederechter. De procureur des Konings moet enkel worden gehoord wanneer hijzelf het initiatief nam om iemand onder het statuut van de verlengde minderjarigheid te plaatsen bij toepassing van artikel 487*ter* BW of de onmiddellijke opheffing bij toepassing van artikel 487*septies*.

## Artikel 87

Een wijziging is aangebracht aan de tweede alinea van artikel 487*sexies* nu de beroepen tegen de beslissingen van de vrederechter voor de rechtbank van eerste aanleg worden gebracht. Het gaat om die vonnissen die worden medegedeeld aan de minister van Justitie en aan de burgemeester van de gemeente van de onder verlengde minderjarigheid geplaatste persoon.

## Article 88

Cet article adapte la terminologie suite au transfert de compétences au juge de paix.

## Article 89

L'article 89 abroge l'article 509, alinéa 2, du Code civil.

Ce dernier prévoyait que le jugement prononçant l'interdiction d'un majeur était envoyé en copie au juge de paix.

Cette compétence ayant été transmise au juge de paix, il n'est plus nécessaire de prévoir cette information particulière.

## Article 90

Cet article adapte la terminologie suite au transfert de compétence au juge de paix.

## Article 91

L'article 91 de la proposition modifie l'article 514 du Code civil en limitant l'intervention du procureur du Roi aux seules hypothèses où c'est son office qui a demandé la mise sous conseil judiciaire.

## Article 92

L'article 92 modifie l'article 515 du Code civil pour le mettre en adéquation avec les articles 487ter, 487sexies et 514. Étant donné que la présence du procureur du Roi n'est plus requise que lorsqu'il est à la base de la mise en œuvre de la procédure, ses conclusions en appel ne seront attendues qu'à la suite des procédures où il est intervenu.

## Articles 93 à 103

Ces articles adaptent la terminologie des articles du code civil suite au transfert des compétences vers le tribunal de la famille.

## Artikel 88

Dit artikel past de terminologie aan als gevolg van de overheveling van bevoegdheden naar de vrederechter.

## Artikel 89

Artikel 89 verwijderd artikel 509, tweede lid, Burgerlijk Wetboek.

Het artikel voorzag dat het vonnis dat het verbod van een meerderjarige uitsprak in kopij werd opgestuurd aan de vrederechter.

Nu deze bevoegdheid is overgeheveld aan de vrederechter is het niet langer noodzakelijk te voorzien in deze specifieke mededeling van informatie.

## Artikel 90

Dit artikel past de terminologie aan, gelet op de overheveling van bevoegdheden naar de vrederechter.

## Artikel 91

Artikel 91 van het wetsvoorstel past artikel 514 BW aan door de tussenkomst van de procureur des Konings te beperken tot die zaken waarbij hijzelf het initiatief nam om iemand onder gerechtelijk raadsman te plaatsen.

## Artikel 92

Artikel 92 past artikel 515 van het Burgerlijk Wetboek. aan teneinde deze in overeenstemming te brengen met de artikelen 487ter, 487sexies en 514 BW. Nu de aanwezigheid van de procureur des Koning enkel als noodzakelijk wordt weerhouden in die procedures waar het initiatief bij hem lag, wordt zijn tussenkomst in hoger beroep enkel verwacht voor die procedures waarin hij reeds tussenkwam.

## Artikelen 93 tot 103

Deze artikelen passen de terminologie van de artikelen van het Burgerlijk Wetboek aan gelet op de overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Article 104

L'article 104 modifie l'article 858*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, pour rendre le tribunal de la famille compétent en matière de rachat d'usufruit au conjoint survivant par les successibles.

## Article 105

La nomination d'un curateur pour accepter une donation au profit d'un sourd muet qui ne sait pas écrire relève désormais de la compétence du juge de paix.

## Article 106

Cet article adapte le texte du Code civil suite au transfert des compétences vers le tribunal de la famille.

## Article 107

L'article 107 abroge les articles 985 à 987 du Code civil, devenus obsolètes suite à l'éradication de la peste en Belgique.

## Articles 108 à 120

Cet article adapte le texte du Code civil suite au transfert des compétences vers le tribunal de la famille.

## Article 121

Les mesures provisoires à prendre entre cohabitants légaux sur base de l'article 1479 du Code civil ont été harmonisées avec celles fondées sur les articles 223 du Code civil et 1280 du Code judiciaire.

Ces mesures seront prises dans le cadre d'une procédure d'urgence. Leur durée sera limitée aux délais actuellement fixés dans l'article 1479 du Code civil, sauf en ce qui concerne celles relatives aux enfants qui se prolongeront jusqu'à la survenance d'un élément nouveau.

## Artikel 104

Het artikel 104 wijzigt artikel 585*bis*, lid 1, van het Burgerlijk Wetboek, dit teneinde de familierechtbank bevoegd te maken in de in dat artikel voorziene materie omtrent de bevrijding tegenover de langstlevende echtgenoot van de erfgerechtigde aan wie een gift is gedaan.

## Artikel 105

De aanstelling van een curator met het oog op het aanvaarden van een schenking voor een doofstomme die niet kan schrijven behoort van nu af aan tot de bevoegdheid van de vrederechter.

## Artikel 106

Dit artikel past de tekst van het Burgerlijk Wetboek aan gelet de overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 107

Artikel 107 verwijderd artikel 985 tot en met artikel 987 van het Burgerlijk Wetboek nu deze in onbruik zijn geraakt gelet op de uitroeiing van de pest in België.

## Artikelen 108 tot 120

Dit artikel past de tekst van het Burgerlijk Wetboek aan gelet de overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 121

De tussen wettelijk samenwonenden te nemen voorlopige maatregelen op basis van artikel 1479 Burgerlijk Wetboek werden in overeenstemming gebracht met deze op basis van de artikelen 223 Burgerlijk Wetboek en 1280 Gerechtelijk Wetboek.

Deze maatregelen zullen worden genomen binnen het kader van een procedure van hoogdringendheid. Hun geldigheid zal in de tijd worden beperkt, overeenkomstig de actuele termijnen opgenomen in artikel 1479 Burgerlijk Wetboek, behalve deze betreffende de kinderen die verlengd worden tot er zich nieuwe elementen voordoen.

## SECTION II — MODIFICATIONS DU CODE JUDICIAIRE

### Article 123

Suite à la transformation de la section du tribunal de la jeunesse en un tribunal de la famille et de la jeunesse, les mandats spécifiques de juges de la jeunesse deviennent des mandats spécifiques de juges au tribunal de la famille et de la jeunesse et les mandats spécifiques de juge d'appel de la jeunesse deviennent des mandats spécifiques de juge d'appel de la famille et de la jeunesse.

Les juges désignés dans un mandat de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse conformément à la procédure visée à l'article 259*sexies* du Code judiciaire peuvent exercer leurs fonctions, tant dans les chambres de la famille, que les chambres de la jeunesse ou dans les chambres spécifiques compétentes dans les cas de dessaisissement.

Il n'est pas créé de mandat spécifique au niveau des parquets. Le procureur général et le procureur du Roi continueront à désigner les membres du parquet qui traiteront ces matières.

### Article 124

L'article 76 du Code judiciaire est complété en vue d'adapter les quatre sections du tribunal de première instance au regard de la présente loi. À l'avenir, le tribunal de première instance comprendra quatre sections, dénommées respectivement: tribunal civil, tribunal correctionnel, tribunal de la famille et de la jeunesse, et tribunal de l'application des peines.

Le tribunal de la famille et de la jeunesse, se compose de trois chambres: la chambre de la famille, dénommée tribunal de la famille, la chambre de la jeunesse, dénommée tribunal de la jeunesse, et la chambre spécifique compétente en matière de désaisissement.

### Article 125

Le présent article adapte la terminologie de l'article 78, alinéa 2. L'article 78, alinéa 2, du Code judiciaire fixe la composition des chambres spécifiques du tribunal de la famille et de la jeunesse. La présente proposition ne modifie pas la composition de ces chambres à savoir deux juges au tribunal de la famille et de la jeunesse désignés sur la base des articles 259*sexies* ou 80 du Code judiciaire et un juge au tribunal correctionnel.

## AFDELING II — WIJZIGINGEN AAN HET GERECHTELIJK WETBOEK

### Artikel 123

Naar aanleiding van de omvorming van de afdeling van de jeugdrechtbank in een familie- en jeugdrechtbank, worden de bijzondere mandaten van jeugdrechters bijzondere mandaten van rechters in de familie- en jeugdrechtbank en worden de bijzondere mandaten van jeugdrechters in hoger beroep bijzondere mandaten van familie- en jeugdrechters in hoger beroep.

De rechters die, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 259*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek, voor een mandaat van rechter van de familie- en jeugdrechtbank zijn aangewezen, kunnen hun ambt uitoefenen in de familiekamers, de jeugdkamers of in de bijzondere kamers die voor de gevallen van de uithandengeving bevoegd zijn.

Er is bij de parketten geen bijzonder mandaat ingesteld. De procureur-generaal en de procureur des Konings zullen nog steeds de leden van het parket aanwijzen die deze aangelegenheden behandelen.

### Artikel 124

Artikel 76 Gerechtelijk Wetboek is aangevuld met het oog op de aanpassing van de vier afdelingen van de rechtbank van eerste aanleg aan de huidige tekst. In de toekomst zal de rechtbank van eerste aanleg bestaan uit vier afdelingen, respectievelijk; burgerlijke rechtbank, correctionele rechtbank, familie- en jeugdrechtbank en strafuitvoeringsrechtbank.

De familie- en jeugdrechtbank bestaat uit drie kamers: de familiekamer, de jeugdkamer en een specifieke kamer voor de uithanden gegeven minderjarigen.

### Artikel 125

Dit artikel past de terminologie van artikel 78, tweede lid, aan. Artikel 78, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt de samenstelling van de bijzondere kamers van de familie- en jeugdrechtbank. Dit ontwerp wijzigt de samenstelling van deze kamers, namelijk twee rechters van de familie- en jeugdrechtbank, die op grond van de artikelen 259*sexies* of 80 van het Gerechtelijk Wetboek zijn aangewezen, en een rechter van de correctionele rechtbank, niet.

## Article 126

L'article 126, 1<sup>o</sup>, de la proposition apporte une modification terminologique à l'article 79, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

Les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse peuvent siéger dans les chambres civiles et les chambres correctionnelles du tribunal de première instance.

Dès lors que des chambres de la famille sont créées, la disposition selon laquelle « lorsqu'ils siègent aux chambres civiles du tribunal de première instance, les juges de la (famille et de la) jeunesse sont prioritairement chargés des matières relevant du droit de la famille » doit être supprimée.

La direction du tribunal de la famille et de la jeunesse est assurée par le vice président le plus ancien qui exerce des fonctions au sein de cette section ou à défaut par le juge le plus ancien de cette section.

## Article 127

L'article 80, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire prévoit qu'un juge empêché est remplacé par un juge effectif désigné par le président du tribunal. Il est précisé que le juge au tribunal de la famille et de la jeunesse est prioritairement remplacé par un autre juge de cette section, de sorte que le remplacement soit assuré par un juge ayant suivi la formation spécifique prévue à l'article 259<sup>sexies</sup> du Code judiciaire.

Par ailleurs le présent article apporte des modifications terminologiques à l'article 80, alinéas 2, 3 et 4.

## Article 128

Cet article ajoute un nouvel alinéa à l'article 90 du Code judiciaire.

Ce nouvel alinéa prévoit que lors de la répartition des affaires entre les chambres du tribunal de la famille et de la jeunesse, le président du tribunal doit veiller à ce que le dossier d'une famille soit traité par la chambre qui a déjà connu de ce dossier.

La philosophie de base de la proposition est en effet bien clairement que dans toute la mesure du possible, ce soit le même magistrat qui traite de l'ensemble du dossier d'une même famille.

## Artikel 126

Artikel 126, 1<sup>o</sup>, van het wetsvoorstel brengt een terminologische wijziging aan in artikel 79, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

De rechters van de familie- en jeugdrechtbank kunnen zitting nemen in de kamers voor burgerlijke zaken en de kamers voor correctionele zaken van de rechtbank van eerste aanleg.

Zodra er familiekamers zijn opgericht; moet de bepaling « Wanneer ze zitting hebben in de burgerlijke kamers van de rechtbank van eerste aanleg, worden de rechters in de (familie- en) jeugdrechtbank bij voorrang belast met de aangelegenheden behorend tot het familierecht » worden geschrapt.

De familie- en jeugdrechtbank wordt geleid door de oudst benoemde ondervoorzitter die in deze afdeling een ambt uitoefent of, bij gebreke hiervan, door de oudst benoemde rechter van deze afdeling.

## Artikel 127

Artikel 80, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, bepaalt dat een verhinderd rechter wordt vervangen door een werkend rechter die is aangewezen door de voorzitter van de rechtbank. Er wordt nader bepaald dat de rechter van de familie- en jeugdrechtbank bij voorrang wordt vervangen door een andere rechter van deze afdeling, opdat de vervanging wordt waargenomen door een rechter die de bijzondere opleiding heeft gevolgd bedoeld in artikel 259<sup>sexies</sup> van het Gerechtelijk Wetboek.

Bovendien brengt dit artikel terminologische wijzigingen aan in artikel 80, tweede, derde en vierde lid.

## Artikel 128

Dit artikel voegt een nieuw lid toe aan artikel 90 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dit nieuwe lid voorziet dat de voorzitter van de rechtbank bij het verdelen van de zaken tussen de verschillende kamers van de familie- en jeugdrechtbank er moet op toezien dat een familiedossier wordt behandeld door de kamer die reeds kennis heeft genomen van dat dossier.

De basisfilosofie van dit voorstel is eigenlijk heel duidelijk om in de mate van het mogelijke, dezelfde magistraat het geheel van dossiers van één en dezelfde familie te laten behandelen.

## Article 129

Adaptation technique de l'article 92 du Code judiciaire liée aux nouvelles répartitions de compétences. Les juges au tribunal de la famille siègent seuls (à l'exception de ceux siégeant dans les chambres spécifiques).

Les actions civiles en rectification des actes de l'état civil sont donc omises de la liste des matières attribuées à une chambre à trois juges.

## Article 130

Les modifications apportées par l'article 130 de la proposition à l'article 101 du Code judiciaire sont des adaptations techniques liées à la nouvelle terminologie.

## Article 131

Il s'agit d'une adaptation terminologique de l'article 138, alinéa 5, du Code judiciaire suite à l'adoption de l'appellation « tribunal de la famille ».

## Article 132

Cet article ajoute un alinéa 1 à l'article 138*bis*, § 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

Ce nouvel alinéa précise que les causes concernant des mineurs, des présumés absents, des interdits ou des personnes pourvues d'un administrateur provisoire en vertu de l'article 488*bis*, a) à k), du Code civil, sont considérées comme étant d'ordre public et donc, conformément au prescrit de l'alinéa premier, nécessitent une intervention du ministère public.

Le même article ajoute un alinéa 2 à l'article spécifiant les matières communiquées au ministère public à peine de nullité. Il s'agit de toutes les matières relatives aux mineurs ainsi que toutes les matières pour lesquelles il est prévu que le ministère public est entendu ou donne son avis.

Le paragraphe 2 devient le paragraphe 3.

## Article 133

La présente disposition reprend, dans l'article 144 du Code judiciaire, le contenu de l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à

## Artikel 129

Technische aanpassing van artikel 92 van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de nieuwe verdeling van bevoegdheden. De rechters van de familierechtbank zetelen alleen (met uitzondering van wie in de bijzondere kamers zetelen).

De burgerlijke rechtsvorderingen tot verbetering van akten van de burgerlijke stand worden derhalve niet op de lijst gezet van aangelegenheden die worden toegewezen aan een kamer met drie rechters.

## Artikel 130

De wijzigingen aangebracht door artikel 130 van het wetsvoorstel in artikel 101 van het Gerechtelijk Wetboek zijn technische aanpassingen met betrekking tot de nieuwe terminologie.

## Artikel 131

Het betreft een terminologische aanpassing van artikel 138, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek naar aanleiding van de invoering van de benaming « familierechtbank ».

## Artikel 132

Dit artikel voegt een lid 1 toe aan artikel 138*bis*, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek.

Dit nieuwe lid verduidelijkt dat zaken met betrekking tot minderjarigen, vermoedelijk afwezig, onbekwaamverklaarden of personen aan wie een voorlopige bewindvoerder is toegevoegd krachtens de artikelen 488*bis*, a) tot k), van het Burgerlijk Wetboek, worden beschouwd als zijnde van openbare orde die dus, ten gevolge van het bepaalde in het eerste lid, een tussenkomst vergen van het openbaar ministerie.

Het zelfde artikel voegt een tweede lid toe aan het artikel met specificatie van de materies die aan het openbaar ministerie worden medegedeeld op straffe van nietigheid. Het gaat om alle materies betrekking hebbende op minderjarigen, evenals alle materies voor dewelke wordt voorzien dat het openbaar ministerie wordt gehoord of zijn advies geeft.

Paragraaf 2 wordt paragraaf 3.

## Artikel 133

Volgens deze bepaling wordt in artikel 144 van het Gerechtelijk Wetboek de inhoud overgenomen van artikel 11 van de wet van 8 april 1965 betreffende de



la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. Les fonctions du ministère public près les chambres de la famille et de la jeunesse de la cour d'appel sont exercées par les magistrats désignés par le procureur général. Il est désormais prévu que seuls les magistrats qui ont suivi une formation spécialisée peuvent exercer ces fonctions.

Il s'agit donc d'une extension de l'obligation de spécialisation des membres du parquet aux chambres famille.

#### Article 134

La présente disposition reprend dans l'article 151 du Code judiciaire, le contenu de l'article 8 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Les fonctions du ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse sont exercées par les magistrats désignés par le procureur du Roi. Seuls les magistrats qui ont suivi une formation spécialisée peuvent exercer ces fonctions.

#### Articles 135 et 136

Cette disposition reprend pour le ministère public le contenu de la disposition prévue à l'article 190, § 2bis, du Code judiciaire pour le siège.

Les membres du ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse ou près les chambres de la famille et de la jeunesse de la cour d'appel ne sont pas titulaires d'un mandat spécifique. Il pourrait être utile de publier un appel aux candidats en vue de nommer un substitut ayant une connaissance particulière utile en matière de droit familial ou de protection de la jeunesse. L'appel aux candidats pourrait préciser le profil recherché.

Pour exercer les fonctions de membre du ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse ou près les chambres de la famille et de la jeunesse de la cour d'appel, le candidat nommé sur base de ce profil devra encore suivre la formation obligatoire et être désigné par le procureur général ou le procureur du Roi.

jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade. Het ambt van openbaar ministerie bij de familie- en jeugdkamers van het hof van beroep wordt uitgeoefend door de magistraten die door de procureur-generaal zijn aangewezen. Er is bepaald dat voortaan alleen de magistraten die een gespecialiseerde opleiding hebben gevolgd dit ambt mogen uitoefenen.

Het gaat om een uitzondering op de verplichting tot specialisatie van de leden van het Parket in de familiekamer.

#### Artikel 134

Deze bepaling neemt in artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek de inhoud over van artikel 8 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

Het ambt van openbaar ministerie bij de familie- en jeugdrechtbank wordt uitgeoefend door de magistraten die door de procureur des Konings zijn aangewezen. Alleen de magistraten die een gespecialiseerde opleiding hebben gevolgd kunnen dit ambt uitoefenen.

#### Artikelen 135 en 136

Volgens deze bepaling wordt inzake het openbaar ministerie de inhoud overgenomen van het bepaalde in artikel 190, § 2bis, van het Gerechtelijk Wetboek inzake de zetel.

De leden van het openbaar ministerie bij de familie- en jeugdrechtbank of bij de familie- en jeugdkamers van het hof van beroep zijn geen houder van een bijzonder mandaat. Het kan nuttig zijn een oproep tot de kandidaten bekend te maken met het oog op het benoemen van een substituuut met bijzondere nuttige kennis inzake familierecht of jeugdbescherming. In de oproep tot de kandidaten kan het gezochte profiel worden verduidelijkt.

Om het ambt uit te oefenen van lid van het openbaar ministerie bij de familie- en jeugdrechtbank of bij de familie- en jeugdkamers van het hof van beroep, zal de op grond van dit profiel benoemde kandidaat nog de verplichte opleiding moeten volgen en aangewezen worden door de procureur-generaal of de procureur des Konings.

## Article 137

Il s'agit d'une modification terminologique apportée à l'article 210, alinéa 2, du Code judiciaire.

## Article 138

L'article 259*sexies* détermine le mode et les conditions de désignation des titulaires de mandat spécifique.

La terminologie de l'article 259*sexies* est calquée sur celle de l'article 58*bis* du Code judiciaire.

Les conditions de désignation restent inchangées. Il faut donc, pour être désigné juge au tribunal de la famille et de la jeunesse, compter trois ans de fonction comme magistrat du ministère public ou comme juge au tribunal de première instance, avoir, sauf dérogation accordée par le Roi, été désigné par le président du tribunal pour exercer ces fonctions sur base de l'article 80 du Code judiciaire et avoir suivi une formation spécifique auprès de l'Institut de formation judiciaire.

Pour être désigné juge d'appel de la famille et de la jeunesse il faut être président de chambre ou conseiller et avoir suivi une formation spécialisée.

La procédure de désignation est également inchangée. Ces magistrats sont désignés par le Roi sur présentation de l'assemblée générale parmi les candidats qui ont fait l'objet d'une proposition motivée du chef de corps.

La durée du mandat des juges au tribunal de la famille et de la jeunesse est toutefois alignée sur celle des juges d'appel de la famille et de la jeunesse. Ils sont désignés pour une période de trois ans qui, après évaluation, peut être renouvelée chaque fois pour cinq ans.

## Article 139

Il s'agit d'une modification terminologique de la disposition qui accorde un supplément de traitement aux juges de la jeunesse.

Seuls les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse qui exerceront des fonctions dans les chambres de la jeunesse bénéficieront de cette prime dès lors qu'ils sont les seuls à effectuer des gardes.

## Artikel 137

Het betreft een terminologische wijziging aangebracht in artikel 210, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

## Artikel 138

Artikel 259*sexies* bepaalt de wijze en de voorwaarden inzake de aanwijzing van de houders van een bijzonder mandaat.

De terminologie van artikel 259*sexies* is overgenomen van artikel 58*bis* van het Gerechtelijk Wetboek.

De voorwaarden voor de aanwijzing blijven onveranderd. Om te worden aangewezen als rechter van de familie- en jeugdrechtbank moet men bijgevolg drie jaar het ambt van magistraat bij het openbaar ministerie of rechter in de rechtbank van eerste aanleg hebben uitgeoefend, door de voorzitter van de rechtbank, behoudens een door de Koning verleende afwijking, zijn aangewezen om op grond van artikel 80 dit ambt uit te oefenen en een bijzondere opleiding bij het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd.

Om te worden aangewezen als familie- en jeugdrechter in hoger beroep moet men kamervoorzitter of raadsheer zijn en een gespecialiseerde opleiding hebben gevolgd.

De procedure tot aanwijzing is eveneens onveranderd. Deze magistraten worden door de Koning aangewezen op voordracht van de algemene vergadering uit de kandidaten vermeld in een met redenen omkleed voorstel van de korpschef.

De duur van het mandaat van de rechters van de familie- en jeugdrechtbank wordt echter aangepast aan de duur van het mandaat van de familie- en jeugdrechters in hoger beroep. Zij worden aangewezen voor een periode van drie jaar die na evaluatie telkens voor vijf jaar kan worden verlengd.

## Artikel 139

Het betreft een terminologische wijziging van de bepaling die aan de jeugdrechters een weddebijslag toekent.

Enkel de rechters van de familie- en jeugdrechtbank die een ambt uitoefenen in de jeugdkamers krijgen deze premie, aangezien alleen zijn wachtdiensten verzekeren.

## Article 140

Il s'agit d'une modification terminologique à la disposition qui attribue la moitié du supplément de traitement au magistrat qui remplit momentanément les fonctions du juge au tribunal de la famille et de la jeunesse exerçant des fonctions dans les chambres de la jeunesse lorsque le titulaire ne perçoit pas ce supplément.

Cette disposition vise uniquement les magistrats appelés à remplir les fonctions d'un juge au tribunal de la famille et de la jeunesse exerçant des fonctions dans les chambres de la jeunesse.

## Article 141

Il s'agit d'une modification terminologique de la disposition qui accorde un supplément de traitement aux greffiers qui assistent les juges de la famille et de la jeunesse pendant un mois au moins.

## Article 142

Cet article insère un nouveau chapitre IX concernant l'aide juridique apportée par les avocats aux mineurs.

## Article 143

Cet article insère un nouvel article 508/26 dans le Code judiciaire et précise quand et comment un mineur qui n'a pas fait choix d'un avocat se voit attribuer un avocat spécialement formé à l'accompagnement de mineurs.

Dans le premier alinéa de l'article, il est question de toute procédure judiciaire ou administrative concernant le mineur. Cette formulation large permet la désignation d'un avocat chaque fois que les droits du mineur, sont visés de manière directe ou indirecte. Cet article vise notamment toute procédure judiciaire ou administrative pouvant avoir un impact sur le contexte familial ou personnel du mineur.

L'attribution de l'avocat peut s'effectuer à la demande du mineur lui-même mais aussi à la demande des personnes qui exercent l'autorité parentale, du ministère public ou du juge saisi du litige.

## Artikel 140

Het betreft een terminologische aanpassing aan de bepaling waarin de helft van de weddebijslag wordt toegekend aan de magistraat die tijdelijk de werkzaamheden waarneemt van de rechter van de familie- en jeugdrechtbank die een ambt uitoefent in de jeugdkamers, als de titularis deze bijslag niet ontvangt.

Deze bepaling heeft alleen betrekking op de magistraten die de werkzaamheden moeten waarnemen van een rechter van de familie- en jeugdrechtbank die een ambt uitoefent in de jeugdkamers.

## Artikel 141

Het betreft een terminologische wijziging van de bepaling waarin een weddebijslag wordt toegekend aan de griffiers die de familie- en jeugdrechters gedurende minstens een maand bijstaan.

## Artikel 142

Dit artikel voegt een nieuw hoofdstuk IX in betreffende juridische bijstand verleend door de advocaten aan minderjarigen.

## Artikel 143

Dit artikel voegt een nieuw artikel 508/26 toe aan het Gerechtelijk Wetboek, waarin bepaald wordt wanneer en hoe aan een minderjarige die geen keuze van advocaat heeft gedaan een advocaat wordt toegewezen die speciaal is opgeleid om met minderjarigen om te gaan.

Het artikel spreekt in de eerste alinea over elke gerechtelijke of administratieve rechtspleging die de minderjarige aangaat. Deze ruime formulering laat de aanstelling van een advocaat toe telkens de rechten van de minderjarige zijn betrokken op directe of indirecte manier. Dit artikel bedoelt onder andere elke gerechtelijke of administratieve rechtspleging die een impact kan hebben op de familiale of persoonlijke context van de minderjarige.

De toewijzing van de advocaat kan gebeuren op verzoek van de minderjarige zelf, maar ook op verzoek van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, van het openbaar ministerie of van de rechter voor wie het geschil aanhangig is.

Lorsque la demande ne provient pas du mineur lui-même, l'avocat s'assure auprès du jeune de sa volonté d'être assisté dans la procédure judiciaire ou administrative ou sa présence n'est pas exigée par la loi.

L'attribution s'effectue par le bâtonnier du barreau ou par le bureau d'aide juridique. À cet égard, il est expressément renvoyé au système de l'aide juridique de première et de deuxième ligne, visé aux articles 508/5 à 508/18.

Le nouvel article 508/26 souligne également dans son dernier alinéa que le mineur peut renoncer expressément à l'assistance d'un avocat ou choisir un autre avocat (c'est-à-dire un avocat n'ayant pas suivi la formation dont il est question au nouvel article 508/27 du Code judiciaire). La liberté de choix du mineur s'en trouve entièrement garantie.

#### Article 144

Le nouvel article 508/27 du Code judiciaire organise la formation des avocats désignés dans le cadre de l'application de l'article 508/26, alinéa premier. Pour assister un mineur dans le cadre de l'aide juridique l'avocat désigné doit justifier d'une formation permanente dans la matière du droit de la jeunesse et et d'une formation générale en rapport avec la psychologie de l'enfant.

Les Ordres des avocats contrôlent la qualité de cette formation et établissent la liste de leurs membres qui répondent à ces conditions.

L'exigence de formation spécifique exigée pour les membres du parquet et du tribunal est donc légitimement étendue aux avocats désignés pour assister les mineurs.

#### Articles 145 et 146

L'ajout du nouvel article 638 du Code judiciaire nécessite de modifier également les règles en matière de litispendance et de connexité. L'article 638 contient en effet des dérogations aux règles existantes en matière de compétence territoriale. Ces dérogations doivent aussi s'appliquer en cas de litispendance et de connexité, ce qui nécessite une modification.

La modification de la cascade contenue dans l'article 565, alinéa 2, indique clairement que le tribunal de la famille, visé au premier paragraphe de l'article 638 du Code judiciaire, a toujours la préférence. Il s'agit du tribunal de la famille de la résidence habituelle du mineur.

Wanneer de vraag niet uitgaat van de minderjarige zelf, zal de advocaat zich bij de jongere gewissen aangaande diens wil te worden bijgestaan in een gerechtelijke of administratieve procedure waarbij zijn aanwezigheid niet is vereist door de wet.

De toewijzing gebeurt door de stafhouder van de balie of door het bureau voor juridische bijstand. Hierbij wordt uitdrukkelijk verwezen naar het systeem van de juridische eerste- en tweedelijnsbijstand, bedoeld in de artikelen 508/5 tot 508/18.

Het nieuwe artikel 508/26 benadrukt ook in het laatste lid dat de minderjarige uitdrukkelijk kan afzien van de bijstand van een advocaat of dat hij een andere advocaat kan kiezen (zijnde een advocaat die niet de opleiding heeft gevolgd waarvan sprake in het nieuwe artikel 508/27 van het Gerechtelijk Wetboek). Hierdoor wordt de keuzevrijheid van de minderjarige ten volle gegarandeerd.

#### Artikel 144

Het nieuwe artikel 508/27 van het Gerechtelijk Wetboek organiseert de opleiding van de advocaten die worden toegewezen in het kader van de toepassing van artikel 508/26, eerste lid. Om een minderjarige bij te staan binnen het kader van de juridische bijstand moet de aangestelde advocaat een permanente opleiding volgen in de materies van het jeugdrecht en een algemene opleiding wat betreft de psychologie van een kind.

De Ordes van advocaten staan in voor de kwaliteit van de opleiding en stellen een lijst op van hun leden die voldoen aan de voorwaarden.

De vereiste van specifieke opleiding zoals geëist voor de leden van het Parket en van de leden van de rechtbank wordt ook verwacht van de advocaten aangesteld om de minderjarige bij te staan.

#### Artikelen 145 en 146

Door de invoeging van het nieuwe artikel 638 van het Gerechtelijk Wetboek, is het noodzakelijk ook de regels inzake aanhangigheid en samenhang te wijzigen. Artikel 638 bevat immers afwijkingen op de bestaande territoriale bevoegdheidsregels. Deze afwijkingen moeten ook worden toegepast in het geval van aanhangigheid en samenhang, zodat een wijziging zich opdringt.

Door aanpassing van de cascade in artikel 565, tweede lid, wordt duidelijk dat de familierechtbank bedoeld in de eerste paragraaf van artikel 638, altijd de voorkeur heeft. Dit is de familierechtbank van de gewone verblijfplaats van de minderjarige.

Il convient toutefois de souligner que le prescrit des articles 565 et 566 reste subordonné au principe en vertu duquel, lorsqu'une chambre de la famille a déjà eu connaissance d'un dossier, il convient de veiller à ce que cette même chambre connaisse des litiges ultérieurs qui surviendraient dans ce dossier.

#### Article 147

Compte tenu des compétences transférées au tribunal de la famille, les alinéas repris dans cet article du Code judiciaire sont abrogés. Ils sont en revanche réinscrits dans les articles réglant la compétence du tribunal de la famille, soit l'article 572*bis* du même Code.

#### Article 148

L'article 572*bis* reprend toutes les compétences qui sont dévolues aux chambres famille du tribunal de la famille et de la jeunesse.

Le tribunal de la famille a une compétence générale dans toutes les matières relatives à :

— l'état des personnes soit la filiation, l'adoption, le mariage, le divorce, les actes de l'état civil;

— les droits et devoirs des époux et des cohabitants légaux et les mesures urgentes qui y sont liées;

— toutes les matières relatives à l'autorité parentale et ses corrolaires comme l'hébergement de l'enfant, le droit aux relations personnelles, les droits de garde et de visite transfrontaliers;

— toutes les obligations alimentaires prévues au code civil dans leur ensemble que ce soit à l'égard d'enfants mineurs, majeurs, ou d'ascendants; avant, pendant ou après un divorce; entre parents mariés, cohabitants légaux ou parents non mariés ni cohabitants légaux; que ces obligations alimentaires soient liées ou non à des demandes d'hébergement.

La seule exception à cette compétence générale est l'obligation alimentaire liée au droit au revenu d'intégration sociale;

— toute demande relative aux régimes matrimoniaux dans le régime primaire ou secondaire, en ce compris la liquidation-partage.

Cette compétence permettra une cohérence plus grande dans les décisions qui seront rendues dès lors que le juge pourra envisager la situation dans sa

Er moet echter op worden gewezen dat het bepaalde in de artikelen 565 en 566 ondergeschikt blijft aan artikel 638, §2, Ger. W. Wanneer een familierechtbank reeds kennis had genomen van een dossier, moet men erop toezien dat dezelfde kamer kennis neemt van de volgende geschillen die in datzelfde dossier zullen voorkomen.

#### Artikel 147

Rekening houdende met de bevoegdheden die zijn overgeheveld naar de familierechtbank, zijn de in dit artikel hernomen alinea's verwijderd teneinde te worden hernomen in het artikel dat de bevoegdheid van de familierechtbank regelt, zijnde artikel 572*bis* van hetzelfde Wetboek.

#### Artikel 148

Artikel 572 van het Gerechtelijk Wetboek herneemt alle bevoegdheden die zijn toegewezen aan de familierechtbanken van de familie- en jeugdrechtbank.

De familierechtbank heeft een algemene bevoegdheid in alle materies betreffende :

— de staat van personen, zijnde afstamming, adoptie, huwelijk, echtscheiding, burgerlijke staat;

— de rechten en verplichtingen van echtgenoten en van de wettelijk samenwonenden en de hieraan verbonden voorlopige maatregelen;

— alle materies betrekking hebbende op het ouderlijk gezag en de materies die daaruit voortvloeien, zoals het verblijf van de kinderen, het recht op het houden van persoonlijk contact, het hoederecht en de grensoverschrijdende bezoeken;

— alle onderhoudsverplichtingen zoals voorzien in het Burgerlijk Wetboek, dit in hun totaliteit, zij het wat betreft de minderjarige kinderen, meerderjarige kinderen of afstammelingen; voor, tijdens of na de echtscheiding; tussen gehuwde ouders, wettelijk samenwonende ouders of niet gehuwde ouders, noch wettelijk samenwonende ouders; dit al dan niet gelinkt aan een verzoek tot huisvesting.

De enige uitzondering op deze algemene regel wat betreft de onderhoudsverplichtingen zijn deze gelieerd aan het recht op een sociale uitkering;

— alle vorderingen betreffende het familiaalrechtelijk vermogen, primair en secundair, behoren tot de bevoegdheid van de familie- en jeugdrechtbank, daarinbegrepen de gerechtelijke verdeling.

Deze bevoegdheid laat meer coherentie toe in de te nemen beslissingen, nu de rechter de situatie globaal in overweging kan nemen, en dit sinds het begin van

gloablité depuis le début des procédures. Aujourd'hui, trop d'incertitudes, d'incohérences et de jugements contradictoires;

— toute la matière des successions, donations et testaments en ce compris les liquidations de celles-ci;

Seules restent de la compétence du juge de paix les autorisations nécessaires à l'acceptation des successions, legs et donations pour les mineurs, les ventes d'immeuble et de meubles.

Le point 7° ajoute une compétence au tribunal de la famille relative à la détermination du ou des allocataires des allocations familiales relatives à des enfants communs dont les parents se séparent. Dans tous les autres cas, le droit commun des allocations familiales reste dévolue au tribunal du travail.

Ce point attribue aussi au tribunal de la famille les requêtes en opposition au paiement à l'allocataire.

Nous renvoyons au commentaire des articles 303 à 309 de la proposition.

#### Article 149

Cet article admet la requête comme mode introductif d'instance, dans des matières attribuées spécifiquement au tribunal de la famille et pour lesquelles les anciens articles du Code judiciaire le prévoyaient déjà.

#### Article 150

Les demandes relatives aux régimes matrimoniaux primaires et aux mesures urgentes entre époux et cohabitants légaux doivent pouvoir continuer à être introduites par voie de requête et ce, dans un but de facilitation des procédures ainsi que de réduction de leurs coûts.

Il est également primordial que la procédure introduite par ces modes ne soit pas retardée et bénéficie d'un délai précis pour l'audience d'introduction. Ce délai est fixé à quinze jours à dater du dépôt de la requête.

Cette première audience doit permettre au juge d'entendre les parties en personne et de prendre les mesures permettant de régler, éventuellement à titre provisoire, les questions relatives aux enfants et à la résidence familiale afin d'éviter que des situations particulièrement conflictuelles ne perdurent dans le temps.

de procedure. Op vandaag zijn er te veel onzekerheden, incoherenties en tegenstrijdige beslissingen als gevolg van de verdeling van bevoegdheden;

— alle materies betreffende erfrecht, schenkingen en testaments, daarin begrepen de liquidatie;

Enkel de noodzakelijke machtigingen om de nalatenschap te aanvaarden, de legaten en schenkingen aan de minderjarigen evenals de verkoop van onroerende en roerende goederen, blijven de bevoegdheid van de vrederechter.

Punt 7° voegt een bevoegdheid toe aan de familerechtbank, dit wat betreft de aanduiding van de rechthebbende van de familiale uitkering voor de kinderen voor het geval de partijen uit elkaar gaan. In alle andere gevallen, blijft het gemeen recht betreffende de familiale uitkeringen toegewezen aan de arbeidsrechtbank.

Dit punt wijst de familie- en jeugdrechtbank eveneens aan omtrent de verzoeken tot verzet tegen uitbetalingen van deze uitkeringen.

Wij verwijzen naar de commentaren in de artikelen 303 tot 309 van het voorstel.

#### Artikel 149

Dit artikel voorziet in de mogelijkheid tot inleiding van een zaak bij verzoekschrift voor de materies die specifiek toegewezen zijn aan de familierechtbank en die reeds zijn voorzien in het Gerechtelijk Wetboek.

#### Artikel 150

De vorderingen met betrekking tot het huwelijksvermogenstelsel en de dringende maatregelen tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden moeten verder kunnen worden ingeleid bij verzoekschrift, met het doel de procedures te vergemakkelijken en ook de onkosten te reduceren.

Het is ook van belang dat de op deze manier ingeleide procedures niet worden vertraagd en er een precieze termijn is wat betreft de inleidingszitting. Deze termijn is bepaald op vijftien dagen vanaf de datum van neerlegging van het verzoekschrift.

Deze eerste zitting moet aan de rechter toelaten de partijen persoonlijk te horen en de, eventueel ten provisionele titel te nemen maatregelen met betrekking tot de kinderen en de gezinswoning te regelen, dit alles teneinde te vermijden dat eerder conflictuele situaties blijven aanslepen.

## Article 151

L'insertion de ce nouvel alinéa dans l'article 584 du Code judiciaire a pour conséquence que lorsque le président du tribunal de première instance est saisi d'une affaire dont il reconnaît l'urgence mais qui relève de la compétence du tribunal de la famille il renvoie l'affaire vers ce tribunal. Ces affaires urgentes sont donc examinées par le tribunal de la famille en partant du principe que la chambre famille examine elle-même les affaires urgentes comme les affaires non urgentes.

Une seule exception à ce principe est prévue, à savoir dans les cas où l'affaire est introduite par requête en cas d'absolue nécessité. Ces affaires, prévues dans l'actuel alinéa 3 de l'article 584 qui devient l'alinéa 4, sont examinées par le président.

## Article 152

Toute la matière des successions étant transféré au tribunal de la famille les articles ou la désignation d'un curateur à succession vacante doivent être exclus des articles de la compétence du tribunal de première instance pour être réinsérées dans les articles généraux (572<sup>ter</sup>) prévoyant la compétence du tribunal de la famille

## Article 153

Cet article opère un transfert des compétences vers le tribunal de la famille.

## Article 154

La compétence *rationae summae* du juge de paix a été relevée à 2500 euros pour se rapprocher du montant prévu dans le Code judiciaire en 1994 et l'indexer. Cette augmentation permet un transfert de dossiers plus importants du tribunal de première instance vers le juge de paix pour compenser les matières qui sont retirées.

## Article 155

L'objectif de la proposition de loi étant de réunir toutes les compétences de droit familial, hors incapacités, devant le tribunal de la famille, l'article 591 est nettoyé des matières transférées soit les pensions alimentaires ainsi que les petits héritages.

## Artikel 151

De invoeging van dit nieuwe lid in artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek heeft tot gevolg dat wanneer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg gevat wordt door een zaak die hij spoedeisend acht maar die behoort tot de bevoegdheid van de familierechtbank, hij deze zaak naar deze rechtbank verwijst. Deze spoedeisende zaken worden dus door de familiebank behandeld en dit vanuit het principe dat de familierechtbank zowel de spoedeisende als de niet-spoedeisende zaken zelf afhandelt.

Op dit principe wordt één uitzondering voorzien, namelijk in die gevallen waarbij de zaak wegens volstrekte noodzakelijkheid bij verzoekschrift wordt ingeleid. Deze zaken, voorzien in het huidige derde lid van artikel 584 dat het vierde lid wordt, worden behandeld door de voorzitter.

## Artikel 152

Alle materies betreffende de successie worden overgeheveld naar de familierechtbank, de artikelen omtrent de inbezitstelling of de aanwijzing van een curator over een opengevallen nalatenschap moeten worden uitgeschreven uit de artikelen betreffende de algemene bevoegdheden van de rechtbank van eerste aanleg teneinde te worden ingeschreven in de algemene artikelen (artikel 572<sup>ter</sup>) die voorzien in de bevoegdheden van de familierechtbank.

## Artikel 153

Dit artikel doet een overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikel 154

De bevoegdheid van de vrederechter *rationae summae* wordt opgetrokken tot het bedrag van 2500 euro teneinde het bedrag zoals was voorzien in 1994 na indexatie te evenaren. Deze verhoging laat de transfer toe van belangrijkere dossiers van de rechtbank van eerste aanleg naar de vrederechter ter compensatie van materies die werden onttrokken.

## Artikel 155

Het objectief van dit voorontwerp van wet is het verzamelen van alle bevoegdheden omtrent het familierecht, met uitzondering van de onbekwamen, voor de familie- en jeugdrechtbank. Uit het artikel 591 werden de overgeheveldde materies, zijnde de alimentatie evenals de kleine nalatenschappen, weggelaten.

## Article 156

L'objectif de cet article est aussi de transposer le tribunal de la jeunesse par celui du tribunal de la famille.

La matière de l'interdiction est transférée au juge de paix comme décrit à l'expose des motifs.

## Article 157

La minorité prolongée comme presque toutes les incapacités sont transférées au juge de paix.

## Article 158

Cette disposition adapte l'article 617, alinéa 1<sup>er</sup>, à la hausse des montants dans l'article 590 du Code judiciaire.

## Articles 159 et 160

Ces articles rappellent que dans les litiges où les parties ont un enfant mineur, la compétence territoriale du tribunal de la famille reste déterminée par le lieu du domicile de l'enfant, ou à défaut de domicile, par le lieu de la résidence habituelle de ce dernier; à l'exclusion donc des critères visés aux articles 626 et 628 (1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 18<sup>o</sup>) du Code judiciaire. Ces critères restent toutefois d'application lorsque les parties n'ont pas d'enfant mineur. Ils concernent: les pensions alimentaires (article 626), les actions en divorce et en séparation de corps (article 626, 1<sup>o</sup>), les demandes relatives au régime matrimonial des époux (article 626, 2<sup>o</sup>), et les mesures à prendre dans le cadre de la cohabitation légale (article 626, 18<sup>o</sup>).

## Articles 161 et 162

Ces articles intègrent la compétence du tribunal de la famille dans la matière des enlèvements internationaux d'enfants.

## Article 163

Cet article rétablit l'article 638 du Code judiciaire et insère donc une dérogation aux règles ordinaires de compétence territoriale pour certaines causes qui relèvent de la compétence des chambres de la famille du tribunal de la famille.

## Artikel 156

Het objectief van dit artikel is eveneens het omzetten van de jeugdrechtbank in de familierechtbank.

De materies omtrent de onbekwaamverklaring is getransfereerd naar de vrederechter.

## Artikel 157

De verlengde minderjarigheid, net als bijna alle onbekwaamheden worden overgeheveld naar de vrederechter.

## Artikel 158

Met deze bepaling wordt artikel 617, eerste lid, aangepast aan de verhoging van de bedragen in artikel 590 van het Gerechtelijk Wetboek.

## Artikelen 159 en 160

Dit artikel herinnert eraan dat in de geschillen waarbij partijen een minderjarig kind hebben, de territoriale bevoegdheid van de familierechtbank bepaald blijft door de woonplaats van het kind, of bij gebreke aan woonplaats de gebruikelijke verblijfplaats van deze laatste; met uitsluiting dus van de criteria voorzien in de artikelen 626 en 828 (1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 18<sup>o</sup>) van het Gerechtelijk Wetboek. Deze criteria blijven in elk geval van toepassing wanneer de partijen geen minderjarige kinderen hebben. Het gaat over; onderhoudsuitkeringen (artikel 626), de vorderingen in echtscheiding en feitelijke scheiding (artikel 626, 1<sup>o</sup>), de vorderingen omtrent het huwelijksvermogensrecht van de echtgenoten (artikel 626, 2<sup>o</sup>), en de te nemen maatregelen in het kader van het wettelijk samenwonen (artikel 626, 18<sup>o</sup>).

## Artikelen 161 en 162

Deze artikelen integreren de bevoegdheid van de familierechtbank in de materies betreffende de internationale kinderontvoeringen.

## Artikel 163

Dit artikel herstelt artikel 638 van het Gerechtelijk Wetboek en voegt aldus een afwijking in van de gemene territoriale bevoegdheidsregels voor bepaalde zaken die tot de bevoegdheid van de familiekamers van de familierechtbank behoren.



Le premier paragraphe rend compétent, lorsque les parties ont un enfant mineur, le tribunal de la famille de du domicile du mineur et à défaut de la résidence habituelle du mineur dans les causes qui le concernent.

La notion de domicile demeure première parce que c'est une notion stable dans l'ordre juridique belge. Elle permet de définir avec précision le tribunal compétent sans qu'il y ait d'interprétations subjectives. La notion de résidence habituelle définie dans le Code de droit international privé reprend, quant à elle, une notion de fait définie sur le plan international et qui est de plus en plus utilisée soit au niveau des instruments juridiques européens, soit même au niveau du code de droit international privé belge, et même dans le Code judiciaire.

La notion de résidence habituelle est définie à l'article 4 du Code belge de droit international privé :

« 1° le lieu où une personne physique s'est établie à titre principal, même en l'absence de tout enregistrement et indépendamment d'une autorisation de séjourner ou de s'établir dans ce lieu, il est tenu compte, en particulier, de circonstances de nature personnelle ou professionnelle qui révèlent des liens durables avec ce lieu ou la volonté de nouer de tels liens. »

Lorsque les parties n'ont pas d'enfant mineur en commun la compétence territoriale est régie par le droit commun, soit par l'article 624 du Code judiciaire qui lui-même renvoie éventuellement à des dispositions particulières en matière familiale.

Le deuxième paragraphe affirme le caractère immuable de la compétence du tribunal de la famille.

Il s'agit bien de l'affirmation de deux principes essentiels de la création de ce tribunal de la famille :

— « une famille — un dossier »;

— ainsi que du principe qui instaure la continuité de la compétence, dès lors que la chambre qui a examiné le dossier le devra le suivre ultérieurement, dans la mesure du possible des organisations des tribunaux.

Dans le cadre de la saisine permanente, les causes sont attribuées à la chambre de la famille qui avait examiné auparavant les demandes entre les mêmes parties. Une seule exception est prévue à cette disposition, à savoir les causes relatives à des successions, des testaments et des donations.

Si en principe, la compétence territoriale de la chambre de la famille du tribunal de la famille et de la jeunesse fondée sur l'article 638 est immuable, cette règle connaît toutefois une exception.

De eerste paragraaf maakt de familierechtbank bevoegd, zo de partijen een minderjarig kind hebben, van de gewone verblijfplaats van de minderjarige in die zaken die op hem betrekking hebben.

De notie woonplaats primeert nu deze notie stabiel is in de belgische rechtsorde. Ze laat toe om met precisie de bevoegde rechtbank aan te duiden zonder enige subjectieve interpretatie. De notie gewone verblijfplaats zoals gedefinieerd in het Internationaal Privaat Recht, herneemt een feitelijke notie zoals gedefinieerd op internationaal vlak, en die steeds meer wordt gebruikt, zij het op het Europees niveau, zij het zelfs op het niveau van het belgisch internationaal privaatrecht, en zij het zelfs in het Gerechtelijk Wetboek.

De notie van de gewone verblijfplaats is gedefinieerd in artikel 4 van het Belgisch Internationaal Privaatrecht :

« 1° de plaats waar een natuurlijke persoon zich hoofdzakelijk heeft gevestigd, zelfs bij afwezigheid van registratie en onafhankelijk van een verblijfs- of vestigingsvergunning; om deze plaats te bepalen, wordt met name rekening gehouden met omstandigheden van persoonlijke of professionele aard die duurzame banden met die plaats aantonen of wijzen op de wil om die banden te scheppen. »

Wanneer de partijen geen gemeenschappelijke minderjarige kinderen hebben wordt de territoriale bevoegdheid bepaald door het gemeen recht, namelijk door artikel 624 Gerechtelijk Wetboek dat zelf verwijst naar specifieke bepalingen in familiale materies.

De tweede paragraaf bevestigt het onveranderlijk karakter van bevoegdheden van de familierechtbank

Het gaat wel delijk om de bevestiging van twee essentiële principes aangaande de bevoegdheid van de familierechtbank :

— « een familie — één dossier »;

— een het principe dat de continuïteit van de bevoegdheid vaststelt, namelijk dat de kamer die het dossier reeds behandelde het nadien ook in de mate van het mogelijke, rekening houdende met de organisatie van de rechtbanken, verder zal behandelen.

Deze zaken worden toegewezen aan de familie-kamer die eerder deze soorten vorderingen heeft behandeld tussen dezelfde partijen. Hierop wordt één uitzondering voorzien, namelijk zaken betreffende erfenissen, testamenten en schenkingen.

In principe is de territoriale bevoegdheid van de familiekamer van de familierechtbank die gegrond is in artikel 638 onveranderbaar. Op dit principe is echter een uitzondering voorzien.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 prévoit en effet la possibilité pour le juge de transférer l'affaire au tribunal de la famille et de la jeunesse d'un autre arrondissement d'office ou à la demande des parties ou du ministère public. Il peut le faire s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt de l'enfant ou dans l'intérêt de l'administration d'une bonne justice. Le juge doit motiver cette décision et celle-ci lie le juge auquel le dossier est transféré. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours, hormis l'appel du procureur du Roi.

Enfin, le troisième paragraphe prévoit que l'article 638, §§ 1<sup>er</sup> et 2, ne s'applique pas aux causes relatives aux actes d'état civil — en ce compris celle visée par l'article 62*bis* du Code civil (changement de sexe) —, à la déclaration d'absence d'une personne, aux demandes visées aux articles 633*sexies* et *septies*, aux demandes relatives à une adoption, ainsi que dans le cadre des successions, testaments, et donations.

#### Article 164

Le nouvel article 638*bis* du Code judiciaire peut-être considéré comme le pendant de l'article 638, § 1<sup>er</sup>, mais pour le juge de paix.

Il est également question ici d'une dérogation aux règles ordinaires de compétence territoriale en faveur du juge de paix du domicile ou de la résidence habituelle.

#### Article 165

Cette modification de l'article 639, alinéa 2, requiert que, lorsque le greffier transmet le dossier de la procédure, il doive aussi transmettre le dossier familial.

#### Article 166

Cette modification adapte l'article 708 du Code judiciaire à l'existence du tribunal de la famille et au principe selon lequel ce tribunal examinera lui-même les affaires urgentes.

#### Article 167

La modification apportée par cet article est comparable à la modification introduite par l'article 639, alinéa 2, du Code judiciaire. Ici également, l'objectif est que, lorsque le greffier transmet le dossier de la procédure, le dossier familial dont ce dernier fait éventuellement partie soit également transmis.

Lid 2 van paragraaf 2 voorziet immers in een mogelijkheid voor de rechter om ambtshalve, op verzoek van de partijen of op verzoek van het openbaar ministerie de zaak over te dragen aan de familierechtbank van een ander arrondissement. Hij kan dit doen als hij van mening is dat dit noodzakelijk is in het belang van het kind of in het belang van een goede rechtsbedeling. De rechter moet deze beslissing motiveren en zijn beslissing bindt de rechter aan wie het dossier werd overgedragen. Tegen de beslissing staat geen rechtsmiddel open, tenzij hoger beroep door de procureur des Konings.

Tot slot, de derde paragraaf voorziet dat artikel 638, §§ 1 en 2, geen toepassing kent voor de zaken betreffende op de de burgerlijke staat, aan de verklaringen van afwezigheid, op de verzoeken bedoeld in de artikelen 633*sexies* en *septies*, op de verzoeken met betrekking tot adoptie, en dusdanig ook in het kader van de erfopvolging, testamenten en schenkingen.

#### Artikel 164

Het nieuwe artikel 638*bis* van het Gerechtelijk Wetboek kan worden beschouwd als de tegenhanger van artikel 638, § 1, maar dan voor de vrederechter.

Ook hier is sprake van een afwijking van de gemene territoriale bevoegdheidsregels ten voordele van de vrederechter van de woonplaats of van de gebruikelijke verblijfplaats.

#### Artikel 165

Deze wijziging van artikel 639, tweede lid, zorgt ervoor dat wanneer de griffier het dossier van de rechtspleging verzendt, ook het familiedossier waarin het eventueel is opgenomen, wordt overgezonden.

#### Artikel 166

Door deze wijziging wordt artikel 708 van het Gerechtelijk Wetboek aangepast aan het bestaan van de familierechtbank en aan het principe dat deze rechtbank zelf de spoedeisende zaken zal behandelen.

#### Artikel 167

Hier wordt een aanpassing doorgevoerd die vergelijkbaar is met de wijziging van het artikel 639, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Ook hier is het de bedoeling dat wanneer de griffier het dossier van de rechtspleging doorstuurt, ook het familiedossier waarin het eventueel is opgenomen, wordt overgezonden.

## Article 168

En vue d'une application fluide du nouvel article 1253*bis* du Code judiciaire, le principe du dossier familial est introduit dans le nouvel article 725*bis*.

Le dossier familial se compose de tous les dossiers soumis au tribunal de la famille qui se rapportent, soit à un couple ayant des enfants communs, soit à un couple marié sans enfant commun, soit à un couple de cohabitants légaux sans enfant commun.

Cela signifie que, lorsqu'un dossier familial est créé, pour toute affaire ultérieure qui intervient entre les mêmes parties, le dossier de la procédure est joint au dossier familial existant, sauf si l'on se trouve dans l'un des cas visés par l'article 638, § 3, du Code judiciaire.

Cela signifie également que toutes les affaires qui entrent dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, la prise en charge de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et la réparation du dommage causé par ce fait, ne seront pas intégrées au dossier familial car elles ne répondent pas aux critères de l'article 638, § 2. Ces affaires seront reprises dans un dossier protectionnel relatif au même enfant.

Il est à préciser enfin que les concubins sans enfants ne sont pas visés par la compétence du tribunal de la famille. Ils dépendent du tribunal de première instance uniquement.

## Article 169

Cette modification de l'article 747, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est à nouveau une adaptation à l'existence du tribunal de la famille et au principe selon lequel ce tribunal examinera lui-même les affaires urgentes.

## Article 170

Cette modification rend la communication au ministère public dans les affaires énumérées dans l'article 764 du Code judiciaire également obligatoire pour les demandes devant le juge de paix.

## Artikel 168

Met het oog op de vlotte toepassing van het nieuwe artikel 1253*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, wordt in het nieuwe artikel 725*bis* het principe van het familie-dossier ingevoerd.

Dit familiedossier bevat alle dossiers voorgebracht aan de familierechtbank en die betrekking hebben op elkaar, hetzij van een koppel met gemeenschappelijke kinderen, hetzij van een getrouwd koppel zonder gemeenschappelijke kinderen, hetzij van een wettelijk samenwonend koppel zonder gemeenschappelijke kinderen.

Dit betekent dat wanneer een familiedossier is samengesteld, voor iedere volgende zaak die tussen dezelfde partijen wordt gevoerd, het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd aan het reeds bestaande familiedossier, behalve wanneer men zich in een geval bevindt zoals voorzien in artikel 638, § 3, Gerechtelijk Wetboek.

Dit betekent ook dat alle zaken die vallen binnen het kader van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minder-jarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, niet in het familiedossier worden opgenomen, aangezien deze zaken niet beantwoorden aan de criteria van artikel 638, § 2. Deze zaken zullen worden opgenomen in een protectioneel dossier betreffende hetzelfde kind.

Er moet worden gepreciseerd dat de feitelijk samenwonenden zonder kinderen niet worden opgenomen in de bevoegdheden van de familie- en jeugdrechtbank. Zij hangen uitsluitend af van de rechtbank van eerste aanleg,

## Artikel 169

De wijziging van artikel 747, § 3, eerste lid, is opnieuw een aanpassing aan het bestaan van de familierechtbank en aan het principe dat deze rechtbank zelf de spoedeisende zaken zal behandelen.

## Artikel 170

Door deze wijziging wordt de mededeling aan het openbaar ministerie in de zaken opgesomd in artikel 764 van het Gerechtelijk Wetboek, ook verplicht gesteld in vorderingen voor de vrederechter.

## Article 171

L'article 765 du Code judiciaire est devenu superflu, vu le prescrit de l'article 138*bis* du Code judiciaire et vu le nouvel article 8 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

## Article 172

Vu l'introduction des nouveaux articles 1004*bis* et ter relatifs à l'audition de mineurs, seuls les deux premiers alinéas de l'article 931 doivent être maintenus.

Dans le deuxième alinéa du nouvel article 931, il est en outre inséré un renvoi à l'article 1004*bis*, lequel reçoit ainsi la préférence.

## Article 173

Cet article insère une nouvelle section VII*bis* intitulée «L'audition de mineurs» dans la quatrième partie, livre II, titre III, chapitre VIII, du Code judiciaire.

## Article 174

Le premier paragraphe du nouvel article 1004*bis* du Code judiciaire définit le champ d'application de la réglementation applicable à l'audition des mineurs. Il s'agit des causes civiles qui concernent le mineur.

Le paragraphe 2 vise les mineurs de moins de douze ans, tandis que le paragraphe 3 concerne les mineurs de plus de douze ans.

Le mineur qui n'a pas encore atteint l'âge de douze ans a le droit d'être entendu à sa demande ou à la demande d'une partie. Le juge peut en outre décider d'office d'inviter le mineur afin de l'entendre.

Cet article s'inscrit dans le respect de l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant et crée un droit du jeune à pouvoir exprimer son opinion dans toutes les procédures civiles qui le concernent. Le juge devra, par la suite prendre en considération cette opinion en tenant compte de l'âge et du degré de maturité du mineur, ainsi que tous les autres éléments dont il dispose. Si le juge considère que l'enfant

## Artikel 171

Artikel 765 van het Gerechtelijk Wetboek is overbodig geworden, gelet op het bepaalde in artikel 138*bis* van het Gerechtelijk Wetboek en gelet op het nieuwe artikel 8 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

## Artikel 172

Gelet op de invoering van de nieuwe artikelen 1004*bis* en ter betreffende het horen van minderjarigen, dienen enkel de eerste twee leden van artikel 931 te worden behouden.

In het tweede lid van het nieuwe artikel 931 wordt daarenboven een verwijzing ingevoegd naar artikel 1004*bis*, waardoor dit laatste artikel voorrang krijgt.

## Artikel 173

Dit artikel voegt een nieuwe afdeling VII*bis* in, luidende «Het horen van minderjarigen», in het vierde deel, boek II, titel III, hoofdstuk VIII, van het Gerechtelijk Wetboek.

## Artikel 174

De eerste paragraaf van het nieuwe artikel 1004*bis* van het Gerechtelijk Wetboek omschrijft het toepassingsgebied van de regeling.

De tweede paragraaf: beoogt de minderjarigen die de leeftijd van twaalf jaar nog niet hebben bereikt, daar waar paragraaf 3 betrekking heeft op de minderjarigen die de leeftijd van twaalf jaar wel al hebben bereikt.

De minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar nog niet heeft bereikt, heeft het recht te worden gehoord op eigen verzoek of op verzoek van een partij. De rechter kan daarnaast ook ambtshalve beslissen om de minderjarige uit te nodigen om hem te horen.

Dit artikel is ingeschreven met respect voor artikel 12 van de Internationale Conventie op de Rechten van het Kind en creert een recht voor de jongere zijn mening uit te drukken in elke burgerlijke procedure die hem aanbelangt. De rechter moet deze mening in overweging nemen, rekening houdende met de leeftijd en de graad van maturiteit van de minderjarige, evenals met alle andere elementen die hij ter

manque de discernement, il l'indiquera dans le procès-verbal de l'audition.

Cette obligation d'entendre le mineur à sa demande ou à la demande d'une partie n'est toutefois pas absolue. En effet, si le mineur a déjà été entendu au cours de la procédure ou dans une instance précédente, le juge n'est pas tenu d'accéder à sa demande si aucun élément nouveau ne justifie l'audition. Le juge peut en outre refuser l'entretien si le mineur ne dispose pas de la capacité de discernement requise. Ce refus doit toutefois être spécialement motivé. Cette décision de refus du juge n'est susceptible d'aucun recours.

Les mineurs de plus de douze ans ont, eux aussi, le droit d'être entendus. À cette fin, le greffe du tribunal de la famille leur envoie automatiquement une invitation à laquelle ils sont libres de répondre favorablement ou non.

Les modalités d'invitation sont réglées dans l'article 1004<sup>ter</sup>. Une copie du courrier d'invitation est également envoyée à l'avocat du mineur lorsque le mineur a émis le souhait d'être assisté par un avocat de son choix. Si le mineur n'a toutefois pas choisi d'avocat, la copie est envoyée au bâtonnier en vue de la désignation d'un avocat conformément à l'article 508/26 du Code judiciaire.

Le paragraphe 4 apporte des précisions quant au déroulement de l'audition, et quant au procès-verbal qui doit ensuite être rédigé.

Le mineur est entendu par le juge ou par la personne qu'il désigne, en un lieu que le juge considère comme approprié et en dehors de la présence de quiconque sauf, le cas échéant, de l'avocat du mineur. Les auteurs de la proposition rappellent toutefois qu'il est préférable que ce soit le magistrat qui entende l'enfant dès lors que le mineur ressent souvent le besoin d'être entendu par celui qui « décidera ».

La loi impose par ailleurs la rédaction d'un procès-verbal reprenant les propos du mineur. Cette exigence participe du respect des droits des parties à la cause. L'enfant a le droit d'exprimer son opinion s'il le souhaite mais celle-ci est soumise aux débats.

Il est fait lecture du compte rendu de l'audition au mineur et ce compte rendu doit contenir une déclaration signée par le juge concernant la date à laquelle il a été fait lecture de ce compte rendu. Le compte rendu n'est signé ni par le mineur, ni par son avocat. Le

beschikking heeft. Wanneer de rechter beslist dat de jongere onderscheidingsvermogen mist, tekent hij dat op in het proces-verbaal.

Deze verplichting om de minderjarige op zijn verzoek of op verzoek van een partij te horen, is echter niet absoluut. Immers, indien de minderjarige in de loop van de rechtspleging of in een vorige aanleg reeds is gehoord, dan is de rechter niet verplicht op het verzoek in te gaan wanneer er geen nieuw element is dat een verhoor rechtvaardigt. Daarnaast kan de rechter het onderhoud weigeren als de minderjarige niet over het vereiste onderscheidingsvermogen beschikt. Dit laatste moet echter speciaal worden gemotiveerd. Tegen deze weigeringsbeslissing van de rechter staat geen hoger beroep open.

De minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar wel heeft bereikt hebben ook het recht te worden gehoord. De griffier van de familie stuurt hun automatisch een uitnodiging op waarop zij vrij zijn al dan niet vrijwillig te antwoorden.

De wijze van uitnodigen wordt geregeld in artikel 1004<sup>ter</sup>. Een afschrift van de uitnodiging wordt ook aan de advocaat van de minderjarige gestuurd, indien deze laatste de wens heeft uitgedrukt om door een advocaat van zijn keuze te worden bijgestaan. Indien de minderjarige echter geen advocaatskeuze heeft gedaan, dan wordt het afschrift gestuurd naar de Stafhouder met het oog op de aanstelling van een advocaat overeenkomstig artikel 508/26 van het Gerechtelijk Wetboek.

De vierde paragraaf brengt preciseringen aan wat betreft het verloop van het verhoor, en ook wat betreft het proces-verbaal dat dient te worden opgemaakt.

De minderjarige wordt door de rechter of door de persoon die hij aanwijst gehoord op een plaats die de rechter geschikt acht en dit buiten de aanwezigheid van wie ook uitgezonderd, in voorkomend geval, de advocaat van de minderjarige. De auteurs van het voorontwerp van wet herinneren eraan dat het de voorkeur geniet dat de minderjarige wordt gehoord door de rechter nu de minderjarige veelal de nood voelt om te worden gehoord door degene die « beslist ».

De wet legt de redactie van een proces-verbaal op waarin de woorden van de minderjarige worden opgenomen. Deze vereiste komt tegemoet aan het respect voor de rechten van partijen in het geding. Het kind heeft het recht om zijn mening uit te drukken wanneer hij dit wenst, maar dit wordt toegevoegd aan het debat.

Het verslag van het onderhoud wordt voorgelezen aan de minderjarige en het verslag moet een verklaring inhouden ondertekend door de de rechter, waarin de datum van de voorlezing van het verslag is opgenomen. Het verslag wordt noch door de minderjarige, noch

mineur entendu est néanmoins informé que les parties pourront en prendre connaissance.

Les frais occasionnés par l'audition sont, le cas échéant, partagés entre les parties.

On rappellera que le juge peut aussi choisir de faire entendre le mineur dans le cadre d'une mesure d'investigation dont le mode opératoire et les objectifs sont alors différents.

Enfin, le paragraphe 5 rappelle que l'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie au procès.

Cette précision a semblé fondamentale aux auteurs de la proposition de loi qui ont délibérément voulu protéger le mineur en ne l'impliquant pas dans des litiges qui le dépassent et qui auraient pour effet de le mettre dans un conflit de loyauté particulièrement traumatisant pour un enfant.

#### Article 175

L'article 1004<sup>ter</sup> traite de l'invitation du mineur à l'audition. Le Roi établira un modèle de courrier d'invitation.

#### Article 176

Cette disposition adapte l'article à la terminologie et à la compétence du tribunal de la famille. Lorsque, dans le Code judiciaire la compétence était celle du président du tribunal, en matière familiale, c'est bien la chambre de la famille qui traite maintenant toutes les matières en ce compris celles qui relèvent de l'urgence.

#### Article 177

La matière des scellés est laissée au juge de paix tandis que l'inventaire est transféré au tribunal de la famille car lié le plus souvent à des successions et liquidations de régime matrimonial.

#### Article 178

L'inventaire a été confié au tribunal de la famille. Il est en effet le plus souvent lié à des successions et liquidations de régime matrimonial. Dans un souci de rationalisation des compétences, il a donc été attribué au tribunal de la famille.

door zijn advocaat ondertekend. Desalniettemin wordt de gehoorde minderjarige geïnformeerd over het feit dat de partijen kennis kunnen nemen van het verslag.

De kosten verbonden aan het onderhoud worden in voorkomend geval over de partijen verdeeld.

Men herinnert eraan dat de rechter ook kan verkiezen om de minderjarige te laten horen in het kader van een onderzoeksmaatregel, maar dan is de wijze van handelen en de doelstelling totaal anders.

Tot slot, de vijfde paragraaf herinnert eraan dat het verhoor van de minderjarige hem zeker geen partij maakt in het geding.

Deze precisie bleek fundamenteel voor de auteurs van dit wetsvoorstel nu zij de minderjarige uitdrukkelijk wilden beschermen om niet middenin in een geschil te komen dat aan hem voorbijgaat, en dat voor effect zou kunnen hebben hem in een loyaliteitsconflict te brengen, hetgeen zeer traumatiserend is voor een kind.

#### Artikel 175

Artikel 1004<sup>ter</sup> handelt over de uitnodiging van de minderjarige voor het horen. De Koning zal een model van oproepingsbericht maken.

#### Artikel 176

Deze bepaling past het artikel aan aan de terminologie en de bevoegdheden van de familierechtbank. Want in het Gerechtelijk Wetboek is dit de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank, in familie-zaken is het wel degelijk de familiekamer die al de materies behandelt, inbegrepen de spoedeisende.

#### Artikel 177

De materies omtrent de verzegeling zijn bij de vrederechter gelaten, daar waar het opmaken van een inventaris wordt getransfereerd naar de familie- en jeugdrechtbank omwille van het feit dat dit sterk is gerelateerd aan de problematiek rond erfreisrecht en de vereffening van het huwelijksvermogen.

#### Artikel 178

De inventaris werd toevertrouwd aan de familierechtbank. Ze is meestal gerelateerd aan de erfopvolging en de verdeling van het huwelijksvermogen. Met het oog op een rationaliseren van de bevoegdheden werd ze dan ook toegewezen aan de familie- en jeugdrechtbank.

Dans les matières d'incapacités, mais également dans le cadre de successions impliquant un enfant mineur ou un incapable, c'est au juge de paix, au titre de ses compétences générales en matière d'incapacités, que la compétence d'ordonner un inventaire revient.

#### Article 179

Le notaire doit être choisi par le tribunal de la famille pour l'inventaire en cas de conflit entre les parties.

#### Article 180

Cet article adapte le texte au prescrit de l'article 1178 du Code judiciaire.

#### Article 181

En fonction des cas d'inventaire, si l'inventaire a lieu en raison d'un mineur d'âge ou d'un incapable, c'est au juge de paix qu'il faut en référer ou dans les cas de succession ou de régime matrimonial au tribunal de la famille

#### Article 182

Toute la matière de la succession est dévolue au tribunal de la famille. C'est donc bien au greffe de celui-ci que la renonciation à succession doit se réaliser

#### Articles 183 à 189

Ces articles adaptent des dispositions du Code judiciaire à la compétence du tribunal de la famille.

#### Article 190

Cet article adapte la terminologie: les ventes d'immeubles impliquant des incapables sont attribuées au juge de paix est compétent; tandis que les successions et les liquidations de régimes matrimoniaux sont attribués au tribunal de la famille.

In de materie onbekwamen, en ook wat betreft de problematiek van de erfenisrechten van een minderjarige of van een onbekwame is het wel degelijk de vrederechter, gelet op zijn algemene bevoegdheden wat betreft onbekwamen, die bevoegd moet zijn om de opmaak van een inventaris al dan niet te bevelen.

#### Artikel 179

De notaris bevoegd voor het opmaken van een inventaris moet worden gekozen door de familierechtbank in het geval van conflict tussen de partijen.

#### Artikel 180

Dit artikel past de tekst aan aan hetgeen is bepaald in artikel 1178 Gerechtelijk Wetboek.

#### Artikel 181

Indien de boedelbeschrijving plaatsgrijpt omwille van een minderjarige of een onbekwame, dient men zich wat betreft de boedelbeschrijving tot de vrederechter wenden, en voor het erfrecht en het huwelijksvermogensrecht tot de familierechtbank.

#### Artikel 182

Alle materies betreffende erfenisrecht werden toebedeeld aan de familie- en jeugdrechtbank. Het is dan ook op haar griffie dat de verwerping van een nalatenschap dient te gebeuren.

#### Artikelen 183 tot 189

Deze artikelen passen de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek aan aan de bevoegdheden van de familie- en jeugdrechtbank.

#### Artikel 190

Dit artikel past de terminologie aan: de verkoop van onroerende goederen van onbekwamen worden toevertrouwd aan de vrederechter; daar waar de erfopvolging en de vereffening van de huwelijksvermogens worden toevertrouwd aan de familierechtbank.

## Articles 191 à 199

La terminologie des articles est adaptée en fonction des nouvelles compétences

## Article 200

La matière de l'absence a été laissée au tribunal de la famille et ce, afin d'assurer une cohérence tant au niveau de la présence indispensable du ministère public dans ces dossiers délicats, qu'en ce qui concerne la gestion de la succession une fois que la déclaration de décès a été effectuée.

## Article 201

Les successions vacantes sont, comme pour le reste des successions, attribuées au tribunal de la famille.

## Articles 202 à 220

Toute la matière de l'adoption, de la compétence du tribunal de la jeunesse, relèvera de la compétence du tribunal de la famille.

L'ensemble de la terminologie est dès lors adaptée dans les textes.

## Article 221

Il est adéquat d'introduire la possibilité pour toute personne à l'action de demander que le mineur soit représenté par un tuteur *ad hoc* comme c'est le cas pour le procureur du Roi.

## Articles 222 et 223

Ces articles adaptent la terminologie à la compétence du tribunal de la famille.

## Article 224

Cet article vise à mettre en confirmation la disposition de l'article 1233 du Code judiciaire avec les modifications intervenues au niveau de l'audition du mineur.

## Artikelen 191 tot 199

De terminologie van deze artikelen werd aangepast aan de nieuwe bevoegdheden.

## Artikel 200

De materie omtrent de afwezigheid werd bij de familie- en jeugdrechtbank gelaten teneinde de noodzakelijke aanwezigheid van het openbaar ministerie te garanderen in deze delicate dossiers, wat betreft de behandeling van de erfenis eens de verklaring van overlijden is gebeurd.

## Artikel 201

De onbeheerde nalatenschappen zijn, zoals voor de rest van de erfenissen toevertrouwd aan de familie- en jeugdrechtbank.

## Artikelen 202 tot 220

De integrale materie aangaande de adoptie, behorende tot de bevoegdheid van de jeugdrechtbank, zal onder de bevoegdheid komen van de familierechtbank.

Het geheel van de terminologie is daarom aangepast in de tekst.

## Artikel 221

Het is adequaat om in de mogelijkheid te voorzien dat éénieder die partij is in het geschil, de vraag kan stellen tot de aanstelling van een voogd *ad hoc* ter vertegenwoordiging van de minderjarige, zoals het reeds het geval is voor de procureur des Konings.

## Artikelen 222 en 223

De terminologie van deze artikelen werd aangepast aan de nieuwe bevoegdheden.

## Artikel 224

Dit artikel beoogt om de inhoud van artikel 1233 Gerechtelijk Wetboek in overeenstemming te brengen met de wijzigingen die zijn aangebracht omtrent het horen van de minderjarigen.



## Article 225

L'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale doit être constatée par le tribunal de la famille dans le cadre de ses compétences concernant l'autorité parentale de l'enfant, alors même que cette demande débouchera sur une tutelle qui sera organisée par le juge de paix dans sa compétence générale en matière d'incapacités.

La déclaration d'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale, avant supportée par le tribunal de première instance sur demande du procureur du Roi, doit être poursuivie par le tribunal de la famille et ce, d'autant plus que le ministère public est présent à ces audiences.

## Article 226

La compétence de l'interdiction est transférée au juge de paix dans sa compétence relative aux incapacités. L'article est donc adapté à ce transfert de compétence.

## Articles 227 à 230

Ces articles adaptent la terminologie suite au transfert de compétence vers le juge de paix.

## Article 231

L'article est simplifié pour se conformer au transfert de compétence de la matière de l'interdiction vers le juge de paix.

## Article 232

Cet article adapte la terminologie suite au transfert de compétence vers le juge de paix.

## Article 233

Cet article modifie l'intitulé du chapitre *Xbis* dans la quatrième partie, livre IV, du Code judiciaire. Le nouvel intitulé est rédigé comme suit : « Des demandes des parents, des époux et des cohabitants légaux relatives à leurs droits et devoirs respectifs, et des demandes relatives au régime matrimonial des époux ». Cet intitulé correspond en effet mieux au contenu modifié du chapitre, dont la vocation est de définir les règles applicables devant le tribunal de la famille dans le cadre de ces procédures.

## Artikel 225

De onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen moet worden vastgesteld door de familierechtbank binnen zijn bevoegdheid aangaande de uitoefening van het ouderlijk gezag, zelfs wanneer het verzoek betrekking heeft op een voogdij die zal worden georganiseerd door de vrederechter binnen het kader van zijn algemene bevoegdheid wat betreft de onbekwamen.

Deze bevoegdheid, reeds voordien op verzoek van het openbaar ministerie aanhangig gemaakt bij de rechtbank van eerste aanleg, dient verder te worden behandeld door de familierechtbank nu het openbaar ministerie aanwezig is op de zittingen.

## Artikel 226

De bevoegdheden omtrent onbekwamen wordt overgeheveld naar de vrederechter, dit gelet op diens bevoegdheden aangaande onbekwamen. Het artikel is aangepast, gelet op deze overdracht van bevoegdheden.

## Artikelen 227 tot 230

Deze artikelen passen de terminologie aan gelet op de transfer van bevoegdheden naar de vrederechter.

## Artikel 231

Dit artikel werd vereenvoudigd om conform te zijn aan de transfer van bevoegdheden aangaande onbekwamen naar de vrederechter.

## Artikel 232

Dit artikel past de terminologie aan gelet op de transfer van bevoegdheden naar de vrederechter.

## Artikel 233

Dit artikel wijzigt het opschrift van hoofdstuk *Xbis* in het vierde deel, boek IV, van het Gerechtelijk Wetboek. Het nieuwe opschrift luidt als volgt : « Vorderingen van ouders, echtgenoten en wettelijk samenwonenden betreffende hun wederzijdse rechten en verplichtingen en vorderingen betreffende het huwelijksvermogensstelsel ». Dit opschrift sluit beter aan bij de gewijzigde inhoud van het hoofdstuk.

## Article 234

Le nouvel article 1253*bis*/1 rappelle que la procédure des articles 700 à 806 du Code judiciaire sont applicables devant le tribunal de la famille, sans préjudice des règles particulières développées sous le titre nouveau visé par l'article 233 du projet.

Le nouvel article 1253*bis*/2 insiste sur le fait que, lorsque le dossier de la procédure est intégré dans un dossier familial, le juge doit tenir compte de tous les éléments utiles figurant dans le dossier familial complet. De cette manière, la cause individuelle est examinée sous une perspective qui englobe les antécédents familiaux en matière judiciaire. Cette disposition permettra donc au juge de la famille d'être beaucoup mieux informé de la situation familiale réelle des parties et donc, d'être beaucoup plus à même de trouver la solution la plus adaptée.

## Article 235

Le nouvel article 1253*ter*/1 du Code judiciaire a pour objectif de stimuler la médiation dans certaines affaires qui relèvent de la compétence du tribunal de la famille.

Les matières exactement visées sont précisées dans le premier alinéa par une référence à l'article 1253*ter*/4, § 2. Il s'agit plus précisément :

1° des demandes de mesures entre époux et entre cohabitants légaux;

2° des demandes relatives à l'autorité parentale;

3° des demandes relatives au régime d'hébergement et au droit aux relations personnelles;

4° des demandes relatives aux obligations alimentaires.

L'objectif n'est pas de rendre la médiation obligatoire dans de telles causes, mais d'obliger les parties à s'informer de l'existence de celle-ci. Les parties doivent en effet assister (ensemble ou séparément) à une séance, individuelle ou collective, d'information sur la médiation familiale auprès d'un médiateur agréé, qui ne peut être l'avocat d'une des parties. Après avoir assisté à cette séance, la partie recevra une attestation qui prouvera sa participation et qu'elle devra fournir au juge au plus tard lors de l'audience d'introduction. Le Roi règle les modalités de ces sessions d'information.

Ces sessions pourront être au choix des séances collectives qui seraient organisées par un arrêté royal

## Artikel 234

Het nieuw artikel 1253*bis*/1 herinnert eraan dat de procedures voorzien in de artikelen 700 tot 806 van het Gerechtelijk Wetboek toepasselijk zijn voor de familierechtbank, zonder nadeel te doen aan de bijzondere regels uitgeschreven onder de nieuwe afdeling van artikel 233 van het project.

Het nieuwe artikel 1253*bis*/2 benadrukt het feit dat wanneer het dossier van de rechtspleging is opgenomen in een familiedossier, de rechter rekening moet houden met alle nuttige elementen die voorkomen in het gehele familiedossier. Op deze manier wordt de individuele zaak bekeken vanuit een perspectief dat rekening houdt met het familiaal gerechtelijk verleden. Deze bepaling laat toe dat de rechter in familie- en jeugdzaken veel beter geïnformeerd is over de reële familiale situatie van de partijen en dat hij dus veel beter in staat is om de meest gepaste oplossing te vinden.

## Artikel 235

De bedoeling van het nieuwe artikel 1253*ter*/1 van het Gerechtelijk Wetboek is om de bemiddeling een stimulans te geven in bepaalde zaken die tot de bevoegdheid horen van de familierechtbank.

Welke zaken dit precies zijn, wordt duidelijk gemaakt in de eerste alinea, die hierbij verwijst naar de eerste alinea van artikel 1253*ter*/4, § 2. Het gaat meer bepaald om :

1° vorderingen met betrekking tot maatregelen onder echtgenoten en onder wettelijk samenwonenden;

2° vorderingen met betrekking tot ouderlijk gezag;

3° vorderingen met betrekking tot de verblijfsregeling en het recht op persoonlijk contact;

4° vorderingen betrekking hebbende op onderhoudsverplichtingen;

Het doel is niet om de bemiddeling in dergelijke zaken verplicht te maken, maar om de partijen te verplichten zich te informeren daaromternt. De partijen dienen (apart of gezamenlijk) een informatiesessie bij te wonen over familiale bemiddeling bij een erkende bemiddelaar die geen advocaat mag zijn van een van de partijen. Na het bijwonen van deze sessie krijgt de partij een attest dat zijn deelname bewijst en dat hij ten laatste op de inleidingszitting aan de rechter moet voorleggen. De Koning regelt de modaliteiten van deze informatiesessies.

Deze sessies kunnen collectieve sessies zijn die worden georganiseerd door een koninklijk besluit of

ou par des sessions individuelles en couple ou individuellement auprès d'un médiateur agréé.

Si une des parties ne produit pas cette attestation, le juge suspend la procédure, sauf circonstances exceptionnelles ou défaut de la partie défenderesse, afin de permettre à cette partie d'assister à une séance d'information. Une situation de violence familiale peut être considérée comme un exemple de circonstances exceptionnelles. Ces circonstances exceptionnelles sont spécialement motivées dans le jugement définitif. La durée de la suspension ne peut pas excéder un mois.

Si, sans motif valable, une partie n'a pas produit d'attestation ou refuse d'assister à une session d'information, le juge peut faire application de l'article 780*bis* pour infliger une amende.

Outre les éventuelles circonstances exceptionnelles, le dernier alinéa de l'article 1235*ter*/1 comporte encore deux exceptions à l'obligation d'assister à une session d'information, à savoir :

1° quand les parties souhaitent faire acter ou homologuer un accord portant sur l'ensemble du litige soumis au juge;

2° quand les parties ont, le cas échéant, déjà assisté à une session d'information pour une autre cause dans le même dossier familial tel que visé à l'article 725*bis*. L'important réside en effet dans le fait que les parties connaissent l'existence de la médiation, ses implications, ses avantages et limites.

#### Article 236

Le nouvel article 1253*ter*/2 du Code judiciaire traite de la comparution personnelle des parties. Le champ d'application est limité aux causes concernant des mineurs.

Dans de telles causes, les parties sont tenues de comparaître en personne, assistées ou non d'un avocat, aux audiences durant lesquelles les questions relatives au mineur seront évoquées, à l'audience d'introduction et à l'audience de plaidoirie, mais à l'exception des audiences relatives à la mise en état de l'affaire. En cas de circonstances exceptionnelles, le juge peut toutefois accorder une dérogation.

Le prescrit de l'article 1253*ter*/2 n'est en outre pas facultatif. Si le demandeur ne comparaît pas en personne, il est déchu de sa demande -même si cela ne l'empêchera évidemment pas de saisir à nouveau le juge de la même demande par la suite. Si le défendeur ne comparaît pas en personne, le juge peut soit rendre

door individuele sessies, per koppel of individueel, voor een erkend bemiddelaar.

Indien een van de partijen dit attest niet voorlegt, dan schorst de rechter de procedure, tenzij er uitzonderlijke omstandigheden zijn of verstek van de verwerende partij, om deze partij de kans te geven alsnog een informatiesessie bij te wonen. Een geweldadige thuissituatie kan men beschouwen als een voorbeeld van dergelijke uitzonderlijke omstandigheden. Deze uitzonderlijke omstandigheden worden bijzonder gemotiveerd in het eindvonnis. De duur van de schorsing mag niet meer bedragen dan één maand.

Indien een partij om oneigenlijke redenen geen attest heeft voorgelegd of indien een partij weigert aan een informatiesessie deel te nemen, dan kan de rechter toepassing maken van artikel 780*bis* om een geldboete op te leggen.

Naast de eventuele uitzonderlijke omstandigheden, bevat het laatste lid van artikel 1253*ter*/1 nog twee uitzonderingen op de verplichting een informatiesessie bij te wonen, namelijk :

1° wanneer partijen van een overeenkomst die betrekking heeft op het geheel van het aan de rechter voorgelegde geschil akte wensen te laten nemen of deze wensen te laten homologeren;

2° wanneer partijen, in voorkomend geval, voor een andere zaak in hetzelfde familiedossier zoals bedoeld in artikel 725*bis* al een informatiesessie hebben bijgewoond. Het belang bestaat in het feit dat de partijen kennis nemen van het bestaan van bemiddeling, zijn gevolgen, zijn voordelen en beperkingen.

#### Artikel 236

Het nieuwe artikel 1253*ter*/2 van het Gerechtelijk Wetboek handelt over de persoonlijke verschijning van de partijen. Ook hier wordt het toepassingsgebied beperkt tot zaken die betrekking hebben op minderjarigen.

De partijen dienen in deze gevallen in persoon, al dan niet in aanwezigheid van een advocaat, te verschijnen op de inleidingszitting en op de pleitzitting, maar met uitzondering van de zitting betreffende de instaatstelling van de zaak. De rechter kan hierop echter een uitzondering toestaan in uitzonderlijke omstandigheden.

Artikel 1253*ter*/2 is echter niet vrijblijvend opgesteld. Indien de eiser niet in persoon verschijnt, dan wordt zijn eis vervallen verklaard, wat hem uiteraard niet verhindert om later dezelfde eis opnieuw aanhangig te maken bij de rechter. Indien de verweerder niet in persoon verschijnt, dan kan de rechter een

un jugement par défaut, soit remettre l'affaire à un mois. Dans ce dernier cas, un nouveau pli judiciaire sera envoyé au défendeur. Si à cette nouvelle audience, le défendeur ne comparait toujours pas, le jugement sera réputé contradictoire.

Le souci est d'être attentif au fait que la partie défaillante à la comparution ait bien été avertie de la date de l'audience alors qu'elle se trouve peut-être, eu égard à la crise conjugale, entre deux adresses légales.

#### Article 237

À l'instar de l'article 1253ter/1, l'article 1253ter/3 vise à favoriser un mode de règlement alternatif des litiges entre les parties. Ici aussi l'application est limitée aux causes énumérées dans l'alinéa premier de l'article 1253ter/4, § 2, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> où les parties ne sont pas parvenues à un accord.

Le juge entend les parties avant toute intervention de leur avocat, bien qu'ils aient évidemment la possibilité d'être présents et d'assister les parties.

Si toutes les parties ont déposé des conclusions et que le juge en a pris connaissance, le juge doit tenter de créer un dialogue entre les parties et leurs conseils.

L'alinéa deux dispose en outre que le juge doit tenter de concilier les parties et leur rappeler la possibilité de médiation. Il peut également, moyennant l'accord des parties, remettre l'affaire afin d'examiner si une conciliation ou une médiation sont possibles. L'affaire doit être remise à une date déterminée, qui ne peut excéder le délai de trois mois fixé à l'article 1734 du Code judiciaire. Dans ce dernier cas, l'affaire peut quand même être reprise plus tôt, sur demande d'une des parties faite par courrier ordinaire.

L'article 1253ter/1 ne crée une obligation, dans le chef des parties, de suivre une séance d'information à la médiation, ensemble ou collectivement, auprès d'un médiateur familial agréé, qu'une seule fois par dossier familial. Aussi, le juge a l'obligation d'informer à nouveau les parties sur la médiation à chaque fois qu'un autre litige surgit entre parties.

#### Article 238

Le nouvel article 1253ter/4 du Code judiciaire précise qu'en règle, le tribunal de la famille connaît des dossiers urgents qui relèvent de sa compétence d'attribution. La seule exception à ce principe est

vonnis op verstek uitspreken, of de zaak uitstellen op één maand. In dat laatste geval zal er een nieuwe gerechtsbrief worden verstuurd naar de verweerder. Wanneer de verweerder nog steeds niet verschijnt op deze nieuwe zitting zal het vonnis geacht worden op tegenspraak te zijn geweest.

De bekommernis bestaat er in om waakzaam te zijn dat de verwerende partij wel degelijk werd verwittigd van de datum van de zitting.

#### Artikel 237

Net zoals artikel 1253ter/1, heeft het artikel 1253ter/3 de bedoeling om een alternatieve wijze van geschillenbeslechting tussen de partijen te bevorderen. Ook hier wordt de toepassing beperkt tot de zaken die staan opgesomd in het eerste lid van artikel 1253ter/4, § 2, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup> waarbij de partijen niet tot een akkoord zijn gekomen.

De rechter hoort de partijen voor iedere tussenkomst van de advocaat, die uiteraard de mogelijkheid heeft om aanwezig te zijn en de partijen bij te staan.

Wanneer alle partijen besluiten hebben neergelegd en de rechter daarvan kennis heeft genomen, moet de rechter proberen om een dialoog tot stand te brengen tussen de partijen en hen raadslieden.

Het tweede lid bepaalt daarenboven dat de rechter moet proberen de partijen te verzoenen en hen moet herinneren aan de mogelijkheid van bemiddeling. Hij kan ook, mits de partijen hiermee akkoord gaan, de zaak verdagen om te kunnen nagaan of een minnelijke schikking of een bemiddeling tot de mogelijkheden behoren. De verdaging moet gebeuren naar een bepaalde datum, die de termijn van drie maanden zoals voorzien in artikel 1734 Gerechtelijk Wetboek niet mag overschrijden. In dit laatste geval kan de zaak toch op een vroegere datum worden hernomen op verzoek van een van de partijen, gedaan bij gewone brief.

Het artikel 1253ter/1 creëert de verplichting in hoofde van de partijen om een informatiesessie rond bemiddeling te volgen voor een erkend familiaal bemiddelaar, dit slechts één keer per familiaal dossier. Ook de rechter heeft de verplichting om de partijen opnieuw te informeren omtrent de bemiddeling telkens er een nieuw geschilt tussen partijen ontstaat.

#### Artikel 238

Het nieuwe artikel 1253ter/4 Gerechtelijk Wetboek preciseert de regel dat de familie- en jeugdrechtbank kennis neemt van de dringende dossiers die binnen de haar toegewezen bevoegdhedne vallen. De enige

visée par l'article 584, alinéa 3, du Code judiciaire qui maintient la compétence du Président du tribunal de première instance dans les cas où l'affaire est introduite par requête, en cas d'absolue nécessité; c'est-à-dire pour ce qui concerne les « référés d'hôtel ».

Le tribunal de la famille connaît deux types de dossiers urgents. Ils sont définis dans les paragraphes 2 et 3 de l'article.

D'une part, ceux dans lesquels l'urgence est présumée et ne doit dès lors pas être démontrée.

Il s'agit :

1° des mesures entre époux et entre cohabitants légaux;

2° des demandes relatives à l'autorité parentale;

3° des demandes relatives au droit d'hébergement et au droit aux relations personnelles envers un enfant mineur;

4° des obligations alimentaires;

5° et des enlèvements internationaux d'enfants.

D'autre part, ceux dans lesquels l'urgence est invoquée et doit alors impérativement être prouvée par la partie qui l'allègue. Toutefois, dans ce dernier cas, si le tribunal estime, après examen, que l'urgence n'est pas établie, il renvoie le dossier à une audience ordinaire.

La sanction d'irrecevabilité de la demande aujourd'hui appliquée aboutit en effet à des coûts supplémentaires et inutiles, et a finalement pour effet de retarder considérablement le traitement d'un dossier. Il convenait donc de la supprimer.

#### Article 239

L'article 1253<sup>ter</sup>/5 traite de la procédure applicable devant le tribunal de la famille aux affaires urgentes; et ce, qu'elles relèvent de l'urgence présumée ou de l'urgence invoquée.

À l'inverse des paragraphes suivants, le paragraphe premier, traite cependant uniquement de l'urgence présumée. Dans les cas où l'urgence est présumée, la disposition précise que ces dossiers peuvent être introduits par requête contradictoire. La comparution volontaire des parties n'est quant à elle évidemment pas exclue.

Le paragraphe 2, applicable donc à tous les litiges urgents, stipule que l'affaire doit être fixée à une audience d'introduction se tenant dans un délai

uitzondering op dit principe wordt bedoeld in artikel 584, derde lid Gerechtelijk Wetboek die de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg behoudt wanneer de zaak bij verzoekschrift is neergelegd wegens volstreekte noodzakelijkheid; met andere woorden wat betreft het éézijdig verzoekschrift.

De familierechtbank kent twee types van spoedeisendheid. Ze worden gedefiniëerd in de paragrafen 2 en 3 van het artikel.

Eenzijds deze waarbij de hoogdringendheid wordt verondersteld, en dus niet moet worden gemotiveerd.

Het gaat om;

1° maatregelen tussen ouders en wettelijk samenwonenden;

2° Vorderingen betreffende het ouderlijk gezag;

3° vorderingen betreffende het verblijfsrecht en het recht op persoonlijk contact wat betreft een minderjarige;

4° onderhoudsverplichtingen;

5° de internationale ontvoering van kinderen.

Anderzijds, de ingeroepen hoogdringendheid, die aldus verplicht moet worden bewezen door de partij die ze inroept. Wanneer de rechtbank na onderzoek vaststelt dat de hoogdringendheid niet kan worden weerhouden wordt de zaak verwezen naar een gewone zitting.

De huidige toegepaste sanctie om de vordering onontvankelijk te verklaren leidt tot bijkomende en onnodige onkosten, en heeft uiteindelijk tot doel de behandeling van een dossier ernstig te vertragen. Het komt gepast over dit dan ook te verwijderen.

#### Artikel 239

Artikel 1253<sup>ter</sup>/5 handelt over de toepasselijk procedure voor de familierechtbank wat betreft de spoedeisende zaken; en dit voor zowel wanneer het om de veronderstelde hoogdringendheid dan wel de ingeroepen hoogdringendheid gaat.

De eerste paragraaf behandelt enkel de veronderstelde hoogdringendheid. In het geval de hoogdringendheid wordt verondersteld preciseert deze maatregel dat de zaak kan worden ingeleid bij tegensprekelijk verzoekschrift. De vrijwillige verschijning van de partijen is uiteraard niet uitgesloten.

De tweede paragraaf, toepasselijk in alle spoedeisende geschillen, stipuleert dat de zaak moet worden gefixeerd op een inleidingszitting bginnen een termijn

maximum de quinze jours à dater de l'acte introductif d'instance.

Ce délai provient à la fois de celui qui est visé à l'article 1280 du Code judiciaire, mais également à la pratique des greffes des justices de paix dans le cadre des procédures fondées sur l'article 223 du Code civil.

Les auteurs de la proposition ont jugé nécessaire d'indiquer un délai de fixation pour éviter que des juridictions, trop encombrées, ne fixent les affaires qu'à une audience d'introduction distante de plusieurs mois de l'acte introductif d'instance ou de la demande de fixation, créant ainsi un vide juridique pouvant se révéler dramatique pour les familles.

Les paragraphes 3 à 5 de cet article détaillent la procédure applicable aux litiges urgents : possibilité de plaider à l'audience d'introduction — sans préjudice de l'obligation du juge de tenter de concilier les parties —, fixation de calendriers d'échange de conclusions « serrés », et décision à rendre dans les quinze jours de la prise en délibéré du dossier. Ces règles s'expliquent évidemment par la célérité qu'il convient de réserver au traitement de ces dossiers.

Enfin, le dernier paragraphe de l'article 1253*ter*/5 prévoit que si des demandes énumérées présumées urgentes sont introduites en même temps que d'autres demandes, le juge peut décider de n'appliquer la procédure décrite à l'article 1253*ter*/5, §§ 3 à 5, qu'aux seules demandes urgentes.

#### Article 240

Le premier paragraphe du nouvel article 1253*ter*/6 harmonise diverses dispositions en droit de la famille qui concernent notamment les articles 223, 387*bis* et 1479 du Code civil ainsi que l'article 1280 du Code judiciaire. Dans chacun de ces articles, il est désormais référé au prescrit de l'article 1253*ter*/6 et /7 nouveau du Code judiciaire.

Le juge peut notamment prendre les mesures suivantes :

1° ordonner ou modifier toute disposition relative à l'autorité parentale, à l'hébergement, et au droit aux relations personnelles;

2° fixer, modifier ou supprimer les obligations alimentaires;

3° fixer les résidences séparées des époux et des cohabitants légaux, éventuellement en tenant compte des violences conjugales ou d'indications sérieuses de violences conjugales;

van maximaal vijftien dagen na datum van neerlegging van de gedinginleidende akte.

Deze termijn komt zowel van hetgeen is voorzien in artikel 1280 Gerechtelijk Wetboek, alsook van de praktijk van de griffiers van de vrederechtbanken in het kader van de procedure gegrond op artikel 223 Burgerlijk Wetboek.

De auterus van het wetsvoorstel hebben geoordeeld dat het noodzakelijk is om een fixatietermijn vast te leggen teneinde te vermijden dat de rechtbanken, overbelast, de zaken vaststellen op een inleidingszitting die meerdere maanden verwijderd is van de gedinginleidende akte of verzoek tot fixatie.

De paragrafen 3 tot 5 van dit artikel preciseren de procedure toepasselijk op dringende geschillen; mogelijkheid van de pleiten op de inleidingszitting — zonder afbreuk te doen aan de verplichting van de rechter partijen te pogen te verzoenen — vastleggen van de conclusiekalender, en beslissing te nemen binnen de vijftien dagen nadat het dossier in beraad werd genomen.

Eindelijk, het laatste lid van artikel 1253*ter*/5 bepaalt dat als de hierboven opgesomde vorderingen samen met andere vorderingen worden ingeleid, de rechter kan beslissen om de procedure van artikel 1253*ter*/5, §§ 3 tot 5 enkel toe te passen op de hierboven opgesomde vorderingen.

#### Artikel 240

Het nieuwe artikel 1253*ter*/6 brengt eenheid in verscheidene bepalingen in het familierecht die voorlopige maatregelen betreffen, zijnde de artikelen 223, 387*bis* en 1479 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek. In elk van deze artikelen wordt voortaan verwezen naar het bepaalde in artikel 1253*ter*/6 en /7.

De rechter kan voorlopige maatregelen treffen betreffende :

1° vastleggen of wijzigen van alle maatregelen betreffende het ouderlijk gezag, het verblijf et recht op persoonlijk contact;

2° vastleggen, wijzigen of stopzetten van onderhoudsverplichtingen;

3° vastleggen van het afzonderlijk verblijf van de echtgenoten en de wettelijk samenwonenden, daarbij eventueel rekening houdende met huwelijksgeweld of ernstige aanwijzingen van huwelijksgeweld;

4° prendre des dispositions conservatoires relatives aux biens meubles et immeubles des époux;

5° assortir une condamnation au paiement d'une pension alimentaire d'une délégation de sommes.

#### Article 241

Le nouvel article 1253*ter*/7 traite des mesures d'investigation mises à la disposition du tribunal de la famille dans les affaires concernant des mineurs. Il ne s'agit donc aucunement ici de pouvoirs d'investigation généraux pour l'ensemble des causes soumises au tribunal de la famille.

La disposition est basée sur ce que prévoit déjà l'article 50 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. Une disposition analogue a donc été insérée dans le Code judiciaire, de manière à être applicable aux procédures civiles attribuées au tribunal de la famille.

Les mesures d'investigation énumérées au paragraphe 2 du nouvel article 1253*ter*/7 ne sont pas exhaustives des mesures d'investigation possibles.

En tout état de cause, le résultat de ces mesures doit être connu des parties avant l'audience, afin de respecter le principe du contradictoire.

#### Article 242

L'article 1253*ter*/8 installe la saisine permanente du tribunal de la famille dans les causes où l'urgence est présumée.

Ces causes restent inscrites au rôle du tribunal de la famille, même en cas de décision en degré d'appel. Il n'est donc pas question de saisine permanente au niveau de l'appel.

La création de la saisine permanente a pour objectif de faciliter l'accès au juge en ce sens qu'en cas d'éléments nouveaux, la même cause peut être ramenée devant le tribunal par conclusions ou par demande écrite déposée ou adressée au greffe. Ces éléments nouveaux doivent être indiqués dans les conclusions ou la demande écrite, à peine de nullité.

Une telle initiative visant à améliorer l'accessibilité peut toutefois favoriser un comportement de consommation juridique impropre. C'est la raison pour

4° het nemen van alle bewarende maatregelen betreffende de roerende en onroerende goederen van de echtgenoten;

5° een veroordeling tot betaling van onderhoudsgelden via sommendelegatie.

#### Artikel 241

Het nieuwe artikel 1253*ter* 7 behandelt de onderzoeksmaatregelen die ter beschikking staan van de familierechtbank in materies betreffende minderjarigen. Het gaat hier dus niet alleen om algemene onderzoeksbevoegdheden voor het geheel van gedingen voorgebracht voor de familie.

Het artikel is gebaseerd op hetgeen reeds bestaat in artikel 50 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade. Het is logisch om een dergelijke analoge bepaling op te nemen in het Gerechtelijk Wetboek voor de familiekamer, aangezien deze nu ook de burgerlijke zaken behandelt die vroeger werden voorgelegd aan de jeugdrechtbank.

De onderzoeksmaatregelen opgesomd in paragraaf 2 van het nieuwe artikel 1253*ter*/7 zijn niet limitatief.

In iedere staat van het geding, én voor de zitting moeten de resultaten van deze maatregelen gekend zijn door de partijen, dit teneinde het principe van de tegensprekelijkheid te respecteren.

#### Artikel 242

Het artikel 1253*ter*/8 installeert een blijvende saisine van de rechter van de familierechtbank in de zaken waar de hoogdringendheid wordt verondersteld.

Deze zaken blijven ingeschreven op de rol van de familierechtbank, ook in geval van een uitspraak in hoger beroep. Er is dus geen sprake van een blijvende saisine op het niveau van hoger beroep.

De bedoeling is om door de creatie van een blijvende saisine de toegang tot de rechter te vergemakkelijken, in die zin dat, in geval van nieuwe elementen, dezelfde zaak opnieuw voor de rechtbank kan worden gebracht bij conclusie of bij een schriftelijk verzoek dat wordt neergelegd bij of gericht is aan de griffie. Deze nieuwe elementen moeten, op straffe van nietigheid, worden aangeduid in de conclusie of in het schriftelijk verzoek.

Een dergelijk drempelverlagend initiatief kan echter oneigenlijk juridisch consumptiegedrag in de hand werken. Vandaar dat het tweede lid van

laquelle le deuxième alinéa de l'article 1253<sup>ter</sup>/8 dispose qu'en cas de recours inapproprié à cette possibilité, le juge peut compenser les dépens.

Le troisième alinéa indique ce qu'il y a lieu d'entendre précisément par « éléments nouveaux ». Il s'agit :

1° de manière générale, d'un élément inconnu lors de la première demande et qui eût pu fonder un recours contre la décision;

2° en matière alimentaire, des circonstances nouvelles indépendantes de la volonté des parties ainsi que des circonstances propres à l'enfant et qui sont susceptibles de modifier sensiblement la situation des parties ou celle de l'enfant;

3° en matière d'hébergement, de droits aux relations personnelles et d'autorité parentale, des circonstances nouvelles qui sont susceptibles de modifier la situation des parties ou celle de l'enfant. Toutefois, dans ce dernier cas, le juge ne pourra faire droit à cette nouvelle demande que si l'intérêt de l'enfant le justifie.

Dans le dernier alinéa, il est encore précisé que l'article 730, § 2, a), qui traite de l'omission d'office du rôle général, n'est pas applicable à ces causes.

#### Article 243

Le point a) de l'article 1253<sup>quater</sup> est devenu superflu, vu les mesures prises dans les articles 1253<sup>ter</sup>/2 et /3 pour encourager le règlement alternatif des litiges. Il est dès lors abrogé.

#### Article 244

Cet article adapte le transfert des compétences confiées dans la proposition de loi au tribunal de la famille et anciennement attribuées au juge de paix.

#### Article 245

Il s'agit d'une clarification du texte français de l'article 1253<sup>sexies</sup> du Code judiciaire, qui permet de le faire mieux correspondre au texte néerlandais où il est question de demandes et pas de requêtes.

#### Article 246

Cet article adapte la compétence actuelle du tribunal de la famille.

artikel 1253<sup>ter</sup>/8 bepaalt dat de rechter de kosten kan omslaan in geval van oneigenlijk gebruik.

Het derde lid bepaalt wat precies moet worden verstaan onder « nieuwe elementen ». Dit zijn :

1° over het algemeen, een onbekend element bij het eerste verzoek dat een beroep tegen de beslissing had kunnen rechtvaardigen;

2° met betrekking tot een uitkering tot levensonderhoud, nieuwe omstandigheden buiten de wil van de partijen, alsook omstandigheden eigen aan het kind, die de toestand van de partijen of die van het kind ingrijpend kunnen wijzigen;

3° met betrekking tot huisvesting, recht op persoonlijk contact en ouderlijk gezag, nieuwe omstandigheden die de toestand van de partijen of die van het kind kunnen wijzigen. In dit laatste geval kan de rechter dit nieuwe verzoek echter enkel inwilligen indien het belang van het kind zulks rechtvaardigt.

In het laatste lid wordt nog gepreciseerd dat Artikel 730, § 2, a), dat handelt over de ambtshalve weglating van de algemene rol, niet van toepassing is op deze zaken.

#### Artikel 243

Punt a) van artikel 1253<sup>quater</sup> is overbodig geworden gelet op de maatregelen die zijn genomen in de artikelen 1253<sup>ter</sup>/1 en 3/ om de alternatieve geschillenbeslechting te stimuleren. Het wordt dan ook geschrapt.

#### Artikel 244

Dit artikel past de transfer van bevoegdheden aan zoals dit werd toevertrouwd in het voorontwerp van wet aan de familierechtbank, vroeger aan het vredege-recht.

#### Artikel 245

Het betreft een verduidelijking van de Franse tekst van artikel 1253<sup>sexies</sup> van het Gerechtelijk Wetboek, waardoor deze beter aansluit bij de Nederlandse tekst, die spreekt over een verzoek en niet over een verzoekschrift.

#### Artikel 246

Dit artikel past de huidige bevoegdheid van de familierechtbank aan.



## Article 247

Les modifications visent d'une part à adapter le texte de la loi aux nouvelles mesures urgentes à prendre sur base de l'article 1280 du Code judiciaire, et, d'autre part, à adapter la terminologie pour tenir compte de la compétence du tribunal de la famille.

## Article 248

Cet article vise tout d'abord à adapter les dispositions sur la comparution personnelle aux nouvelles règles.

Ensuite, le texte traite de la comparution personnelle en divorce telle qu'elle est actuellement envisagée par le Parlement dans le cadre de la réforme de la loi du 27 avril 2007 relative au divorce.

Cette loi ordonnait la comparution personnelle pour permettre la conciliation des parties et la sensibilisation à la médiation familiale par le magistrat recevant les parties.

Toutefois, les tribunaux, débordés par les demandes de divorce pour désunion irrémédiable, n'ont pu faire face à cette exigence de conciliation et d'information sur la médiation familiale. Par ailleurs, l'exigence de comparution personnelle a eu pour effet de rendre les audiences de divorce indignes pour les parties qui se retrouvaient dans une salle exiguë parmi une centaine d'autres personnes désireuses, elles aussi, de divorcer.

La comparution personnelle n'est donc, dans le cadre du présent projet, plus exigée que lorsque les questions concernant les enfants sont en discussion en même temps que le divorce au fond et cela conformément avec l'article 1253<sup>ter</sup>/2 nouveau du Code judiciaire.

Si les parties ont conclu un accord rédigé par un avocat, un notaire ou un médiateur familial à propos de l'autorité parentale, l'hébergement des enfants et leur prise en charge financière, leur comparution personnelle en divorce n'est pas nécessaire. L'importance de l'accord des parties sur les questions relatives aux enfants est donc réaffirmée dans cette nouvelle disposition.

## Article 249

Cette modification se rattache au principe selon lequel le tribunal de la famille est désormais lui-même compétent pour les cas d'urgence.

## Artikel 247

De aanpassingen beogen enerzijds de aanpassing van de wettekst aan de nieuw te nemen dringende maatregelen op basis van artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, en anderzijds aan het aanpassen van de terminologie rekening houdende met de bevoegdheden van de familie-rechtbank.

## Artikel 248

Dit artikel beoogt eerste en vooral de aanpassing van de bepalingen omtrent de persoonlijke verschijning aan de nieuwe regels.

Vervolgens behandelt de tekst de persoonlijke verschijning bij echtscheiding zoals deze actueel is in overweging is genomen door het parlement in het kader van de hervorming van de wet van 27 april 2007.

Deze wet beveelt de persoonlijke verschijning van de partijen teneinde de verzoening tussen partijen toe te laten, en de sensibilisering van de partijen tot bemiddeling door de magistratuur.

De rechtbanken, overspoeld door de verzoeken tot echtscheiding op grond van onherstelbare ontwrichting hebben aan deze eis tot bemiddeling en informatieverlening niet kunnen voldoen. Overigens, de eis tot persoonlijke verschijning had voor effect dat de echtscheidingszittingen menonwaardig waren voor de partijen die zich in een al te krappe zaal tussen een honderdtal andere personen bevonden, eveneens bereid om te scheiden.

De persoonlijke verschijning is aldus, in het kader van het huidig project, enkel vereist wanneer discussie is omtrent vragen betreffende de kinderen gelijk met de echtscheiding te gronde, en dit overeenkomstig artikel 1253<sup>ter</sup>/2 van het nieuw Gerechtelijk Wetboek.

Wanneer de partijen een akkoord sloten, opgesteld door een advocaat, notaris of familiaal bemiddelaar betreffende het ouderlijk gezag, het verblijf van de kinderen en hen financiële tenlasteneming, is hen persoonlijke verschijning in echtscheiding niet noodzakelijk. Het belang van een akkoord tussen partijen wat betreft de vragen omtrent de kinderen wordt daardoor nog eens herbevestigd in deze nieuwe maatregel.

## Artikel 249

Deze wijziging sluit aan bij het principe dat voortaan de familierechtbank zelf bevoegd is voor spoedeisende gevallen.

## Article 250

Cet article adapte la terminologie aux compétences du tribunal de la famille.

## Article 251

Cet article adapte la terminologie aux compétences du tribunal de la famille.

## Article 252

L'article 1280 du Code judiciaire est reformulé de manière à l'adapter à la volonté des auteurs de la proposition qui entendent supprimer toute différence entre l'article 223 du Code civil et l'article 1280 du Code judiciaire.

Par conséquent, dans un souci d'harmonisation, le critère de saisine du tribunal de la famille est identique : il s'agit soit du fait que l'entente entre les époux est sérieusement perturbée.

Dans ce cas, chaque époux peut saisir le tribunal de la famille pour que soient prises des mesures urgentes. Ces mesures relèvent de l'urgence présumée et sont visées par l'article 1253<sup>ter</sup>/6.

Toutes les dispositions relatives à l'urgence présumée (procédure, délais, saisine permanente, ...) sont bien entendu applicables à l'article 1280 du Code judiciaire.

## Article 253

Cet article adapte les nouvelles compétences du tribunal de la famille.

## Articles 254 et 255

En ce qui concerne le divorce par consentement mutuel, les auteurs de la présente proposition rappellent qu'il existe actuellement une volonté de supprimer la comparution personnelle dans cette procédure.

En effet, il est considéré que les parties ont généralement pris du temps pour la négociation des modalités de leur divorce, soit devant notaire, soit par avocats, soit par un médiateur agréé.

Par conséquent, si les conventions préalables à divorce par consentement mutuel sont suffisamment précises et qu'elles contiennent l'accord des parties sur chaque aspect de leur séparation et de leur divorce, en

## Artikel 250

Dit artikel past de terminologie aan aan de bevoegdheden van de familierechtbank.

## Artikel 251

Dit artikel past de terminologie aan aan de bevoegdheden van de familierechtbank.

## Artikel 252

Het artikel 1280 Gerechtelijk Wetboek is herschreven op een manier teneinde ze aan te passen aan de wil van de auteurs van dit voorontwerp van wet om ieder verschil tussen artikel 223 Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 Gerechtelijk Wetboek op te heffen.

In de becommernis tot harmonisering, is het criterium om de familierechtbank te vatten identiek : het gaat om het feit dat de verstandhouding tussen de partijen ernstig verstoord is.

In dat geval, mag elk van de echtgenoten de familierechtbank vatten teneinde de dringende maatregelen worden genomen. Deze maatregelen betreffen de veronderstelde hoogdringendheid zoals bedoeld in artikel 1253<sup>ter</sup>/6.

Alle maatregelen voor de veronderstelde hoogdringendheid (procedure, termijn, permanente saisine, ...) zijn natuurlijk toepasselijk op artikel 1280 Gerechtelijk Wetboek.

## Artikel 253

Dit artikel past de nieuwe bevoegdheden van de familierechtbank aan.

## Artikelen 254 en 255

Wat betreft de echtscheiding door onderlinge toestemming, herinneren de auteurs aan de huidige wil om de persoonlijke verschijning voor deze procedure af te schaffen.

Men gaat er algemeen vanuit dat partijen voldoende de tijd hebben genomen om de onderhandelen over de modaliteiten van de echtscheiding, zij het voor een notaris, zij het voor een advocaat of voor een erkend bemiddelaar.

Indien de aan de echtscheiding bij onderlinge overeenkomst voorafgaande akkoorden voldoende duidelijk zijn en het akkoord bevatten van partijen over elk aspect van hun scheiding, daarin begrepen de

ce compris la liquidation de leur régime matrimonial, la comparution personnelle des parties ne sera plus exigée.

En revanche, si les conventions contiennent des lacunes ou des imprécisions, la comparution personnelle pourra être ordonnée sur demande du juge, du procureur du Roi, voire même d'une partie. Dans ce cas, les magistrats prendront le temps nécessaire pour entendre les personnes sur les modalités prévues dans les conventions et relatives aux enfants.

Dans tous les cas, l'intérêt de l'enfant devra être protégé.

En outre, même si l'exigence de comparution personnelle est en règle supprimée, il paraît néanmoins opportun de maintenir une obligation de séparation depuis plus de six mois pour éviter des divorces précipités ou imposés de force par une des parties à l'autre.

#### Article 256

Cet article :

1° adapte les modifications intervenues dans l'article 1289 du Code judiciaire suite à la suppression de la comparution des époux dans des cas déterminés;

2° modifie la terminologie pour tenir compte du transfert de compétence vers le tribunal de la famille.

#### Articles 257 à 265

Ces articles sont adaptés à la fois pour tenir compte du nouvel article 1004*bis* concernant l'audition de mineurs, mais également des règles désormais applicables à la comparution en matière de divorce par consentement mutuel.

#### Articles 266 et 277

Ces articles adaptent la terminologie suite au transfert de compétences vers le tribunal de la famille.

#### Articles 278 et 279

En principe, sauf dispositions spéciales, toutes les décisions rendues par le tribunal de la famille sont exécutoires par provision.

vereffening van hun vermogen, zal de persoonlijke verschijning van partijen niet langer worden geëist.

Indien de overeenkomsten lacunes dan wel onduidelijkheden bevatten, dan kan de persoonlijke verschijning bevolen worden door de rechter, door de procureur des konings, zelfs op verzoek van een partij. In dat geval nemen de magistraten de noodzakelijke tijd om de partijen te horen aangaande de in de overeenkomst voorziene modaliteiten betrekking hebbende op de kinderen.

In alle geval moet het belang van het kind worden beschermd.

Zelfs indien de vereiste van de persoonlijke verschijning in de regel is afgeschaft, blijft het opportuun om een verplichting van feitelijke scheiding gedurende meer dan zes maanden te behouden om echtscheidingen opgedrongen door één partij aan de andere te vermijden.

#### Artikel 256

Dit artikel :

1° past de in artikel 1289 Gerechtelijk Wetboek tussengekomen aanpassingen aan aan de verwijdering van de verschijning van de echtgenoten in de bepaalde gevallen;

2° wijzigt de terminologie teneinde rekening te houden met de overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

#### Artikelen 257 tot 265

Deze artikelen zijn aangepast om rekening te houden met het nieuwe artikel 1004*bis* Gerechtelijk Wetboek betreffende het verhoor van minderjarigen, maar eveneens aan de regels die voortaan toepasselijk zijn op de verschijning wat betreft de echtscheiding bij onderlinge toestemming.

#### Artikelen 266 en 277

Deze artikelen passen de terminologie aan gelet op de overheveling van bevoegdheden naar de familierechtbank.

#### Artikelen 278 et 279

In principe, en behoudens specifieke bepalingen, zijn alle beslissingen genomen door de familierechtbank uitvoerbaar bij voorraad.

Toutefois, l'exécution de la décision a lieu aux risques et périls de la partie qui l'exécute.

Moyennant décision motivée et demande d'une des parties, le juge peut refuser l'exécution provisoire.

**SECTION III — MODIFICATIONS DE LA LOI DU 8 AVRIL 1965 RELATIVE À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA PRISE EN CHARGE DES MINEURS AYANT COMMIS UN FAIT QUALIFIÉ INFRACTION ET À LA RÉPARATION DU DOMMAGE CAUSE PAR CE FAIT**

**Article 280**

Le premier alinéa de l'article 8 de la même loi, visant la spécialisation des magistrats du parquet devant le tribunal de la jeunesse, est supprimé et repris dans le cadre de l'article 151 du Code judiciaire tel que modifié par l'article 135 de la proposition de loi.

Le second alinéa de l'article 8, visant le rôle du parquet dans le cadre des procédures civiles, est aussi abrogé. Le rôle du parquet auprès de la section famille du tribunal de la famille et de la jeunesse est régi par l'article 138*bis* du Code judiciaire tel que modifié par l'article 133 de la présente proposition.

**Article 281**

Il abroge un article relatif au ministère public dont il a déjà été fait mention dans le Code judiciaire suite aux modifications introduites par la présente proposition.

**Article 282**

L'article 282 modifie l'article 44 de la même loi et définit la compétence territoriale de la chambre jeunesse du tribunal de la jeunesse et de la famille. (La compétence territoriale de la chambre famille du tribunal de la famille et de la jeunesse est définie à l'article 638 du Code judiciaire tel qu'introduit par l'article 162 de la présente proposition de loi.)

Le critère retenu pour définir la compétence du tribunal de la jeunesse est celui du domicile du mineur ou à défaut sa résidence habituelle. Ce second critère maintient la compétence du tribunal de la jeunesse pour les mineurs n'ayant pas de domicile en Belgique et ceux qui sont poursuivis après dix-huit ans pour des faits commis avant dix-huit ans.

Niettemin, de uitvoering bij voorraad van de beslissing heeft plaats op risico van de partij die ze uitvoert.

De rechter kan de uitvoerbaarheid bij voorraad weigeren bij gemotiveerde beslissing, dit op vraag van één van de partijen.

**AFDELING III — WIJZIGINGEN VAN DE WET VAN 8 APRIL 1965 BETREFFENDE DE JEUGDBESCHERMING, HET TEN LASTE NEMEN VAN MINDERJARIGEN DIE EEN ALS MISDRIJF OMSCHREVEN FEIT HEBBEN GEPLEEGD EN HET HERSTEL VAN DE DOOR DIT FEIT VEROORZAAKTE SCHADE**

**Artikel 280**

Het eerste lid van artikel 8 van dezelfde wet, de betreffende de specialisatie van de parketmagistraten voor de jeugdrechtbank, is verwijderd en hernomen in het kader van artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigde door artikel 135 van het wetsvoorstel.

Het tweede lid van artikel 8, betreffende de rol van het parket binnen de burgerlijke procedure, is ook verwijderd. De rol van het parket ten aanzien van de afdeling familie van de familierechtbank is geregeld door artikel 138*bis* van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd door artikel 133 van dit voorstel.

**Artikel 281**

Hij verwijdert een artikel aangaande het openbaar ministerie welke reeds is genoemd in het Gerechtelijk Wetboek als gevolg van de aanpassingen gedaan door dit voorstel.

**Artikel 282**

Artikel 282 wijzigt artikel 44 van dezelfde wet en bepaalt de territoriale bevoegdheid van de jeugdkamer van de familie- en jeugdrechtbank. (De territoriale bevoegdheid van de familiekamer van de familie- en jeugdrechtbank wordt bepaald door artikel 638 van het gerechtelijk wetboek zoals ingediend door artikel 162 van huidig wetsvoorstel.)

Het criterium voor het bepalen van de bevoegdheid van de jeugdrechtbank is dat van de woonplaats van de minderjarige of bij gebrek zijn gewone verblijfplaats. Dit tweede criterium behoudt de bevoegdheid van de jeugdrechtbank voor de minderjarigen die geen woonplaats hebben in België en de minderjarigen die vervolgd worden na de leeftijd van achttien jaar voor feiten die zij gepleegd hebben vóór de leeftijd van achttien jaar.

Dans le cas où aucune résidence habituelle ne peut être retenue, les critères résiduels de la loi du 8 avril 1965 seront repris.

Lorsque le tribunal de la jeunesse est saisi, il demeure compétent même si le domicile des parents vient à changer.

Le tribunal de la jeunesse tout comme le tribunal de la famille a donc une compétence continuée.

Néanmoins, chaque fois que l'intérêt de l'enfant ou celui d'une bonne justice le commande, le tribunal pourra se dessaisir au profit d'un autre arrondissement judiciaire.

Le changement de domicile ou de résidence du mineur de manière durable pourra justifier par exemple un transfert du dossier vers le tribunal de l'arrondissement judiciaire.

Pour éviter des procédures dilatoires, seul le parquet pourra faire appel de cette décision de transfert.

#### Article 283

L'article 283 modifie l'article 54 de la loi du 8 avril 1965.

La comparution personnelle des parties demeure la règle devant le tribunal de la jeunesse. La nature des affaires pendantes devant le juge de la jeunesse justifie que les parents et enfants de plus de douze ans soient présents en personne, même si ils sont assistés par des avocats.

Néanmoins, le juge de la jeunesse pourra exceptionnellement permettre à une partie d'être représentée.

Devant le tribunal de la famille, la comparution des parties est désormais définie par l'article 236 de la présente proposition de loi qui introduit un nouvel article 1253ter/2 dans le Code judiciaire.

#### Article 284

Cet article abroge l'article 56bis de la même loi qui prévoyait la convocation du mineur de plus de douze ans par le tribunal de la jeunesse lorsque ce dernier était saisi de questions qui le concernent.

L'audition de l'enfant est désormais définie aux articles 172 à 175 de la proposition de loi créant les 1004bis et 1004ter du Code judiciaire pour toutes les procédures qui le concernent et où ils ne sont pas parties à la cause.

Indien geen enkele gewone verblijfplaats weerhouden kan worden, zullen de in de wet van 8 april 1965 reeds bestaande residuair criteria hernomen worden.

Wanneer de jeugdrechtbank gevat wordt, blijft deze bevoegd zelfs wanneer de woonplaats van de ouders wijzigt.

Zowel de jeugd- als de familierechtbank hebben dus een blijvende bevoegdheid.

Telkens het belang van het kind of het belang van een goede justitie het gebiedt, zal de rechtbank de zaak uit handen kunnen geven ten voordele van een ander gerechtelijk arrondissement.

De duurzame verandering van woonplaats van de minderjarige kan bijvoorbeeld de transfer van het dossier naar de rechtbank van het gerechtelijk arrondissement verantwoorden.

Teneinde dilatoire procedures te vermijden zal enkel het parket zich kunnen beroepen op deze transfertbeslissing.

#### Artikel 283

Artikel 283 wijzigt artikel 54 van de wet van 8 april 1965.

De persoonlijke verschijning van de partijen blijft de regel voor de jeugdrechtbank. De aard van de voor de jeugdrechter hangende zaken rechtvaardigt het feit dat de ouders en kinderen ouder dan 12 jaar in persoon aanwezig zijn, zelfs wanneer zij door advocaten worden bijgestaan.

Uitzonderlijk zal de vrederechter evenwel zijn toestemming kunnen verlenen aan een partij om vertegenwoordigd te worden.

Voor de familierechtbank wordt de verschijning van de partijen voortaan gedefinieerd door artikel 236 van huidig wetsvoorstel dat een nieuw artikel 1253ter/2 invoegt in het Gerechtelijk Wetboek.

#### Artikel 284

Dit artikel heft artikel 56bis op van dezelfde wet waarin de oproeping van de minderjarige ouder dan twaalf jaar voorzien wordt door de jeugdrechtbank wanneer deze gevat wordt voor zaken die hem aanbelangen.

Het horen van het kind wordt voortaan gedefinieerd in artikelen 172 tot 175 van het wetsvoorstel tot opstelling van de artikelen 1004bis en 1004ter van het gerechtelijk wetboek voor alle procedures die hem aanbelangen *en waarin hij geen partij is in het geding*.

## Article 285

Ces alinéas peuvent être supprimés puisque ces matières sont désormais régies par le Code judiciaire.

## Articles 286 et 287

Ces articles visent à mettre la loi en conformité avec les modifications apportées à la Constitution concernant les compétences attribuées aux Communautés.

## SECTION VI — MODIFICATIONS À DIVERSES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

## Article 288

Cet article modifie les procédures d'appel suite à la décision rendue par le juge de paix ou celle prononcée par le tribunal de la jeunesse dans le cadre de la loi de 1990 sur la protection des malades mentaux.

## Articles 289 et 291

Ces articles modifient l'article 33 et 36 de la même loi pour le mettre en conformité avec les modifications apportées à la Constitution concernant les compétences attribuées aux communautés.

## Article 290

Cet article adapte la terminologie suite au transfert de compétences vers le tribunal et la cour de la famille et de la jeunesse.

## Articles 292 à 295

Ces articles adaptent la terminologie de la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages suite au transfert de compétences vers le tribunal de la famille.

## Articles 296 à 301

Ces articles adaptent la terminologie de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles suite au transfert de compétences vers le tribunal de la famille.

## Artikel 285

Deze leden kunnen opgeheven worden aangezien deze materies voortaan geregeld worden door het Gerechtelijk Wetboek.

## Artikelen 286 en 287

Deze artikelen beogen de wet in overeenstemming te brengen met de in de Grondwet aangebrachte wijzigingen betreffende de aan de Gemeenschappen toegekende bevoegdheden.

## AFDELING VI — WIJZIGINGEN VAN DIVERSE WETGEVENDE EN REGELGEVENDE BEPALINGEN

## Artikel 288

Dit artikel wijzigt de beroepsprocedures volgende op de beslissing van de vrederechter of de jeugdrechtbank in het kader van de wet van 1990 betreffende de bescherming van de geesteszieken.

## Artikelen 289 en 291

Deze artikelen wijzigen artikel 33 en 36 van dezelfde wet om ze in overeenstemming te brengen met de in de Grondwet aangebrachte wijzigingen betreffende de aan de gemeenschappen toegewezen bevoegdheden.

## Artikel 290

Dit artikel betreft een aanpassing van de terminologie naar aanleiding van de transfer van bevoegdheden naar de familie- en jeugdrechtbank en naar het hof.

## Artikelen 292 tot 295

Deze artikelen betreffen een aanpassing van de terminologie van de wet van 16 mei 1900 betreffende het erfstelsel voor de kleine nalatenschappen naar aanleiding van de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikelen 296 tot 301

Deze artikelen betreffen een aanpassing van de terminologie van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven naar aanleiding van de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Article 302

Cet article adapte la terminologie du Code de la nationalité suite au transfert de compétences vers le tribunal de la famille.

## Articles 303 à 309

Deux actions judiciaires sont aujourd'hui ouvertes en cas de litige relatif à la détermination de l'allocataire.

D'une part, en cas de désaccord entre les parents quant à l'octroi des allocations familiales, ceux-ci peuvent demander au tribunal du travail de désigner qui sera l'allocataire (1). D'autre part, l'article 69, § 3, des lois coordonnées (2) permet l'introduction, devant le juge de paix, d'une requête en opposition au paiement à l'allocataire (3).

Il est évident que la première de ces actions doit être attribuée au tribunal de la famille, lorsque ce contentieux surgit en cas de séparation ou de divorce des parents, étant donné que le choix de l'allocataire peut être déterminé par le mode d'hébergement retenu et que la désignation de l'un ou de l'autre parent peut influencer le montant de la contribution alimentaire due par l'autre.

Cette consécration légale permet de résoudre les importantes controverses qui existent actuellement quant à la possibilité pour les juridictions civiles (tribunal de la jeunesse, juge de paix, tribunal de première instance, président du tribunal de première instance statuant en référé, et cour d'appel) de résoudre les problèmes liés à la désignation de l'allocataire en cas de séparation des parents.

Il convient également de prévoir que les décisions ainsi rendues par le tribunal de la famille seront opposables aux caisses de paiement des allocations familiales moyennant notification, par le greffe, de la décision judiciaire rendue.

Enfin, pour rendre la réforme tout à fait efficace, il est opportun de modifier l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et les articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 pour les travailleurs indépendants, de manière à ce que le tribunal de la

(1) Article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, tel que modifié par l'article 19 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales.

(2) Pour les indépendants, il s'agit des articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 8 avril 1976.

(3) Article 594, 8<sup>o</sup>, du Code Judiciaire.

## Artikel 302

Dit artikel betreft een aanpassing van de terminologie van het Wetboek van de Nationaliteit naar aanleiding van de transfer van bevoegdheden naar de familierechtbank.

## Artikelen 303 tot 309

Momenteel worden twee vorderingen ingesteld in geval van een geschil betreffende de bepaling van de uitkeringsgerechtigde.

Enerzijds kunnen de ouders, in geval van onenigheid inzake de toekenning van de kinderbijslag, de arbeidsrechtbank vragen om de uitkeringsgerechtigde aan te duiden (1). Anderzijds laat artikel 69, § 3, van de gecoördonneerde wetten (2) toe bij de vrederechter verzet aan te tekenen tegen de uitbetaling aan de gerechtigde (3).

Het spreekt voor zich dat de eerste van deze vorderingen toegewezen moet worden aan de familierechtbank, wanneer dit geschil zich voordoet in geval van (echt)scheiding van de ouders, aangezien dat de keuze van de uitkeringsgerechtigde bepaald kan worden door de gekozen huisvesting en de aanduiding van de ene of de andere ouder een invloed kan hebben op het door de andere verschuldigde bedrag van de onderhoudsbijdrage.

Deze wettelijke bekrachtiging biedt een uitweg uit de huidige controverses met betrekking tot de mogelijkheid voor de burgerlijke rechtsmachten (jeugdrechtbank, vrederechter, rechtbank van eerste aanleg, voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg rechtsprekend in kort geding, en hof van beroep) om een oplossing te vinden voor de problemen in verband met de aanduiding van de uitkeringsgerechtigde in geval van een scheiding van de ouders.

Het is eveneens aangewezen om de aldus uitgevaardigde beslissingen door de familierechtbank tegenwerpbaar te maken aan de uitbetalingsinstellingen voor de kinderbijslag middels kennisgeving, door de griffier, van de uitgevaardigde gerechtelijke beslissing.

Om de hervorming volkomen doeltreffend te maken, is het ten slotte gepast om artikel 69, § 1, derde lid van de gecoördonneerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 voor zelfstandigen te wijzigen, opdat de familierechtbank

(1) Artikel 69, § 1, 3e lid van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, zoals gewijzigd door artikel 19 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen.

(2) Voor de zelfstandigen betreft het de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 8 april 1976.

(3) Artikel 594, 8<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek.

famille puisse choisir s'il souhaite, soit désigner un seul allocataire, soit décider que les allocations familiales seront en tout ou en partie rétrocedées par un parent à l'autre, soit encore imposer le paiement à plusieurs allocataires chacun pour partie.

Actuellement, la compétence du tribunal du travail est en effet strictement limitée à la désignation d'un, et d'un seul, allocataire. Il ne peut ni statuer sur la demande d'un parent tendant à ce que les allocations familiales lui soient en tout ou partie rétrocedées, ni ordonner à la caisse d'allocations familiales le paiement de celles-ci à plusieurs allocataires chacun pour une partie. Cette situation est regrettable dans la mesure où la particularité de certaines situations familiales peut justifier d'autres solutions que la désignation pure et simple d'un seul allocataire.

La seconde action prévue par la loi en matière d'allocations familiales est prévue par l'article 69, § 3, des lois coordonnées (1) qui permet l'introduction, devant le juge de paix, d'une requête en opposition au paiement à l'allocataire. Cette action en opposition est ouverte au père, à la mère, à l'adoptant, au tuteur officieux, tuteur, curateur, ou attributaire selon le cas. Elle nécessite que l'intérêt de l'enfant exige une telle action. Son intérêt est par ailleurs limité puisque le juge de paix ne peut, dans le cadre de cette action, décider à qui reviendront à l'avenir ces allocations familiales. Cette question relève en effet aujourd'hui de la compétence du juge de paix.

Pour assurer la cohérence du système, il convient d'attribuer cette compétence au tribunal de la famille (*cf.* également article 41 de la présente proposition).

Enfin, signalons qu'en cas de négligence grave, un tuteur aux prestations familiales peut être désigné par le tribunal de la jeunesse. Une telle mesure intervient lorsque les allocations familiales ne sont manifestement pas utilisées dans l'intérêt de l'enfant bénéficiaire, et que ce dernier est élevé dans « *des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement et habituellement défectueuses* ». Le tuteur aux prestations familiales désigné — qui peut être une personne physique ou une personne morale — est alors chargé de les affecter aux besoins exclusifs des enfants et aux dépenses du foyer qui les concernent (2). Par ailleurs, lorsqu'un enfant est placé par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique dans une institution, les allocations familiales sont payées à concurrence de deux tiers à cette institution

(1) Pour les indépendants, il s'agit des articles 31 et 32 de l'arrêté royal du 8 avril 1976.

(2) Article 29 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

desgewenst één enkele uitkeringsgerechtigde kan aanduiden, ofwel kan beslissen dat de kinderbijslag geheel of gedeeltelijk zullen worden afgestaan door een ouder aan de andere, ofwel de gedeeltelijke betaling aan meerdere uitkeringsgerechtigden gebieden.

Op dit ogenblik is de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank immers strikt beperkt tot de aanduiding van één enkele uitkeringsgerechtigde. Zij kan niet beslissen over het verzoek van een ouder om de kinderbijslag geheel of gedeeltelijk te krijgen toegewezen, noch de uitbetalingsinstelling voor kinderbijslag de gedeeltelijke betaling aan meerdere uitkeringsgerechtigden te gelasten. Deze situatie is betreuenswaardig in die zin dat het bijzondere karakter van bepaalde situaties andere oplossingen dan de eenzijdige aanduiding van een enkele uitkeringsgerechtigde kan rechtvaardigen.

De tweede vordering die de wet voorziet inzake kinderbijslag wordt bepaald in artikel 69, § 3 van de gecoördonneerde wetten (1), en betreft de mogelijkheid om bij de vrederechter verzet aan te tekenen tegen de uitbetaling aan de rechthebbende. Deze vordering is mogelijk voor de vader, de moeder, de adoptant, de pleegvoogd, voogd, curator of rechthebbende naargelang het geval, en dient in het belang van het kind ondernomen te worden. Het belang van deze vordering is overigens beperkt aangezien de vrederechter in het kader van deze vordering niet kan beslissen aan wie de kinderbijslag in de toekomst zal toekomen. Momenteel behoort deze kwestie namelijk tot de bevoegdheid van de vrederechter.

Teneinde de coherentie van het systeem te verzekeren, is het aangewezen om deze bevoegdheid toe te kennen aan de familierechtbank (*cf.* ook artikel 41 van huidig voorstel).

Ten slotte dient erop gewezen te worden dat, in geval van ernstige verwaarlozing, de jeugdrechtbank een voogd kan aanduiden voor de gezinsbijslag. Dergelijke maatregel wordt genomen wanneer de kinderbijslag klaarblijkelijk niet in het belang van het gerechtigde kind wordt aangewend en het kind wordt opgevoed in « *in omstandigheden die kennelijk en doorgaans niet voldoen aan de eisen inzake voeding, huisvesting en hygiëne* ». De voor de gezinsbijslag aangeduide voogd — die een natuurlijke persoon of rechtspersoon kan zijn — wordt desgevallend belast om de bijslag uitsluitend aan te wenden voor de behoeften van de kinderen en de gezinsuitgaven die hen aanbelangen (2). Wanneer een kind geplaatst wordt in een instelling door bemiddeling van of ten laste van een overheid, wordt de kinderbijslag a

(1) Voor de zelfstandigen gaat het om de artikelen 31 en 32 van het koninklijk besluit van 8 april 1976.

(2) Artikel 29 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.



ou au particulier. Le tribunal de la jeunesse est compétent pour décider du sort du solde d'un tiers (1).

Dans la mesure où ces deux situations se présentent dans le cadre d'un dossier protectionnel, nous maintenons la compétence du tribunal de la jeunesse pour la désignation d'un tuteur aux prestations familiales.

## SECTION V — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### Article 310

Le premier alinéa de cette disposition transitoire règle le sort des affaires encore pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Ces affaires continueront d'être traitées par le tribunal ou la cour saisis.

Le deuxième alinéa règle les cas où une décision a été cassée par la Cour de cassation avec renvoi dans des matières qui, à la suite de l'entrée en vigueur de la présente loi, viennent à relever de la compétence du tribunal de la famille et de la jeunesse. Le renvoi s'effectue vers le tribunal de la famille et de la jeunesse. Les dossiers sont transmis au greffier-chef de service du tribunal de la famille et de la jeunesse.

### Article 311

Cette disposition transitoire règle l'opposition contre des décisions du juge de paix, du tribunal de première instance ou du tribunal de la jeunesse dans les matières civiles dans des matières qui, à la suite de l'entrée en vigueur de la présente loi, viennent à relever de la compétence de la chambre de la famille du tribunal de la famille et de la jeunesse.

L'opposition contre ces décisions intervenant après l'entrée en vigueur de la présente loi doit être formée devant la chambre de la famille du tribunal de la famille et de la jeunesse. Si l'opposition a été formée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de l'article 348 sont d'application et l'affaire continue donc d'être traitée par le juge saisi.

### Article 312

Il s'agit d'une disposition transitoire ayant pour objet de transformer d'office les mandats de juge de la

(1) Article 70 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés; article 33 de l'arrêté royal du 8 avril 1976.

*rato* van twee derde betaald aan deze instelling of aan een andere rechthebbende. De jeugdrechtbank is bevoegd om te beslissen over het lot van het saldo aan een derde (1).

Voor zover deze twee situaties zich voordoen in het kader van een jeugdbeschermingsdossier, behouden wij de bevoegdheid van de jeugdrechtbank voor de aanduiding van een voogd voor de kinderbijslag.

## AFDELING V — OVERGANGSBEPALINGEN

### Artikel 310

Het eerste lid van deze overgangsbepaling regelt het lot van zaken die nog hangende zijn op het moment van de inwerkingtreding van deze wet. Deze zaken worden verder behandeld door de rechtbank of het Hof waarbij zij aanhangig zijn.

Het tweede lid regelt die gevallen waarbij cassatie wordt uitgesproken met verwijzing in zaken die door de inwerkingtreding van deze wet opeens tot de bevoegdheid zijn gaan behoren van de familie- en jeugdrechtbank. De verwijzing heeft plaats naar de familie- en jeugdrechtbank. De dossiers worden gestuurd naar de hoofdgriffier van de familie- en jeugdrechtbank.

### Artikel 311

Deze overgangsbepaling regelt het verzet tegen beslissingen van de vrederechter, de rechtbank van eerste aanleg of van de jeugdrechtbank in civile zaken, in materies die door de inwerkingtreding van de wet tot de bevoegdheid van de familiekamer van de familie- en jeugdrechtbank zijn gaan behoren.

Het verzet dat werd ingesteld na de inwerkingtreding van de wet, moet worden gebracht voor de familiekamer van de familie- en jeugdrechtbank. Als het verzet was ingesteld voor de inwerkingtreding van de wet, dan wordt toepassing gemaakt van artikel 348 en dus wordt de zaak verder behandeld door de rechter bij wie zij aanhangig is.

### Artikel 312

Het betreft een overgangsbepaling tot de ambts-halve omvorming van de mandaten van jeugdrechters

(1) Artikel 70 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders; artikel 33 van het koninklijk besluit van 8 april 1976.

jeunesse en des mandats de juge de la famille et de la jeunesse et de juge d'appel de la jeunesse en des mandats de juges d'appel de la famille et de la jeunesse.

La durée des mandats en cours de juges de la jeunesse (mandat d'un an, renouvelable pour deux ans puis pour cinq ans chaque fois) sont d'office alignés sur la durée des mandats de juge d'appel de la famille et de la jeunesse (trois ans renouvelables chaque fois pour cinq ans).

Francis DELPÉRÉE.  
Sabine de BETHUNE.  
Christine DEFRAIGNE.  
Martine Taelman.

\*  
\* \*

in mandaten van familie- en jeugdrechters en van de mandaten van jeugdrechters in hoger beroep in mandaten van familie- en jeugdrechters in hoger beroep.

De duur van de lopende mandaten van jeugdrechters (mandaat voor een jaar, dat voor twee jaar, daarna telkens voor vijf jaar, kan worden verlengd) is ambtshalve aangepast aan de duur van de mandaten van familie- en jeugdrechters in hoger beroep (mandaat voor drie jaar, dat telkens voor vijf jaar kan worden verlengd).

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI****Section I<sup>re</sup>***Modifications du Code civil*Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

Dans l'article 43 du Code civil, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 3

Dans l'article 45 du même Code, modifié par les lois du 21 mars 1969, du 23 juin 1980 et du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « président du tribunal » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 4

Dans l'article 49 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 5

Dans l'article 54 du même Code, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

**WETSVOORSTEL****Afdeling I***Wijzigingen aan het Burgerlijk Wetboek*

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In artikel 43 van het Burgerlijk Wetboek worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 3

In artikel 45 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969, 23 juni 1980 en 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 4

In artikel 49 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 5

In artikel 54 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 6

Dans l'article 63 du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille »;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 4, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 7

Dans l'article 72 du même Code, modifié par les lois du 15 décembre 1949 et du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 8

Dans l'article 72*bis* du même Code, inséré par la loi du 7 janvier 1908, les mots « de la famille et de la jeunesse » sont insérés entre les mots « du tribunal » et les mots «, donnée sur requête,».

## Art. 9

Dans l'article 112 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille »;

2° le paragraphe 3 est complété par les mots «, mais uniquement lorsqu'il intervient en vertu du § 1<sup>er</sup> ou des articles 113, § 2, 116 à 118, 121 et 122 ».

## Art. 10

Dans l'article 113, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 11

Dans l'article 114, § 2, alinéa 2, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 6

In artikel 63 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 7

In artikel 72 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 8

In artikel 72*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 januari 1908, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 9

In artikel 112 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden «, maar uitsluitend wanneer het optreedt krachtens § 1 of de artikelen 113, § 2, 116 tot 118, 121 en 122 ».

## Art. 10

In artikel 113, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 11

In artikel 114, § 2, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 12

Dans l'article 117, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 13

Dans l'article 118, § 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 14

Dans l'article 119, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 15

Dans l'article 120 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 16

Dans l'article 122, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille et de la jeunesse ».

## Art. 17

Dans l'article 126 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 18

Dans l'article 127 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « et le tribunal » et les mots « peut dans ce cas ».

## Art. 12

In artikel 117, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 13

In artikel 118, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 14

In artikel 119, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij ».

## Art. 15

In artikel 120 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

## Art. 16

In artikel 122, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familie- en jeugdrechtbank ».

## Art. 17

In artikel 126 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht de woorden « rechtbank van eerste aanleg » worden vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 18

In artikel 127 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 19

Dans l'article 128 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 20

Dans l'article 129 du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « Le tribunal » sont remplacés par les mots « Le juge » et les mots « le tribunal » sont remplacés par le mot « il ».

## Art. 21

Dans l'article 130, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots « chambre famille de la » sont insérés entre les mots « formé par requête à la » et les mots « cour d'appel » et les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « au greffe du tribunal » et les mots « qui a rendu la décision ».

## Art. 22

À l'article 145 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990 et modifié par les lois du 29 avril 2001 et du 9 mai 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « de la famille »;

2° à l'alinéa 3, le mot « Cour » est remplacé par les mots « chambre de la famille de la cour d'appel ».

## Art. 23

Dans l'article 148, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « saisi de la demande ».

## Art. 24

Dans l'article 167, alinéa 6, du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2000, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 19

In artikel 128 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 20

In artikel 129 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « De rechtbank » vervangen door de woorden « De rechter » en worden de woorden « de rechtbank » vervangen door het woord « hij ».

## Art. 21

In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, worden de woorden « de familiekamer van » ingevoegd tussen de woorden « bij verzoekschrift bij » en de woorden « het hof van beroep » en wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

## Art. 22

In artikel 145 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990 en gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001 en 9 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in het derde lid worden de woorden « het Hof » vervangen door de woorden « de familiekamer van het hof van beroep ».

## Art. 23

In artikel 148, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 24

In artikel 167, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2000, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 25

Dans l'article 185 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

## Art. 26

Dans l'article 210 du même Code, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « pourra, en connaissance de cause, ».

## Art. 27

Dans l'article 214, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 9 mai 2007, les mots « juge de paix » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 28

Dans l'article 215 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 20 février 1991, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « première instance et en cas d'urgence, par le président de ce tribunal » sont remplacés par les mots « la famille »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « juge de paix » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 29

Dans l'article 216, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 2, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots « première instance et en cas d'urgence, devant le président de ce tribunal » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 30

Dans l'article 220 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 9 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

## Art. 25

In artikel 185 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « de familierechtbank ».

## Art. 26

In artikel 210 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 27

In artikel 214, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord « vrederechter » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 28

In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 20 februari 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg, en, in spoedeisende gevallen, door de voorzitter van die rechtbank, » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in paragraaf 2, derde lid, wordt het woord « vrederechter » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 29

In artikel 216, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg en in spoedeisende gevallen tot de voorzitter van die rechtbank, » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 30

In artikel 220 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° dans les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille »;

2° dans le paragraphe 3, les mots « juge de paix » sont remplacés par le mot « tribunal de la famille ».

#### Art. 31

Dans l'article 221 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « juge de paix » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « ou du président du tribunal » sont remplacés par les mots « de la famille ou à l'ordonnance de ce tribunal ».

#### Art. 32

L'article 223 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 28 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 223. Si l'un des époux manque gravement à ses devoirs, le juge du tribunal de la famille ordonne, à la demande du conjoint, les mesures urgentes conformément à l'article 1253<sup>ter</sup>/6 du Code judiciaire.

Il en est de même à la demande d'un des époux si l'entente entre eux est sérieusement perturbée. »

#### Art. 33

Dans l'article 301 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « peut, dans le jugement prononçant le divorce »;

2° dans les paragraphes 3, 4, 6, 7, 8, et 11, le mot « tribunal » est chaque fois remplacé par le mot « juge ».

#### Art. 34

Dans l'article 302 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 27 avril

1° in de paragrafen 1 en 2 worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in paragraaf 3 wordt het woord « vrederechter » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 31

In artikel 221 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord « vrederechter » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in het zesde lid worden de woorden « rechtbank of van de voorzitter van de rechtbank in kort geding » vervangen door de woorden « familierechtbank of op beschikking van deze rechtbank ».

#### Art. 32

Artikel 223 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 28 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 223. Indien een der echtgenoten grovelijk zijn plicht verzuimt, beveelt de rechter van de familierechtbank, op verzoek van de andere echtgenoot, dringende maatregelen, volgens het bepaalde in de artikelen 1253<sup>ter</sup>/6 van het Gerechtelijk Wetboek.

Hetzelfde geschiedt op verzoek van een der echtgenoten, indien de verstandhouding tussen hen ernstig verstoord is. »

#### Art. 33

In artikel 301 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in de paragrafen 3, 4, 6, 7, 8 en 11 wordt het woord « rechtbank » telkens vervangen door het woord « rechter ».

#### Art. 34

In artikel 302 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van



2007, le mot «président statuant en référé» est remplacé par les mots «tribunal de la famille statuant».

## Art. 35

Dans l'article 316*bis* du même Code, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 1<sup>o</sup>, les mots «après l'ordonnance du président siégeant en référé» sont remplacés par les mots «après une ordonnance prise en vertu de l'article 1280 du Code judiciaire»;

2<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup>, les mots «du juge de paix» sont abrogés.

## Art. 36

Dans l'article 318, § 5, du même Code, remplacé par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 37

Dans l'article 329*bis* du même Code, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge»;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

«À défaut de ces consentements, le candidat à la reconnaissance cite les personnes dont le consentement est requis devant le tribunal de la famille. Les parties sont entendues en chambre du conseil. Le juge tente de les concilier. S'il concilie les parties, le juge reçoit les consentements nécessaires. À défaut de conciliation, la demande est rejetée s'il est prouvé que le demandeur n'est pas le père ou la mère biologique. Lorsque la demande concerne un enfant âgé d'un an ou plus au moment de l'introduction de la demande, le tribunal peut en outre refuser la reconnaissance si elle est manifestement contraire à l'intérêt de l'enfant.»;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 3 :

— les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «au tribunal» et les mots «du domicile de l'enfant»;

27 april 2007, wordt het woord «voorzitter» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 35

In artikel 316*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in 1<sup>o</sup> worden de woorden «na de beschikking van de voorzitter zitting houdend in kort geding» vervangen door de woorden «na een beschikking genomen krachtens artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek»;

2<sup>o</sup> in 3<sup>o</sup> worden de woorden «door de vrede-rechter» opgeheven.

## Art. 36

In artikel 318, § 5, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank».

## Art. 37

In artikel 329*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter»;

2<sup>o</sup> paragraaf 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

«Bij gebreke van die toestemmingen dagvaardt degene die het kind wil erkennen de personen wier toestemming vereist is voor de familierechtbank. De partijen worden in raadkamer gehoord. De rechter poogt ze te verzoenen. Indien hij de partijen tot verzoening brengt, ontvangt de rechter de nodige toestemmingen. Bij gebreke van verzoening wordt het verzoek verworpen als vaststaat dat de verzoeker niet de biologische vader of moeder is. Als het verzoek een kind betreft dat op het tijdstip van de indiening van het verzoek een jaar of ouder is, kan de rechtbank bovendien de erkenning weigeren als ze kennelijk strijdig is met de belangen van het kind.»;

3<sup>o</sup> in paragraaf 3, derde lid :

— wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familierechtbank»;

— les termes «ou à défaut, de sa résidence habituelle» sont ajoutés après les mots «du domicile de l'enfant».

## Art. 38

Dans l'article 330, § 3, du même Code, remplacé par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge».

## Art. 39

Dans l'article 331 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

«Conformément à l'article 638, § 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, le tribunal de la famille du domicile de l'enfant, ou à défaut, de sa résidence habituelle, est seul compétent pour connaître des actions relatives à la filiation»;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 40

Dans l'article 331*sexies* du même Code, remplacé par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006, les mots «président du tribunal» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille».

## Art. 41

Dans l'article 331*septies* du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, le mot «tribunaux» est remplacé par les mots «tribunaux de la famille».

## Art. 42

Dans l'article 331*octies* du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, le mot «tribunaux» est remplacé par les mots «juges saisis d'une action relative à la filiation».

— de term «of bij gebreke aan, deze van zijn gewone verblijfplaats».

## Art. 38

In artikel 330, § 3, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter».

## Art. 39

In artikel 331 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de eerste paragraaf wordt vervangen door de volgende tekst :

«Overeenkomstig artikel 638, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, is de familierechtbank van de woonplaats van het kind, of bij gebreke aan woonplaats die van zijn gewone verblijfplaats bevoegd om kennis te nemen van vorderingen aangaande de afstamming.

2<sup>o</sup> in paragraaf 2 worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door «familierechtbank».

## Art. 40

In artikel 331*sexies* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 2006, worden de woorden «voorzitter van de rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 41

In artikel 331*septies* van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord «rechtbanken» vervangen door het woord «familierechtbanken».

## Art. 42

In artikel 331*octies* van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord «rechtbanken» vervangen door de woorden «rechtbankers bij wie een vordering met betrekking tot de afstamming aanhangig is gemaakt».

## Art. 43

Dans l'article 331*decies*, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 44

Dans l'article 332*quinquies*, §§ 2 et 3, du même Code, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2006 et modifié par la loi du 27 décembre 2006, le mot « tribunal » est chaque fois remplacé par le mot « juge ».

## Art. 45

Dans l'article 338 du même Code, remplacé par la loi du 31 mars 1987, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « président du tribunal » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « président » est remplacé par le mot « juge »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 du paragraphe 2 est abrogé.

## Art. 46

Dans l'article 346-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « tribunal de la jeunesse » sont remplacés par les mots « juge du tribunal de la famille »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 47

Dans l'article 348-1, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

## Art. 43

In artikel 331*decies*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij ».

## Art. 44

In artikel 332*quinquies*, §§ 2 en 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 1 juli 2006 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 45

In artikel 338 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « familierechtbank »;

2<sup>o</sup> in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord « voorzitter » vervangen door het woord « rechter »;

3<sup>o</sup> lid 2 van de tweede paragraaf wordt opgeheven.

## Art. 46

In artikel 346-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank » en wordt het woord « haar » vervangen door het woord « hem »;

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 47

In artikel 348-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

## Art. 48

Dans l'article 348-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 9 mai 2007, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «appelé à statuer».

## Art. 49

Dans l'article 348-4, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «par le tribunal» et les mots «devant lequel le consentement».

## Art. 50

Dans l'article 348-8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «au tribunal» et les mots «saisi de la requête».

## Art. 51

Dans l'article 348-10, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «au tribunal» et les mots «saisi de la requête».

## Art. 52

Dans l'article 348-11, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «au tribunal» et les mots «que ce refus est abusif».

## Art. 53

Dans l'article 349-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 54

Dans l'article 351, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «déclare que cette adoption».

## Art. 48

In artikel 348-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familie rechtbank».

## Art. 49

In artikel 348-4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familie rechtbank».

## Art. 50

In artikel 348-8, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familie rechtbank».

## Art. 51

In artikel 348-10, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familie rechtbank».

## Art. 52

In artikel 348-11, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familie rechtbank».

## Art. 53

In artikel 349-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familie rechtbank».

## Art. 54

In artikel 351, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familie rechtbank».

## Art. 55

Dans l'article 353-1 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 18 mai 2006, le mot « tribunal » est chaque fois remplacé par le mot « juge ».

## Art. 56

Dans l'article 353-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 18 mai 2006, le mot « tribunal » est chaque fois remplacé par le mot « juge ».

## Art. 57

Dans l'article 353-3 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et remplacé par la loi du 18 mai 2006, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 58

Dans l'article 353-5, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 18 mai 2006, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « décide dans l'intérêt ».

## Art. 59

Dans l'article 353-6, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « au tribunal » et les mots « appelé à statuer ».

## Art. 60

Dans l'article 353-10 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

## Art. 61

Dans l'article 354-1, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « peut ne prononcer la révocation ».

## Art. 55

In artikel 353-1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, wordt het woord « rechtbank » telkens vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 56

In artikel 353-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, wordt het woord « rechtbank » telkens vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 57

In artikel 353-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, wordt het woord « rechtbank » telkens vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 58

In artikel 353-5, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familie-rechtbank ».

## Art. 59

In artikel 353-6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 60

In artikel 353-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 61

In artikel 354-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 62

Dans l'article 354-2, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot « jeunesse » est chaque fois remplacé par les mots « famille ».

## Art. 63

Dans l'article 356-2, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 18 mai 2006, le mot « tribunal » est chaque fois remplacé par le mot « juge ».

## Art. 64

Dans l'article 361-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et remplacé par la loi du 30 décembre 2009, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

## Art. 65

Dans l'article 362-2 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

## Art. 66

Dans l'article 363-3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

## Art. 67

Dans l'article 367-3 du même Code, inséré par la loi du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille »;

## Art. 62

In artikel 354-2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « jeugdrechtbank » telkens vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 63

In artikel 356-2, § 2, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 18 mei 2006, wordt het woord « rechtbank » telkens vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 64

In artikel 361-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en vervangen bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 65

In artikel 362-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en vervangen bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 66

In artikel 363-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 67

In artikel 367-3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est complété par les mots « de la famille »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 5, les mots « tribunal qui a statué sur la demande » sont remplacés par les mots « tribunal de première instance dont le tribunal de la famille qui a statué sur la demande constitue une section ».

Art. 68

Dans l'article 373, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

Art. 69

Dans l'article 374 du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987, remplacé par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 18 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « qu'ils saisissent le tribunal » et les mots « de leur litige, »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 3, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

Art. 70

Dans l'article 375*bis*, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

Art. 71

Dans l'article 376, alinéa 4, du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 13 avril 1995, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille ».

2° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familie-rechtbank »;

3° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden « bij de rechtbank die over de vordering heeft beslist » vervangen door de woorden « bij de rechtbank van eerste aanleg waartoe de familierechtbank die over de vordering heeft beslist, behoort ».

Art. 68

In 373, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 13 april 1995, het woord « jeugdrechtbank » is vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 69

In artikel 374 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 31 maart 1987, vervangen bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, vierde lid, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familie-rechtbank »;

3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter van de familierechtbank »;

4° in paragraaf 2, derde lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter ».

Art. 70

In artikel 375*bis*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 71

In artikel 376, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 31 maart 1987 en vervangen bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 72

Dans l'article 379, alinéa 3, du même Code, rétabli par la loi du 31 mars 1987 et modifié par la loi du 13 février 2003, les mots «du tribunal» sont remplacés par les mots «du tribunal de la famille».

## Art. 73

L'article 387*bis* du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995 et modifié par la loi du 18 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit :

«Art. 387*bis*. Dans tous les cas et sans préjudice des articles 584 et 1280 du Code judiciaire, le juge du tribunal de la famille peut, à la demande des père et mère, de l'un d'eux ou du procureur du Roi, ordonner ou modifier, dans l'intérêt de l'enfant, toute disposition relative à l'autorité parentale et ce conformément aux articles 1253*ter*/6 et 1253*ter*/7 du Code Judiciaire.»

## Art. 74

Dans l'article 387*ter* du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

«Lorsque l'un des parents refuse d'exécuter les décisions judiciaires relatives à l'hébergement des enfants ou au droit aux relations personnelles, la cause peut être ramenée devant le juge compétent.»;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est abrogé;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «est saisi».

## Art. 75

Dans l'article 389, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 76

Dans l'article 397, 2<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001 et modifié par la loi du 15 mai

## Art. 72

In artikel 379, derde lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 13 februari 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familie-rechtbank».

## Art. 73

Artikel 387*bis* van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 2006, wordt vervangen als volgt :

«Art. 387*bis*. In alle gevallen, en onverminderd de artikelen 584 en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter van de familierechtbank in het belang van het kind, op verzoek van beide ouders of van één van hen, dan wel van de procureur des Konings alle beschikkingen met betrekking tot het ouderlijk gezag opleggen of wijzigen, volgens het bepaalde in de artikelen 1253*ter*/6 en 1253*ter*/7 van het Gerechtelijk Wetboek.»

## Art. 74

In artikel 387*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het tweede en derde lid wordt het eerste lid vervangen als volgt :

«Ingeval één van de ouders weigert de rechterlijke beslissingen met betrekking tot de verblijfsregeling van de kinderen of het recht op persoonlijk contact uit te voeren, kan de zaak opnieuw voor de bevoegde rechter worden gebracht.»;

2<sup>o</sup> in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;

3<sup>o</sup> in paragraaf 2 wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familie-rechtbank».

## Art. 75

In artikel 389, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familie-rechtbank».

## Art. 76

In artikel 397, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001 en gewijzigd bij de



2006 les mots « tribunal de la jeunesse » ont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

Art. 77

Dans l'article 475<sup>ter</sup> du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969, renuméroté par la loi du 31 mars 1987 et modifié par la loi du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 2 et 3, le mot « jeunesse » est remplacé par les mots « famille »;

2° L'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Le procureur du Roi est, soit entendu, soit rend un avis par écrit. »

Art. 78

Dans l'article 475<sup>quinquies</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969 et renuméroté par la loi du 31 mars 1987, le mot « jeunesse » est chaque fois remplacé par les mots « famille ».

Art. 79

Dans l'article 475<sup>sexies</sup> du même Code, inséré par la loi du 21 mars 1969, renuméroté par la loi du 31 mars 1987 et remplacé par la loi du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le mot « jeunesse » est chaque fois remplacé par les mots « la famille »;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Le juge saisi entend le procureur du Roi, dans l'hypothèse où ce dernier a sollicité la fin de la tutelle officielle, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « dans l'hypothèse de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, » sont insérés entre les mots « et entendu le procureur du Roi, » et les mots « supprimer ou réduire l'obligation ».

wet van 15 mei 2006, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 77

In artikel 475<sup>ter</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969, opnieuw genummerd bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede en derde lid 3 wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Ofwel wordt de procureur des Konings gehoord, ofwel brengt hij een schriftelijk advies uit. »

Art. 78

In artikel 475<sup>quinquies</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en vervangen bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord « jeugdrechtbank » telkens vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 79

In artikel 475<sup>sexies</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969, opnieuw genummerd bij de wet van 31 maart 1987 en gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en tweede lid wordt het woord « jeugdrechtbank » telkens vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De rechter hoort de procureur des Konings ingeval deze laatste om het einde van de pleegvoogdij heeft verzocht, overeenkomstig het eerste lid, 3<sup>o</sup>. »;

3° in het derde lid worden de woorden « in het geval van het eerste lid, 3<sup>o</sup> » ingevoegd tussen de woorden « na de procureur des Konings te hebben gehoord » en de woorden « , de verplichting » en wordt het woord « zij » telkens vervangen door het woord « hij ».

## Art. 80

Dans l'article 477, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, du même Code, remplacé par la loi du 8 avril 1965 et modifié par la loi du 31 mars 1987, le mot «jeunesse» est chaque fois remplacé par les mots «famille».

## Art. 81

Dans l'article 478, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots «au tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «au tribunal de la famille» et les mots «le tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «le juge du tribunal de la famille».

## Art. 82

Dans l'article 479, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille».

## Art. 83

Dans l'article 480, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même Code, remplacé par la loi du 10 mars 1975, le mot «jeunesse» est chaque fois remplacé par les mots «famille».

## Art. 84

Dans l'article 487*ter*, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même Code, inséré par la loi du 29 juin 1973 et modifié par la loi du 6 avril 1976, les mots «tribunal de première instance de son domicile ou de sa résidence» sont remplacés par les mots «juge de paix du canton dans lequel il a son domicile ou sa résidence».

## Art. 85

Dans l'article 487*quater* du même Code, inséré par la loi du 29 juin 1973 et modifié par les lois du 31 mars 1987 et du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) entre les deux premières phrases est ajoutée la phrase suivante :

«En vertu de l'article 638*bis* du Code judiciaire, le juge de paix est compétent pour exercer la surveillance

## Art. 80

In artikel 477, eerste en derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 8 april 1965 en gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt het woord «jeugdrechtbank» telkens vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 81

In artikel 478, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 29 april 2001, worden de woorden «bij de jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «bij de familierechtbank» en worden de woorden «tot de jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «tot de rechter van de familierechtbank».

## Art. 82

In artikel 479, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 83

In artikel 480, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 maart 1975, wordt het woord «jeugdrechtbank» telkens vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 84

In artikel 487*ter*, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973 en gewijzigd bij de wet van 6 april 1976, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg van zijn woon- of verblijfplaats» vervangen door de woorden «vrederechter van het kanton van zijn woon- of verblijfplaats».

## Art. 85

In artikel 487*quater* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973 en gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987 en 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid :

a) wordt tussen de twee eerste zinnen de volgende volzin toegevoegd :

«Krachtens artikel 638*bis* van het Gerechtelijk Wetboek is de vrederechter bevoegd voor het uitvoeren

de cette autorité parentale conformément aux dispositions des articles 371 à 387ter. »; et

b) les mots « tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « juge de paix »;

2° dans l'alinéa 2, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix »;

3° la dernière phrase de l'alinéa 2 est abrogée.

#### Art. 86

Dans l'article 487quinquies du même Code, inséré par la loi du 29 juin 1973, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Le procureur du Roi n'est entendu que lorsqu'il intervient en vertu des articles 487ter ou 487septies. »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « Celle-ci » sont remplacés par les mots « La personne concernée par la requête »;

4° dans l'alinéa 4, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge »;

5° dans l'alinéa 5, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix ».

#### Art. 87

Dans l'article 487sexies du même Code, inséré par la loi du 29 juin 1973 et modifié par la loi du 7 mai 1999, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Il en est de même des jugements réformant les ordonnances prises en ces matières par les juges de paix. »

#### Art. 88

Dans l'article 489 du même Code, remplacé par la loi du 10 octobre 1967, les mots « par le juge de paix » sont insérés entre les mots « doit être interdit » et les mots « même lorsque cet état ».

fenen van het toezicht over het ouderlijk gezag overeenkomstig de bepalingen in de artikelen 371 tot 387ter. »; en

b) worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « vrederechter »;

2° in het tweede lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter »;

3° in het tweede lid wordt de laatste zin opgeheven.

#### Art. 86

In artikel 487quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter »;

2° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De procureur des Konings wordt enkel gehoord wanneer hij optreedt krachtens de artikelen 487ter of 487septies. »;

3° in het tweede lid wordt het woord « Deze » vervangen door de woorden « De persoon op wie het verzoek betrekking heeft »;

4° in het vierde lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij »;

5° in het vijfde lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter ».

#### Art. 87

In artikel 487sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 juni 1973 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Dit geldt eveneens voor de beslissingen die de beschikkingen van de vrederechters in deze materie teniet doen. »

#### Art. 88

In artikel 489 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden « door de vrederechter » ingevoegd tussen het woord « moet » en het woord « worden ».

## Art. 89

L'article 509, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, est abrogé.

## Art. 90

Dans l'article 513 du même Code, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix ».

## Art. 91

Dans l'article 514 du même Code, remplacé par la loi du 15 juillet 1970, les mots « s'il a sollicité la mise sous conseil judiciaire » sont insérés entre les mots « le procureur du Roi assiste à l'interrogatoire » et les mots « et le requérant peut y être présent ».

## Art. 92

L'article 515 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 515. Lorsque le procureur du Roi intervient en vertu des articles 487ter, 487septies et 514, aucun jugement, en matière d'interdiction, ou de nomination de conseil, ne pourra être rendu, soit en première instance, soit en cause d'appel, que sur les conclusions du ministère public. »

## Art. 93

Dans l'article 745quater du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981 et modifié par les lois du 31 mars 1987 et du 1<sup>er</sup> juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « Le tribunal » et les mots « peut refuser la conversion »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 4, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

## Art. 94

Dans l'article 745sexies du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, les modifications suivantes sont apportées :

## Art. 89

Artikel 509, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, wordt opgeheven.

## Art. 90

In artikel 513 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter ».

## Art. 91

In artikel 514 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 juli 1970, worden de woorden « indien hij om de plaatsing onder gerechtelijk raadsman heeft verzocht » ingevoegd tussen de woorden « de procureur des Konings woont de ondervraging bij » en de woorden « en de verzoeker mag erbij tegenwoordig zijn ».

## Art. 92

Artikel 515 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 515. Wanneer de procureur des Konings optreedt krachtens de artikelen 487ter, 487septies en 514 kan geen vonnis inzake onbekwaamverklaring of benoeming van een raadsman, hetzij in eerste aanleg, hetzij in beroep, worden gewezen dan op de conclusie van het openbaar ministerie. ».

## Art. 93

In artikel 745quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981 en gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1987 en 1 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 2, derde lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, vierde lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij ».

## Art. 94

In artikel 745sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « est saisi par requête »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

#### Art. 95

Dans l'article 745*septies*, § 3, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981 et modifié par la loi du 29 avril 2001, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge ».

#### Art. 96

Dans l'article 770 du même Code, modifié par les lois du 15 décembre 1949 et du 14 mai 1981, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

#### Art. 97

Dans l'article 784 du même Code, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

#### Art. 98

Dans l'article 793, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 10 octobre 1967 et modifié par les lois du 3 janvier 1983 et du 29 avril 2001, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « au greffe du tribunal » et les mots « de l'arrondissement dans lequel ».

#### Art. 99

Dans l'article 798 du même Code, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « saisi de la contestation ».

#### Art. 100

Dans l'article 803*bis* du même Code, inséré par la loi du 10 octobre 1967, les mots « président du tribunal » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

1° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familie-rechtbank »;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij ».

#### Art. 95

In artikel 745*septies*, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981 en vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter ».

#### Art. 96

In artikel 770 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 15 december 1949 en 14 mei 1981, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 97

In artikel 784 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 98

In artikel 793, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij de wetten van 3 januari 1983 en 29 april 2001, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 99

In artikel 798 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 100

In artikel 803*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 101

Dans l'article 810*bis*, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 10 octobre 1967, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

## Art. 102

Dans l'article 813, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 10 octobre 1967 et modifié par la loi du 15 juillet 1970, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille, conformément aux dispositions de la quatrième partie, livre IV, chapitre VIII, du Code judiciaire ».

## Art. 103

Dans l'article 826, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 1998, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « Sauf décision contraire du tribunal » et les mots « , les biens indivis sont affectés ».

## Art. 104

Dans l'article 858*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 14 mai 1981, les mots « juge de paix saisi sur requête ou par le tribunal » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 105

Dans l'article 936, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots « président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « juge de paix ».

## Art. 106

Dans l'article 976 du même Code, remplacé par la loi du 2 février 1983, les mots « première instance » sont chaque fois remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 107

Les articles 985 à 987 du même Code sont abrogés.

## Art. 101

In artikel 810*bis*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank » en wordt het woord « haar » vervangen door het woord « zijn ».

## Art. 102

In artikel 813, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 oktober 1967 en gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank, overeenkomstig de bepalingen van het vierde deel, boek IV, hoofdstuk VIII, van het Gerechtelijk Wetboek ».

## Art. 103

In artikel 826, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 104

In artikel 858*bis*, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, worden de woorden « vrederechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt bij verzoekschrift, of door de rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 105

In artikel 936, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « vrederechter ».

## Art. 106

In artikel 976 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1983, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » telkens vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 107

De artikelen 985 tot 987 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

## Art. 108

Dans l'article 991 du même Code, modifié par la loi du 15 décembre 1949, les mots «de la justice de paix» sont remplacés par les mots «du tribunal de la famille».

## Art. 109

Dans l'article 1008 du même Code, remplacé par la loi du 2 février 1983, les mots «président du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille».

## Art. 110

Dans l'article 1095 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille».

## Art. 111

Dans l'article 1309 du même Code, remplacé par la loi du 19 janvier 1990, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille».

## Art. 112

Dans l'article 1397, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par les lois du 19 janvier 1990 et du 18 juillet 2008, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille».

## Art. 113

Dans l'article 1420 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 114

Dans l'article 1421 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

## Art. 108

In artikel 991 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 december 1949, worden de woorden «het vredegerecht» vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 109

In artikel 1008 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1983, worden de woorden «voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 110

In artikel 1095 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 111

In artikel 1309 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 januari 1990, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 112

In artikel 1397, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 19 januari 1990 en 18 juli 2008, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 113

In artikel 1420 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 114

In artikel 1421 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door het woord «familierechtbank»;

2° dans l'alinéa 2, les mots «juge de paix» sont remplacés par le mot «tribunal».

Art. 115

Dans l'article 1422, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

Art. 116

Dans l'article 1426, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 30 décembre 2009, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «Le tribunal» et les mots «peut confier cette gestion».

Art. 117

Dans l'article 1442, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «avec l'autorisation du tribunal» et les mots «, prélever, lors du partage,» et les mots «par le tribunal» sont remplacés par les mots «par le juge».

Art. 118

L'article 1443 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, est complété par les mots «de la famille».

Art. 119

Dans l'article 1447 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 4, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge».

2° in het tweede lid wordt het woord «vrede-rechter» vervangen door het woord «rechtbank» en wordt het woord «zijn» vervangen door het woord «haar».

Art. 115

In artikel 1422, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

Art. 116

In artikel 1426, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

Art. 117

In artikel 1442, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden «van de rechtbank» vervangen door de woorden «van de familierechtbank» en worden de woorden «door de rechtbank» vervangen door de woorden «door de rechter».

Art. 118

In artikel 1443 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

Art. 119

In artikel 1447 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank»;

2° in het vierde lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter».



## Art. 120

Dans l'article 1469 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, l'alinéa 2 est complété par les mots « de la famille ».

## Art. 121

L'article 1479 du même Code, inséré par la loi du 23 novembre 1998 et modifié par la loi du 28 janvier 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1479. Si l'entente entre les cohabitants légaux est sérieusement perturbée, le juge du tribunal de la famille ordonne, à la demande d'une des parties, les mesures urgentes conformément à l'article 1253<sup>ter</sup>/6 et 7 du Code judiciaire.

Le juge fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. En toute hypothèse, ces mesures cessent de produire leurs effets au jour de la cessation de la cohabitation légale, telle que prévue à l'article 1476, § 2, alinéa 6, sauf si ces mesures concernent les enfants communs des cohabitants légaux.

Après la cessation de la cohabitation légale, et pour autant que la demande ait été introduite dans les trois mois de cette cessation, le juge ordonne les mesures urgentes et provisoires justifiées par cette cessation. Il fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. Cette durée de validité ne peut excéder un an, sauf si ces mesures concernent les enfants communs des cohabitants légaux.

Le juge ordonne ces mesures conformément aux dispositions des articles 1253<sup>bis</sup> à 1253<sup>octies</sup> du Code judiciaire. »

## Art. 122

Dans l'article 1595, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même Code, modifié par la loi du 14 juillet 1976, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « avec l'autorisation du tribunal » et les mots « , la part de son conjoint ».

## Art. 120

In artikel 1469, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 121

Artikel 1479 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 november 1998 en gewijzigd bij de wet van 28 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1479. Indien de verstandhouding tussen de wettelijk samenwonenden ernstig verstoord is, beveelt de rechter van de familierechtbank, op verzoek van één van de partijen, de dringende maatregelen overeenkomstig de artikelen 1253<sup>ter</sup>/6 en /7 van het Gerechtelijk Wetboek.

De rechter bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die hij oplegt. In elk onderscheiden geval, vervallen die maatregelen op de dag van de beëindiging van het wettelijk samenwonen, zoals bedoeld in artikel 1476, § 2, zesde lid, behalve wanneer deze maatregelen de gemeenschappelijke kinderen van de wettelijk samenwonenden betreffen.

Na de beëindiging van het wettelijk samenwonen en voor zover de vordering binnen drie maanden na die beëindiging is ingesteld, gelast de rechter de dringende en voorlopige maatregelen die ingevolge de beëindiging gerechtvaardigd zijn. Hij bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die hij oplegt. Die geldigheidsduur mag niet langer dan één jaar bedragen, behalve wanneer deze maatregelen betrekking hebben op de gemeenschappelijke kinderen van de wettelijk samenwonenden.

De rechter beschikt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1253<sup>bis</sup> tot 1253<sup>octies</sup> van het Gerechtelijk Wetboek. »

## Art. 122

In artikel 1595, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord « rechter » vervangen door het woord « familierechtbank ».

**Section II***Modifications du Code judiciaire*

## Art. 123

Dans l'article 58bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 13 juin 2006, le mot «jeunesse» est chaque fois remplacé par les mots «famille et de la jeunesse».

## Art. 124

Dans l'article 76 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «, une ou plusieurs chambres de la famille» sont insérés entre les mots «, une ou plusieurs chambres de la jeunesse» et les mots «et, pour le tribunal de première instance»;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, le terme «tribunal de la jeunesse» est remplacé par le terme «tribunal de la famille et de la jeunesse»;

3<sup>o</sup> entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 est ajouté la phrase suivante : «Le tribunal de la famille et de la jeunesse se compose des chambres de la famille, dénommées tribunal de la famille, et des chambres de la jeunesse, dénommées tribunal de la jeunesse.»;

4<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les termes «Une ou plusieurs chambres de la section du tribunal de la jeunesse» sont remplacés par «Une ou plusieurs chambres spécifiques de la section du tribunal de la famille et de la jeunesse»;

5<sup>o</sup> dans l'alinéa 5, les mots «tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille et de la jeunesse».

## Art. 125

Dans l'article 78, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, les mots «tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille et de la jeunesse».

## Art. 126

Dans l'article 79 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, les modifications suivantes sont apportées :

**Afdeling II***Wijzigingen aan het Gerechtelijk Wetboek*

## Art. 123

In artikel 58bis, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en laatst gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «familie- en jeugdrechtbank» en wordt het woord «jeugdzaken» vervangen door de woorden «familie- en jeugdzaken».

## Art. 124

In artikel 76 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden «, één of meer familiekamers» ingevoegd tussen de woorden «één of meer jeugdkamers» en de woorden «en, bij de rechtbank»;

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «familie- en jeugdrechtbank»;

3<sup>o</sup> tussen lid 2 en lid 3 wordt volgend lid 2 toegevoegd : «De familie- en jeugdrechtbank bestaat uit familiekamers, familierechtbank genaamd, én jeugdkamers, jeugdrechtbank genaamd»;

4<sup>o</sup> in lid 4 worden de termen «In de afdeling van de jeugdrechtbank worden een of meerdere kamers van de afdeling» vervangen door «Een of meerdere specifieke kamers van de afdeling van de familie- en jeugdrechtbank»;

5<sup>o</sup> in het vijfde lid, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «familie- en jeugdrechtbank».

## Art. 125

In artikel 78, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «familie- en jeugdrechtbank».

## Art. 126

In artikel 79 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille et de la jeunesse»;

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse peuvent siéger dans les chambres civiles du tribunal de première instance. »;

3° dans l'alinéa 7, le mot «jeunesse» est chaque fois remplacé par les mots « famille et de la jeunesse »;

4° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Le vice-président le plus ancien du tribunal de la famille et de la jeunesse ou à défaut le juge le plus ancien du tribunal a la direction du siège et assume la répartition du service. »

#### Art. 127

Dans l'article 80 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'empêchement d'un juge d'instruction, d'un juge des saisies ou d'un juge au tribunal de la famille et de la jeunesse, le président désigne un juge effectif pour le remplacer. Le juge au tribunal de la famille et de la jeunesse empêché est remplacé par priorité par un autre juge au tribunal de la famille et de la jeunesse. »;

2° dans l'alinéa 2, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots « famille et de la jeunesse »;

3° dans l'alinéa 3, les mots «de la jeunesse» sont remplacés par les mots «au tribunal de la famille et de la jeunesse»;

4° dans l'alinéa 4, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots « famille et de la jeunesse ».

#### Art. 128

L'article 90 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour la répartition des affaires entre les chambres du tribunal de la famille et de la jeunesse, le président veille, dans la mesure du possible, à ce que ce soit la même chambre qui siège dans l'ensemble d'un dossier familial, tel que visé à l'article 725bis du Code judiciaire. »

1° in het eerste lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank »;

2° het zesde lid wordt vervangen als volgt :

« De rechters van de familie- en jeugdrechtbank kunnen zetelen in de burgerlijke kamers van de rechtbank van eerste aanleg. »

3° in het zevende lid wordt het woord «jeugdrechtbank» telkens vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank »;

4° het achtste lid wordt vervangen als volgt :

« De leiding en de verdeling van de dienst berust bij de oudstbenoemde ondervoorzitter van de familie- en jeugdrechtbank of, bij gebreke hiervan, de oudstbenoemde rechter van de rechtbank. »

#### Art. 127

In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 18 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

« Bij verhindering van een onderzoeksrechter, een beslagrechter of een rechter van de familie- en jeugdrechtbank wijst de voorzitter een werkend rechter aan om hem te vervangen. De verhinderde rechter van de familie- en jeugdrechtbank wordt bij voorrang vervangen door een andere rechter van de familie- en jeugdrechtbank. »;

2° in het tweede lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank »;

3° in het derde lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank »;

4° in het vierde lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank ».

#### Art. 128

Artikel 90 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De voorzitter zorgt er bij de verdeling van de zaken onder de kamers van de familie- en jeugdrechtbank in de mate van het mogelijke voor, dat het dezelfde kamer is die zetelt in hetzelfde familiedossier, zoals voorzien in artikel 725bis van het Gerechtelijk Wetboek. »

## Art. 129

Dans l'article 92, § 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 3 août 1992 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2009, le 1<sup>o</sup> est abrogé.

## Art. 130

Dans l'article 101 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 3 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et des chambres de la jeunesse » sont remplacés par les mots « , des chambres de la jeunesse et des chambres de la famille »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 6, les mots « dans le cadre de la formation continue des magistrats » sont remplacés par les mots « par l'Institut de formation judiciaire » et les mots « tribunal de la jeunesse » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille et de la jeunesse ».

## Art. 131

Dans l'article 138, alinéa 5, du même Code, remplacé par la loi du 3 décembre 2006, les mots « chambre de la jeunesse » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 132

Dans l'article 138*bis* du même Code, inséré par la loi du 3 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les causes concernant des mineurs, des présumés absents, des interdits ou des personnes pourvues d'un administrateur provisoire en vertu de l'article 488*bis*, a) à k), du Code civil, sont considérées comme étant d'ordre public. »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« À peine de nullité, la chambre famille ne statue qu'après avoir entendu le ministère public en ses avis et réquisitions sur les matières suivantes :

1<sup>o</sup> toutes les demandes relatives à des mineurs;

2<sup>o</sup> toutes les matières pour lesquelles une disposition légale requiert que le tribunal entende le ministère public ou recueille son avis. »;

## Art. 129

In artikel 92, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 augustus 1992 en laatst gewijzigd bij de wet van 21 december 2009, wordt 1<sup>o</sup> opgeheven.

## Art. 130

In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 3 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden « en jeugdkamers » vervangen door de woorden « , jeugdkamers en familiekamers »;

2<sup>o</sup> in het zesde lid worden de woorden « in het kader van de voortgezette vorming van de magistraten » vervangen door de woorden « door het Instituut voor gerechtelijke opleiding » en wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank ».

## Art. 131

In artikel 138, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 3 december 2006, wordt het woord « jeugdkamer » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 132

In artikel 138*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidende als volgt :

« Zaken met betrekking tot minderjarigen, vermoedelijk afwezig, onbekwaamverklaarden of personen aan wie een voorlopige bewindvoerder is toegevoegd krachtens de artikelen 488*bis*, a) tot k), van het Burgerlijk Wetboek, worden beschouwd als zijnde van openbare orde. »;

2<sup>o</sup> paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« Op straffe van nietigheid doet de familiekamer pas uitspraak na het openbaar ministerie te hebben gehoord in zijn advies en zijn vorderingen omtrent;

1<sup>o</sup> alle verzoeken betrekking hebbende op minderjarigen;

2<sup>o</sup> alle materies voor dewelke een wettelijke bepaling de rechtbank oplegt het openbaar ministerie te horen of van zijn advies kennis te nemen. »;

3° le paragraphe 2 devient le paragraphe 3.

Art. 133

L'article 144 du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les fonctions du ministère public près les chambres de la famille et les chambres de la jeunesse sont exercées par un ou plusieurs magistrats du parquet général, ayant suivi la formation spécialisée organisée par l'Institut de formation judiciaire visée à l'article 259*sexies*, § 1<sup>er</sup>, 2°, alinéa 2, et désignés par le procureur général. »

Art. 134

Dans l'article 151 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les fonctions du ministère public près le tribunal de la famille et de la jeunesse sont exercées par un ou plusieurs magistrats du parquet ayant suivi la formation spécialisée organisée par l'Institut de formation judiciaire visée à l'article 259*sexies*, § 1<sup>er</sup>, 1°, alinéa 3, désignés par le procureur du Roi. »

Art. 135

Dans l'article 190, § 2*bis*, du même Code, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 juin 2001, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. En cas de publication d'une vacance auprès du parquet du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, le ministre de la Justice peut indiquer que la place vacante est attribuée en priorité à un candidat qui justifie d'une connaissance spécialisée par ses titres et son expérience. Ces titres et expériences sont examinés par la commission de nomination et de désignation visée à l'article 259*bis*-8. »

Art. 136

L'article 209, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En cas de publication d'une vacance, le ministre de la Justice peut indiquer que la place vacante est attribuée en priorité à un candidat qui justifie d'une

3° paragraaf 2 wordt paragraaf 3.

Art. 133

Artikel 144 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het ambt van openbaar ministerie bij de familie-kamers en jeugdkamers worden uitgeoefend door een of meer magistraten van het parket-generaal, die de in artikel 259*sexies*, § 1, 2°, tweede lid, bedoelde gespecialiseerde opleiding georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd en die zijn aangewezen door de procureur generaal. »

Art. 134

In artikel 151 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« Het ambt van openbaar ministerie bij de familie-kamers en jeugdkamers worden uitgeoefend door een of meer magistraten van het parket, die de in artikel 259*sexies*, § 1, 1°, tweede lid, bedoelde gespecialiseerde opleiding georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd en die zijn aangewezen door de procureur des Konings. »

Art. 135

In artikel 190, § 2*bis*, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd door de wet van 15 juni 2001, wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende :

« § 2/1. In geval van bekendmaking van een vacature bij het parket van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur, kan de minister van Justitie aangeven dat de vacante betrekking bij voorrang wordt toegewezen aan een kandidaat die titels of verdiensten voorlegt waaruit een gespecialiseerde kennis blijkt. Deze titels of verdiensten worden onderzocht door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259*bis*-8. »

Art. 136

Artikel 209, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In geval van bekendmaking van een vacature, kan de minister van Justitie aangeven dat de vacante betrekking bij voorrang wordt toegewezen aan een

connaissance spécialisée par ses titres et son expérience. Ces titres et expériences sont examinés par la commission de nomination et de désignation visée à l'article 259bis-8.»

## Art. 137

Dans l'article 210, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 22 décembre 1998, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille et de la jeunesse».

## Art. 138

Dans l'article 259sexies du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, les mots «de la jeunesse» sont chaque fois remplacés par les mots «au tribunal de la famille et de la jeunesse»;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 4, les mots «ou de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse» sont insérés entre les mots «juge d'instruction» et les mots «, il faut avoir exercé»;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le mot «jeunesse» est remplacé par les mots «famille et de la jeunesse»;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «, les juges des saisies et les juges de la jeunesse» sont remplacés par les mots «et les juges des saisies»;

5° le paragraphe 2, alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

«Les juges au tribunal de la famille et de la jeunesse et les juges d'appel de la famille et de la jeunesse sont désignés pour une période de trois ans qui, après évaluation, peut être renouvelée chaque fois pour cinq ans.»

## Art. 139

Dans l'article 357, §1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, les mots «de la jeunesse pendant la durée de leur fonction en cette qualité» sont remplacés par les mots «au tribunal de la famille et de la jeunesse pendant la durée de leur fonction au sein des chambres de la jeunesse».

kandidaat die titels of verdiensten voorlegt waaruit een gespecialiseerde kennis blijkt. Deze titels of verdiensten worden onderzocht door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259bis-8.»

## Art. 137

In artikel 210, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 22 december 1998, wordt het woord «jeugdrechter» vervangen door de woorden «rechter van de familie- en jeugdrechtbank».

## Art. 138

In artikel 259sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en laatst gewijzigd bij de wet van 31 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1<sup>o</sup>, eerste en derde lid, wordt het woord «jeugdrechtbank» telkens vervangen door de woorden «familie- en jeugdrechtbank»;

2° in paragraaf 1, 1<sup>o</sup>, vierde lid worden de woorden «of van rechter van de familie- en jeugdrechtbank» ingevoegd tussen het woord «onderzoeksrechter» en de woorden «te kunnen uitoefenen»;

3° in paragraaf 1, 2<sup>o</sup>, wordt het woord «jeugdzaken» vervangen door de woorden «familie- en jeugdzaken»;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden «, de beslagrechters en de rechters in de jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «en de beslagrechters»;

5° paragraaf 2, derde lid, wordt vervangen als volgt :

«De rechters van de familie- en jeugdrechtbank en de rechters van de familie- en jeugdrechtbank in hoger beroep worden aangewezen voor een termijn van drie jaar die na evaluatie telkens voor vijf jaar kan worden hernieuwd.»

## Art. 139

In artikel 357, §1, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 29 april 1999 en laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, worden de woorden «jeugdrechters tijdens de duur van hun ambtsuitoefening» vervangen door de woorden «rechters van de familie- en jeugdrechtbank tijdens de duur van hun ambtsuitoefening in de jeugdka-  
mers».

## Art. 140

Dans l'article 358 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2006, les mots « de la jeunesse » sont remplacés par les mots « au tribunal de la famille et de la jeunesse ».

## Art. 141

Dans l'article 373, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007, les mots « de la jeunesse » sont remplacés par les mots « au tribunal de la famille et de la jeunesse ».

## Art. 142

Dans la deuxième partie, livre III*bis*, du même Code, il est inséré un chapitre IX intitulé « De l'aide juridique apportée par les avocats aux mineurs ».

## Art. 143

Dans le chapitre IX du même Code, inséré par l'article 143, il est inséré un article 508/26 rédigé comme suit :

« Art. 508/26. Le mineur peut dans toute procédure judiciaire ou administrative le concernant, sur simple requête, dans le cadre de l'aide juridique de première et de deuxième ligne visée aux articles 508/5 à 508/18, demander expressément à être assisté par un avocat qui lui est attribué par le bâtonnier du barreau ou par le bureau d'aide juridique.

Il en est de même à la requête des personnes qui exercent l'autorité parentale, du ministère public ou du juge saisi du litige, sauf si le mineur renonce expressément à l'assistance d'un avocat ou s'il choisit un autre avocat. »

## Art. 144

Dans le même chapitre IX, il est inséré un article 508/27 rédigé comme suit :

« Art. 508/27. Pour pouvoir être désigné en tant qu'avocat à un mineur conformément à l'article 508/26, alinéa 1<sup>er</sup>, l'avocat doit justifier d'une formation permanente dans le domaine du droit de la jeunesse et d'une formation de type général en rapport avec la psychologie de l'enfant.

## Art. 140

In artikel 358 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2006, wordt het woord « jeugdrechter » vervangen door de woorden « rechter van de jeugd- en familierechtbank ».

## Art. 141

In artikel 373, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007, wordt het woord « jeugdrechter » vervangen door de woorden « rechter van de familie- en jeugdrechtbank ».

## Art. 142

In Tweede Deel, Boek III*bis*, van hetzelfde Wetboek wordt een Hoofdstuk IX ingevoegd, luidende « Juridische bijstand verleend door de advocaten aan minderjarigen ».

## Art. 143

In Hoofdstuk IX van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 143, wordt een artikel 508/26 ingevoegd, luidende :

« Art. 508/26. De minderjarige kan in elke gerechtelijke of administratieve rechtspleging die hem aangaat, op eenvoudig verzoek in het kader van de juridische eerste- en tweedelijnsbijstand bedoeld in de artikelen 508/5 tot 508/18, uitdrukkelijk vragen om bijgestaan te worden door een advocaat die hem wordt toegewezen door de stafhouder van de balie of door het bureau voor juridische bijstand.

Het verzoek kan ook uitgaan van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, van het openbaar ministerie of van de rechter voor wie het geschil aanhangig is, behalve wanneer de minderjarige uitdrukkelijk afziet van de bijstand van een advocaat of wanneer hij een andere advocaat kiest. »

## Art. 144

In hetzelfde Hoofdstuk IX wordt een artikel 508/27 ingevoegd, luidende :

« Art. 508/27. Om als advocaat te kunnen worden toegewezen aan een minderjarige zoals bedoeld in artikel 508/26, eerste lid, moet de advocaat het bewijs leveren van een permanente opleiding op het vlak van het jeugdrecht, en een algemene vorming op het vlak van de kinder- en jeugdpsychologie.

Les Ordres des avocats contrôlent la qualité de cette formation et établissent la liste de leurs membres répondant aux conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

## Art. 145

L'article 565, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 11 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Le renvoi a lieu suivant l'ordre de préférence ci-après :

1° le tribunal de la famille visé au premier paragraphe de l'article 638 est toujours préféré;

2° le juge de paix visé à l'article 638*bis* est toujours préféré;

3° le tribunal qui a rendu sur l'affaire un jugement autre qu'une disposition d'ordre intérieur est toujours préféré;

4° le tribunal de première instance est préféré aux autres tribunaux;

5° le tribunal du travail est préféré au tribunal de commerce;

6° le tribunal du travail et le tribunal de commerce sont préférés au juge de paix;

7° le juge de paix est préféré au tribunal de police;

8° le tribunal le premier saisi est préféré à celui qui a été saisi ultérieurement. »

## Art. 146

Dans l'article 566, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « aux 2° à 5° de l'article 565 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 2, 1° et 2° et 4° à 8°, de l'article 565 ».

## Art. 147

Dans l'article 569 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 12 juillet 2009, les 1°, 2°, 4°, 12° et le 33°, tel qu'inséré par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2000, sont abrogés.

## Art. 148

Dans le même Code, il est inséré un article 572*bis* rédigé comme suit :

De Ordes van advocaten controleren de kwaliteit van deze opleiding en stellen een lijst op van hun leden die voldoen aan de voorwaarden onder het eerste lid. »

## Art. 145

Artikel 565, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1994, wordt vervangen als volgt :

« De verwijzing gebeurt overeenkomstig de volgende voorrang :

1° de familierechtbank bedoeld in de eerste paragraaf van artikel 638, heeft altijd voorrang;

2° de vrederechter bedoeld in artikel 638*bis*, heeft altijd voorrang;

3° de rechtbank die over de zaak een ander vonnis heeft gewezen dan een beschikking van inwendige orde, heeft altijd voorrang;

4° de rechtbank van eerste aanleg heeft voorrang boven de andere rechtbanken;

5° de arbeidsrechtbank heeft voorrang boven de rechtbank van koophandel;

6° de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel hebben voorrang boven de vrederechter;

7° De vrederechter heeft voorrang boven de politierechtbank;

8° de rechtbank waartoe men zich het eerst wendt, heeft voorrang boven die waarvoor de zaak later wordt aangebracht. »

## Art. 146

In artikel 566, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 565, 2° tot 5° » vervangen door de woorden « 565, tweede lid, 1° en 2° en 4° tot 8° ».

## Art. 147

In artikel 569 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 12 juli 2009, worden de bepalingen onder 1°, 2°, 4°, 12° en 33°, zoals ingevoegd bij de wet van 1 maart 2000, opgeheven.

## Art. 148

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*bis* ingevoegd, luidende :



«Art. 572*bis*. Sans préjudice des compétences spéciales reconnues au juge de paix et des législations particulières, le tribunal de la famille connaît :

1° des demandes relatives à l'état des personnes, ainsi qu'aux actes de l'état civil;

2° des demandes des époux et cohabitants légaux relatives à l'exercice de leurs droits ou à leurs biens ainsi que des mesures provisoires qui s'y rapportent;

3° des demandes relatives à l'autorité parentale, l'hébergement ou les droits aux relations personnelles à l'égard d'enfants mineurs;

4° des constats de l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale visés à l'article 389 du Code civil;

5° des demandes visées aux articles 1322*bis* et 1322*decies*;

6° des demandes liées aux obligations alimentaires, à l'exception de celles qui sont liées au droit au revenu d'intégration sociale;

7° des litiges relatifs à la détermination du ou des allocataire(s) des allocations familiales relatives à des enfants dont les parents ne vivent plus ensemble, ainsi que des requêtes en opposition au paiement à l'allocataire;

8° des demandes relatives au régime matrimonial, aux successions, aux donations entre vifs ou aux testaments. »

#### Art. 149

Dans le même Code, il est inséré un article 572*ter* rédigé comme suit :

«Art. 572*ter*. Le tribunal de la famille statue par voie de requête sur :

1° l'opposition faite par le titulaire de l'autorité parentale à l'exercice des droits de l'enfant mineur au retrait des sommes inscrites au livret ou carnet d'épargne de ce dernier;

2° les demandes formées en application de l'article 220, § 3 du Code civil. »

#### Art. 150

Dans le même Code, il est inséré un article 572*quater* rédigé comme suit :

«Art. 572*quater*. Le tribunal de la famille, saisi par voie de requête, visée aux articles 1034*bis* à 1034*se-*

«Art. 572*bis*. Onverminderd de speciale bevoegdheden die zijn toegekend aan de vrederechter en de bijzondere wetgevingen, neemt de familierechtbank kennis van :

1° de vorderingen betreffende de staat van personen, evenals de akten van de burgerlijke stand;

2° de vorderingen van echtgenoten en wettelijk samenwonenden betreffende de uitoefening van hun rechten of betreffende hun goederen alsook de voorlopige maatregelen die daarop betrekking hebben;

3° de vorderingen betreffende het ouderlijk gezag, de verblijfsregeling of het recht op persoonlijk contact ten aanzien van minderjarige kinderen;

4° de vaststelling van de voortdurende onmogelijkheid om het ouderlijk gezag uit te oefenen bedoeld in artikel 389 van het Burgerlijk Wetboek;

5° de vorderingen bedoeld in de artikelen 1322*bis* en 1322*decies*;

6° de vorderingen met betrekking tot onderhoudsverplichtingen, met uitzondering van die welke betrekking hebben op het leefloon;

7° De geschillen met betrekking tot het aanduiden van de rechthebbende(n) van de kinderbijslag voor de kinderen indien de ouders niet meer samen wonen, en het verzoek tegen de uitbetaling aan de rechthebbende;

8° de vorderingen met betrekking tot het huwelijksvermogensrecht, de erfopvolging, schenkingen onder levenden of testamenten. »

#### Art. 149

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*ter* ingevoegd, luidende :

«Art. 572*ter*. De familierechtbank doet bij verzoekschrift uitspraak over :

1° het verzet van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent tegen de uitoefening van de rechten van de minderjarige om de op zijn spaarboekje ingeschreven sommen op te vragen;

2° de vorderingen ingesteld met toepassing van artikel 220, § 3, van het Burgerlijk Wetboek. »

#### Art. 150

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 572*quater* ingevoegd, luidende :

«Art. 572*quater*. De familierechtbank doet op verzoekschrift, bedoeld in de artikelen 1034*bis* tot

*xies*, ou de procès-verbal de comparution volontaire statue sur les demandes formées en application des articles 214, 215, § 2, 221, 223, 1421 et 1479 du Code civil, ainsi que 1280 du Code judiciaire.

Lorsque la demande est introduite par requête, l'audience d'introduction doit intervenir dans les quinze jours à dater du dépôt de la requête.»

#### Art. 151

Dans l'article 584 du même Code, modifié par la loi du 10 mai 2007, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Si l'affaire est de la compétence du tribunal de la famille, le président la renvoie audit tribunal, sauf en cas d'absolue nécessité conformément à l'alinéa 4. »

#### Art. 152

Dans l'article 585 du même Code, modifié par les lois du 11 avril 1989, du 27 mars 2001 et du 10 mai 2007, les 2<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> sont abrogés.

#### Art. 153

Dans l'article 587, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1997 et modifié en dernier lieu par la loi du 10 mai 2007, les 9<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup> sont abrogés.

#### Art. 154

Dans l'article 590, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 29 novembre 1979 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, le mot « 1 860 EUR » est remplacé par le mot « 2 500 EUR ».

#### Art. 155

Dans l'article 591 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 24 mars 2003, les 7<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup> sont abrogés.

1034*sexies*, of op proces-verbaal van vrijwillige verschijning, uitspraak op de vorderingen ingesteld met toepassing van de artikelen 214, 215, § 2, 221, 223, 1421 en 1479 van het Burgerlijk Wetboek, evenals artikel 1280 Gerechtelijk Wetboek.

Wanneer de vordering werd ingediend bij verzoekschrift, dan dient de inleidingszitting plaats te vinden binnen de vijftien dagen na datum van de neerlegging van het verzoekschrift.»

#### Art. 151

In artikel 584 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« Als de zaak behoort tot de bevoegdheid van de familierechtbank dan verwijst de voorzitter de zaak door naar de rechtbank, tenzij er sprake is van volgestrekte noodzakelijkheid zoals bedoeld in het vierde lid. »

#### Art. 152

In artikel 585 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1989, 27 maart 2001 en 10 mei 2007, worden de bepalingen onder 2<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> opgeheven.

#### Art. 153

In artikel 587, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1997 en laatst gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de bepalingen onder 9<sup>o</sup> en 15<sup>o</sup> opgeheven.

#### Art. 154

In artikel 590, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 wordt het woord « 1 860 EUR » vervangen door het woord « 2 500 EUR ».

#### Art. 155

In artikel 591 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, worden de bepalingen onder 7<sup>o</sup> en 14<sup>o</sup> opgeheven.

## Art. 156

Dans l'article 594 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux 8° et 9°, les mots « tribunal de la jeunesse » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille »;

2° il est inséré un 16°/1 rédigé comme suit :

« 16°/1 sur les demandes d'interdiction, de nomination d'un conseil ou de leur levée qui lui sont adressées en application des articles 1238 à 1253; »;

3° le 19° est abrogé.

## Art. 157

Dans l'article 596 du même Code, remplacé par la loi du 13 mars 2003, les mots « et de minorité prolongée » sont insérés entre les mots « de tutelle » et les mots « ainsi qu'il ».

## Art. 158

Dans l'article 617, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, le mot « 1 860 EUR » est remplacé par le mot « 2 500 EUR » et le mot « 1 240 EUR » est remplacé par le mot « 1 860 EUR ».

## Art. 159

Dans l'article 626 du Code judiciaire, les mots « Sans préjudice de l'article 638, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent Code » sont ajoutés au début de la disposition, avant les termes « Les demandes relatives aux pensions alimentaires ».

## Art. 160

À l'article 628 du Code Judiciaire, les mots « Sans préjudice de l'article 638, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent Code » sont ajoutés immédiatement après les numéros 1°, 2° et 18°.

## Art. 161

Dans l'article 633*sexies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots « le tribunal de

## Art. 156

In artikel 594 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepalingen onder 8° en 9° wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank »;

2° een 16°/1 wordt ingevoegd, luidende :

16°/1 op vorderingen tot onbekwaamverklaring, tot benoeming van een raadsman of de opheffing ervan die tot hem zijn gericht overeenkomstig de artikelen 1238 tot 1253; »;

3° punt 19° wordt opgeheven.

## Art. 157

In artikel 596 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 maart 2003, worden de woorden « en verlengde minderjarigheid » ingevoegd tussen het woord « voogdij » en het woord « zoals ».

## Art. 158

In artikel 617, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 wordt het woord « 1 860 EUR » vervangen door het woord « 2 500 EUR » en wordt het woord « 1 240 EUR » vervangen door het woord « 1 860 EUR ».

## Art. 159

In artikel 626 van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « Onverminderd de toepassing van artikel 638 § 1, eerste lid, van dit Wetboek » toegevoegd in het begin van het artikel, dit voor de woorden « De vorderingen betreffende de uitkeringen tot onderhoud ».

## Art. 160

In artikel 628 van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « Onverminderd de toepassing van artikel 638, § 1, eerste lid, van dit Wetboek » toegevoegd onmiddellijk na de nummers 1°, 2° en 18°.

## Art. 161

In artikel 633*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de

première instance» sont remplacés par les mots «le tribunal de la famille».

Art. 162

Dans l'article 633*septies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots «le tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «le tribunal de la famille».

Art. 163

L'article 638 du même Code, abrogé par la loi du 16 juillet 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :

«Art. 638. § 1<sup>er</sup>. Dans les causes relevant du tribunal de la famille, où les parties ont au moins un enfant mineur commun, la compétence territoriale du tribunal est déterminée par le domicile du mineur et à défaut, par la résidence habituelle du mineur.

Dans les causes relevant du tribunal de la famille où les parties n'ont pas d'enfant mineur commun, la compétence territoriale du tribunal est déterminée par le droit commun des articles 624 et suivants du présent code.

§ 2. La compétence territoriale du tribunal de la famille est immuable.

Toutefois, le juge saisi peut d'office ou à la demande des parties ou du ministère public décider de renvoyer l'affaire au tribunal de la famille d'un autre arrondissement s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt de l'enfant ou dans l'intérêt d'une bonne justice. Le juge motive sa décision. Cette décision lie le juge auquel le dossier est transféré. Elle n'est susceptible d'aucun recours, hormis l'appel du procureur du Roi.

§ 3. Les dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article ne sont pas applicables aux causes relatives aux actes d'état civil — en ce compris celle visée par l'article 62*bis* du Code civil —, à la déclaration d'absence d'une personne, aux demandes visées aux articles 633*sexies* et *septies*, aux demandes relatives à une adoption, ainsi que dans le cadre des successions, testaments, et donations.»

Art. 164

Dans le même Code, il est inséré un article 638*bis*, rédigé comme suit :

woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

Art. 162

In artikel 633*septies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

Art. 163

Artikel 638 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 16 juli 2004, wordt hersteld als volgt :

«Art. 638. § 1. In zaken eigen aan de familierechtbank, waarbij de partijen minstens één gemeenschappelijk kind hebben wordt de territoriale bevoegdheid van de rechtbank bepaald door de woonplaats van de minderjarige, én bij gebreke daaraan, de gewone verblijfplaats van de minderjarige.

In de zaken eigen aan de familierechtbank, waarbij partijen geen gemeenschappelijk minderjarig kind hebben wordt de territoriale bevoegdheid van de rechtbank bepaald door de artikelen 624 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De territoriale bevoegdheid van de familierechtbank is onveranderlijk.

De zetelende rechter kan steeds ambtshalve, of op vraag van partijen of van het openbaar ministerie beslissen om de zaak te verwijzen naar de familierechtbank van een ander arrondissement wanneer hij dit noodzakelijk acht in het belang van het kind, of in het belang van een goede rechtsbedeling. De rechter motiveert zijn beslissing. Deze beslissing is bindend voor de rechter naar wie het dossier wordt verwezen. Ze is niet vatbaar voor beroep, behoudens beroep van de Procureur des Konings.

§ 3. De bepalingen opgenomen in paragraaf 1 en 2 van dit artikel zijn niet van toepassing voor zaken betrekking hebbende op de akte van de burgerlijke stand — daarin begrepen deze bepaald in artikel 62*bis* van het Burgerlijk Wetboek, verklaringen van afwezigheid van een persoon, vorderingen opgenomen in artikel 633*sexies* et *septies* van het Burgerlijk Wetboek, vorderingen betreffende adoptie, evenals vorderingen betreffende erfopvolging, testaments en schenkingen onder levenden.»

Art. 164

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 638*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 638*bis*. Dans les causes concernant des mineurs, des présumés absents, des interdits ou des personnes pourvues d'un administrateur provisoire en vertu de l'article 488*bis*, a) à k), du Code civil, la compétence territoriale du juge de paix est déterminée par le domicile et à défaut, par la résidence habituelle de la personne concernée. »

## Art. 165

Dans l'article 639, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 2006, les mots « avec, le cas échéant, le dossier familial qui comporte le dossier de la procédure, » sont insérés entre le mot « procédure » et les mots « au président ».

## Art. 166

Dans l'article 708, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 3 août 1992, les mots « ou le président du tribunal » sont remplacés par les mots « , le président du tribunal ou le juge du tribunal de la famille et de la jeunesse ».

## Art. 167

L'article 722, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est complété par la phrase suivante :

« Si le dossier est intégré dans un dossier visé à l'article 725*bis*, il est transmis conjointement avec ledit dossier. »

## Art. 168

Dans le même Code, il est inséré un article 725*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 725*bis*. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les différents dossiers soumis au tribunal de la famille sont joints en un dossier appelé dossier familial.

Le dossier familial se compose de tous les dossiers soumis au tribunal de la famille qui se rapportent, soit à un couple ayant des enfants communs, soit à un couple marié sans enfant commun, soit à un couple de cohabitants légaux sans enfant commun. »

« Art. 638*bis*. In zaken met betrekking tot minderjarigen, vermoedelijk afwezigen, onbekwaamverklaarden of personen aan wie een voorlopige bewindvoerder is toegevoegd krachtens de artikelen 488*bis*, a) tot k), van het Burgerlijk Wetboek, wordt de territoriale bevoegdheid van de vrederechter bepaald door de woonplaats, en bij gebreke hiervan door de gewone verblijfplaats van deze persoon. »

## Art. 165

In artikel 639, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2006, worden de woorden « met, in voorkomend geval, het familie-dossier waarin het dossier van de rechtspleging is opgenomen, » ingevoegd tussen de woorden « rechtspleging » en de woorden « aan de voorzitter ».

## Art. 166

In artikel 708, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 augustus 1992, worden de woorden « of de voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « , de voorzitter van de rechtbank of de rechter van de familie- en jeugdrechtbank ».

## Art. 167

Artikel 722, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende zin :

« Ingeval het dossier in een dossier zoals bedoeld in artikel 725*bis* is opgenomen, dan wordt het samen met dit dossier overgezonden. »

## Art. 168

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 725*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 725*bis*. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk, worden de verschillende dossiers onderworpen aan de familiekamer samengevoegd in een dossier dat het familiedossier wordt genoemd. »

Het familiedossier bevat alle bij de familierechtbank aanhangig gemaakte dossiers, zowel de dossiers van een koppel met gemeenschappelijke kinderen, als van een getrouwd koppel zonder gemeenschappelijke kinderen, als van een wettelijk samenwonend koppel zonder gemeenschappelijke kinderen. »

## Art. 169

Dans l'article 747, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 26 avril 2007, les mots « , le tribunal de la famille dans le cadre d'une procédure urgente » sont insérés entre les mots « tribunal siégeant comme en référé » et les mots « et le juge des saisies ».

## Art. 170

Dans l'article 764, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 mai 2007, les mots « devant le juge de paix » sont abrogés.

## Art. 171

L'article 765 du même Code, remplacé par la loi du 4 mai 1984, est abrogé.

## Art. 172

L'article 931 du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit :

« Le mineur âgé de moins de quinze ans révolus ne peut être entendu sous serment. Ses déclarations peuvent être recueillies à titre de simple renseignement.

Sans préjudice de l'article 1004*bis*, les descendants ne peuvent être entendus dans les causes où leurs ascendants ont des intérêts opposés. »

## Art. 173

Dans la Quatrième partie, Livre II, Titre III, Chapitre VIII, du même Code, il est inséré une section VII*bis* intitulée « L'audition de mineurs ».

## Art. 174

Dans la section VII*bis*, insérée par l'article 173, il est inséré un article 1004*bis* rédigé comme suit :

« Art. 1004*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique pour toute procédure civile concernant un mineur, sans préjudice des dispositions légales spécifiques.

§ 2. Le mineur qui n'a pas atteint l'âge de douze ans a le droit d'être entendu, à sa demande. Si le mineur a déjà été entendu au cours de la procédure ou dans une

## Art. 169

In artikel 747, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 april 2007, worden de woorden « , voor de familierechtbank in het kader van een dringende procedure » ingevoegd tussen de woorden « kort geding zetelende rechtbank » en de woorden « en voor de beslagrechter ».

## Art. 170

In artikel 764, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « voor de vrederechter, » opgeheven.

## Art. 171

Artikel 765 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 mei 1984, wordt opgeheven.

## Art. 172

Artikel 931 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« Een minderjarige beneden de volle leeftijd van vijftien jaar mag niet onder ede worden gehoord. Zijn verklaringen kunnen enkel als inlichtingen gelden.

Onverminderd artikel 1004*bis*, mogen bloedverwanten in nederdalende lijn niet worden gehoord in zaken waarin hun bloedverwanten in opgaande lijn tegengestelde belangen hebben. »

## Art. 173

In het Vierde Deel, Boek II, Titel III, Hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek wordt een Afdeling VII*bis* ingevoegd, luidende « Het horen van minderjarigen ».

## Art. 174

In Afdeling VII*bis*, ingevoegd bij artikel 173, wordt een artikel 1004*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 1004*bis*. § 1. Dit artikel is van toepassing op elke burgerlijke procedure betreffende een minderjarige, onverminderd de bijzondere wettelijke bepalingen.

§ 2. De minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt moet op zijn verzoek worden gehoord. Indien de minderjarige in de loop van de

instance précédente, le juge n'est pas tenu d'accéder à sa demande si aucun élément nouveau ne justifie l'audition.

Lorsque le mineur qui n'a pas atteint l'âge de douze ans en fait la demande soit au juge saisi soit au procureur du Roi, l'audition ne peut être écartée.

Si au cours de l'audition, le juge estime que le mineur manque de discernement, il l'indique dans le procès-verbal de l'audition.

§ 3. Le mineur qui a atteint l'âge de douze ans doit être invité par le juge afin d'être entendu. Il peut refuser de donner suite à l'invitation.

Lorsque le mineur a émis le souhait d'être assisté par un avocat de son choix, une copie du courrier d'invitation est également envoyée à celui-ci.

À défaut d'expression d'un souhait comme celui visé à l'alinéa précédent, une copie du courrier d'invitation est également envoyée au bâtonnier en vue de désignation d'un avocat conformément à l'article 508/26 du Code judiciaire.

§ 4. Le mineur est entendu par le juge ou par la personne qu'il désigne en un lieu qu'il considère comme approprié. À moins que le juge n'y déroge par une décision motivée, l'entretien a lieu hors la présence de quiconque sauf, le cas échéant, la présence de l'avocat du mineur.

Un compte rendu de l'audition est joint au dossier de la procédure. Le compte rendu reproduit les dires du mineur. Le mineur est informé que les parties pourront en prendre connaissance. Il lui en est fait lecture. Le compte rendu n'est signé ni par le mineur, ni par son avocat. Le compte rendu contient une déclaration signée par le juge concernant la date à laquelle le compte rendu a été lu au mineur.

Les frais occasionnés par l'audition sont, le cas échéant, partagés entre les parties.

§ 5. L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure. Les opinions du mineur sont prises en considération compte tenu de son âge et de son degré de maturité.»

rechtspleging of in een vorige aanleg reeds is gehoord, is de rechter niet verplicht op het verzoek in te gaan wanneer er geen nieuw element is dat een verhoor rechtvaardigt.

Wanneer de minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt het verzoek om gehoord te worden aan de rechter bij wie de zaak aanhangig is of aan de procureur des Konings heeft gericht, kan het onderhoud niet worden geweigerd.

Indien de rechter naar aanleiding van het verhoor vaststelt dat de minderjarige niet over het vereiste onderscheidingsvermogen beschikt, maakt hij hiervan melding in het proces-verbaal.

§ 3. De minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt moet door de rechter worden uitgenodigd teneinde te worden gehoord. Hij kan weigeren om gevolg te geven aan deze uitnodiging.

Wanneer de minderjarige de wens heeft uitgedrukt te worden bijgestaan door een advocaat van zijn keuze, wordt tevens een afschrift van het oproepingsbericht aan de advocaat gezonden.

Bij gebreke aan een keuze zoals bedoeld in het vorige lid wordt een afschrift van de oproeping toegezonden aan de Stafhouder met het oog op de aanstelling van een advocaat overeenkomstig artikel 508/26 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 4. De minderjarige wordt gehoord door de rechter of door de persoon die deze aanwijst, op een plaats die de rechter geschikt acht. Tenzij de rechter hier middels een gemotiveerde beslissing van afwijkt, vindt het onderhoud plaats buiten de aanwezigheid van wie ook uitgezonderd, in voorkomend geval, de advocaat van de minderjarige.

Van het onderhoud wordt een verslag opgemaakt dat bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd. Het verslag geeft weer wat de minderjarige heeft gezegd. De minderjarige wordt geïnformeerd over het feit dat de partijen er kennis van kunnen nemen. Het verslag wordt aan hem voorgelezen. Het verslag wordt noch door de minderjarige, noch door zijn advocaat ondertekend. Het verslag bevat een door de rechter ondertekende verklaring betreffende de datum waarop het werd voorgelezen aan de minderjarige.

De kosten verbonden aan het onderhoud worden in voorkomend geval over de partijen verdeeld.

§ 5. Het horen van de minderjarige heeft niet tot gevolg dat hij partij in het geding wordt. Aan de mening van de minderjarige wordt passend belang gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en maturiteit.»

## Art. 175

Dans la même section *VIIbis*, il est inséré un article 1004<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Art. 1004<sup>ter</sup>. Le Roi établit un modèle de courrier d'invitation qui explique au mineur, de manière claire et adaptée à son âge, qu'il est convoqué devant le tribunal, qu'il peut consulter un avocat, conformément à l'article 508/26, et qu'il peut refuser de comparaître, conformément à l'article 1004<sup>bis</sup>, § 3. »

## Art. 176

Dans l'article 1016<sup>bis</sup> du même Code, inséré par la loi du 20 mai 1987 et modifié par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « au président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « au tribunal de la famille »;

2° dans l'alinéa 4, les mots « Le président du tribunal » sont remplacés par les mots « Le juge du tribunal de la famille »;

3° dans l'alinéa 5, les mots « au président » sont remplacés par les mots « au tribunal de la famille »;

4° dans l'alinéa 7, le mot « président » est remplacé par le mot « juge ».

## Art. 177

Dans l'article 1156 du même Code, les mots « le président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « le juge de paix ».

## Art. 178

Dans l'article 1177, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « Les personnes » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 406 du Code civil, les personnes » et les mots « juge de paix » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

## Art. 179

Dans l'article 1178, alinéa 2, du même Code, les mots « par le juge de paix » sont remplacés par les mots «, selon le cas, par le tribunal de la famille ou par le juge de paix ».

## Art. 175

In dezelfde Afdeling *VIIbis* wordt een artikel 1004<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 1004<sup>ter</sup>. De Koning bepaalt een model van oproepingsbericht dat de minderjarige op een kindvriendelijke manier duidelijk maakt dat hij voor de rechtbank wordt uitgenodigd, dat hij een advocaat kan raadplegen, overeenkomstig artikel 508/26, en dat hij zijn verschijning kan weigeren zoals voorzien in artikel 1004<sup>bis</sup>, § 3. »

## Art. 176

In artikel 1016<sup>bis</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1987 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familie-rechtbank »;

2° in het vierde lid worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank »;

3° in het vijfde lid wordt het woord « voorzitter » vervangen door het woord « familierechtbank »;

4° in het zevende lid wordt het woord « voorzitter » vervangen door het woord « rechter ».

## Art. 177

In artikel 1156 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « vrederechter ».

## Art. 178

In artikel 1177, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De personen » vervangen door de woorden « Onverminderd artikel 406 van het Burgerlijk Wetboek de personen » en worden de woorden « vrederechter » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

## Art. 179

In artikel 1178, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de vrederechter » vervangen door de woorden «, naar gelang van het geval, de familierechtbank of de vrederechter ».



## Art. 180

Dans l'article 1179 du même Code, modifié par la loi du 22 novembre 2002, les mots «par le juge de paix» sont remplacés par les mots «, selon le cas, par le tribunal de la famille ou par le juge de paix».

## Art. 181

Dans l'article 1184 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «au juge de paix» sont remplacés par les mots «, selon le cas, au tribunal de la famille ou au juge de paix»;

2° dans l'alinéa 3, les mots «par le juge de paix» sont remplacés par les mots «, selon le cas, par le tribunal de la famille ou par le juge de paix».

## Art. 182

Dans l'article 1185 du même Code, remplacé par la loi du 14 juillet 1976, les mots «du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «du tribunal de la famille».

## Art. 183

Dans l'article 1189, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 184

Dans l'article 1191 du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, le mot «du tribunal» est remplacé par les mots «du tribunal de la famille».

## Art. 185

Dans l'article 1193*bis* du même Code, inséré par la loi du 18 février 1981, remplacé par la loi du 29 avril 2001 et modifié par la loi du 3 mai 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «le tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «le tribunal de la famille»;

## Art. 180

In artikel 1179 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 november 2002, worden de woorden «de vrederechter» vervangen door de woorden «, naar gelang van het geval, de familierechtbank of de vrederechter».

## Art. 181

In artikel 1184 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden «tot de vrederechter» vervangen door de woorden «, naar gelang van het geval, tot de familierechtbank of de vrederechter,»;

2° in het derde lid worden de woorden «de vrederechter» vervangen door de woorden «, naar gelang van het geval, de familierechtbank of de vrederechter».

## Art. 182

In artikel 1185 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 183

In artikel 1189, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 184

In artikel 1191 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden «de rechtbank» vervangen door het woord «de familierechtbank».

## Art. 185

In artikel 1193*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 februari 1981, vervangen bij de wet van 29 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank»;

2° dans l'alinéa 2, les mots « du juge de paix ou du tribunal » sont abrogés;

3° dans l'alinéa 4, les mots « les articles 1186, alinéa 2, 1187, alinéa 2, et 1188, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « l'article 1187, alinéa 2 »;

4° dans l'alinéa 5, les mots « le tribunal » sont remplacés par les mots « le juge du tribunal de la famille »;

5° dans l'alinéa 6, les mots « le tribunal » sont remplacés par les mots « le tribunal de la famille ».

#### Art. 186

Dans l'article 1195, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots « le président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « le tribunal de la famille ».

#### Art. 187

Dans l'article 1197 du même Code, modifié par les lois du 29 avril 2001 et du 3 mai 2003, les mots « président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

#### Art. 188

Dans l'article 1198 du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots « président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille ».

#### Art. 189

Dans l'article 1199, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots « président du tribunal de première instance » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille » et le mot « présidentielle » est remplacé par les mots « du tribunal ».

#### Art. 190

Dans l'article 1204*bis* du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001, les mots « devant le juge de paix » sont remplacés par les mots « , selon le cas, devant le juge de paix ou devant le tribunal de la famille », les mots « Le juge de paix » sont remplacés

2° in het tweede lid worden de woorden « van de vrederechter of van de rechtbank » opgeheven;

3° in het vierde lid worden de woorden « de artikelen 1186, tweede lid, 1187, tweede lid, en 1188, tweede lid, » vervangen door de woorden « artikel 1187, tweede lid, »;

4° in het vijfde lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank »;

5° in het zesde lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 186

In artikel 1195, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familie-rechtbank ».

#### Art. 187

In artikel 1197 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 29 april 2001 en 3 mei 2003, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

#### Art. 188

In artikel 1198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 189

In artikel 1199, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank » en wordt het woord « voorzitter » vervangen door het woord « rechtbank ».

#### Art. 190

In artikel 1204*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « bij de vrederechter » vervangen door de woorden « , naar gelang van het geval, bij de vrederechter of bij de familierechtbank », worden de

par les mots « Le juge » et les mots « au juge de paix » sont remplacés par les mots « au juge ».

Art. 191

Dans l'article 1207, alinéa 2, du même Code, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

Art. 192

Dans l'article 1209 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « Le tribunal » et les mots « statue sur »;

2° dans l'alinéa 3, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

Art. 193

Dans l'article 1210 du même Code, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « Le tribunal » et les mots « saisi d'une demande ».

Art. 194

Dans l'article 1211, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par la loi du 24 juin 1970, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « ordonne la vente ».

Art. 195

Dans l'article 1218, alinéa 2, du même Code, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

Art. 196

Dans l'article 1219, § 2, alinéa 2, du même Code, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « qui, dans le mois, ».

woorden « De vrederechter » vervangen door de woorden « De rechter » en worden de woorden « aan de vrederechter » vervangen door de woorden « aan de rechter ».

Art. 191

In artikel 1207, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 192

In artikel 1209 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « familierechtbank »;

2° in het derde lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

Art. 193

In artikel 1210 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 194

In artikel 1211, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

Art. 195

In artikel 1218, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

Art. 196

In artikel 1219, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

## Art. 197

Dans l'article 1220, alinéa 2, du même Code, modifié par les lois du 24 juin 1970 et du 15 mai 2009, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «constate que le lotissement».

## Art. 198

Dans l'article 1223 du même Code, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «Le tribunal» et les mots «tranche les litiges».

## Art. 199

Dans l'article 1226, § 3, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «Le tribunal» et les mots «statue, le ministère public».

## Art. 200

L'article 1227, § 3, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 9 mai 2007, est remplacé par ce qui suit :

«Lorsque la demande est fondée sur l'article 113, § 2, ou 117, § 1<sup>er</sup>, du Code civil, le juge de paix statue, le ministère public préalablement entendu en son avis.»

## Art. 201

Dans l'article 1228 du même Code, modifié par la loi du 24 juin 1970, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 202

Dans l'article 1231 du même Code, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 203

Dans l'article 1231-3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille» et les mots «, ou si la personne que l'on désire adopter est âgée de

## Art. 197

In artikel 1220, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 24 juni 1970 en 15 mei 2009, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 198

In artikel 1223 van hetzelfde Wetboek wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 199

In artikel 1226, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 200

Artikel 1227, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 9 mei 2007, wordt vervangen als volgt :

«Wanneer het verzoek gegrond is op artikel 113, § 2, of 117, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, doet de vrederechter uitspraak na het advies van het openbaar ministerie te hebben gehoord.»

## Art. 201

In artikel 1228 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 202

In artikel 1231 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 203

In artikel 1231-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «familierechtbank» en worden de woorden

moins de dix-huit ans, devant le tribunal de la jeunesse» sont abrogés.

Art. 204

Dans l'article 1231-6 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «juge du tribunal de la famille»;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge».

Art. 205

L'article 1231-9 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, est complété par les mots «de la famille».

Art. 206

Dans l'article 1231-10 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille»;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le mot «jeunesse» est chaque fois remplacé par le mot «famille»;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 3, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge».

Art. 207

Dans l'article 1231-11, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, le mot «jeunesse» est remplacé par le mot «famille».

Art. 208

Dans l'article 1231-13 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les modifications suivantes sont apportées :

« , of, ingeval de persoan die men wenst te adopteren minder dan achttien jaar oud is, bij de jeugdrechtbank » geschrapt.

Art. 204

In artikel 1231-6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank».

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter» en wordt het woord «zij» vervangen door het woord «hij».

Art. 205

In artikel 1231-9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «familie-rechtbank».

Art. 206

In artikel 1231-10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank»;

2<sup>o</sup> in het eerste lid, 3<sup>o</sup>, wordt het woord «jeugdrechtbank» telkens vervangen door de woorden «familie-rechtbank»;

3<sup>o</sup> in het derde lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter».

Art. 207

In artikel 1231-11, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «familie-rechtbank».

Art. 208

In artikel 1231-13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « tribunal » est remplacé par le mot « juge »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « statue au plus tôt ».

Art. 209

Dans l'article 1231-14, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots « L'adoptant ou les adoptants peuvent, avant que l'adoption ne soit prononcée, demander au tribunal de la jeunesse, soit : » sont remplacés par les mots « Lorsque l'adoption vise un enfant mineur, l'adoptant ou les adoptants peuvent, avant que l'adoption ne soit prononcée, demander au tribunal de la famille, soit : ».

Art. 210

Dans l'article 1231-27, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et remplacé par la loi du 6 décembre 2005, le mot « jeunesse » est remplacé par le mot « famille ».

Art. 211

Dans l'article 1231-29, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 31 janvier 2007, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge du tribunal de la famille ».

Art. 212

Dans l'article 1231-30, 2°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « le tribunal » et les mots « dans le mois ».

Art. 213

Dans l'article 1231-33/1, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 30 décembre 2009, le mot « jeunesse » est remplacé par le mot « famille ».

1° in het eerste lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « rechter »;

2° in het tweede lid wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 209

In artikel 1231-14, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden « Vooraleer de adoptie wordt uitgesproken kunnen de adoptant of de adoptanten aan de jeugdrechtbank vragen om, ofwel : » vervangen door de woorden « Wanneer de adoptie betrekking heeft op een minderjarig kind, kunnen de adoptant of de adoptanten vooraleer de adoptie wordt uitgesproken aan de familierechtbank vragen om, ofwel : ».

Art. 210

In artikel 1231-27, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en vervangen bij de wet van 6 december 2005, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 211

In artikel 1231-29, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 31 januari 2007, wordt het woord « rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank » en wordt het woord « haar » vervangen door het woord « hem ».

Art. 212

In artikel 1231-30, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 213

In artikel 1231-33/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 214

Dans l'article 1231-33/4, 2<sup>o</sup>, du même Code, inséré par la loi du 30 décembre 2009, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «dans les quinze jours».

## Art. 215

Dans l'article 1231-34 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot «jeunesse» est remplacé par le mot «famille»;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, le mot «tribunal» est remplacé par le mot «juge».

## Art. 216

Dans l'article 1231-35, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 27 décembre 2004 et du 31 janvier 2007, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 217

Dans l'article 1231-36, 2<sup>o</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «dans le mois».

## Art. 218

Dans l'article 1231-41, alinéa premier, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 27 décembre 2004 et du 30 décembre 2009, les mots «le tribunal de la jeunesse» sont remplacés par les mots «le tribunal de la famille».

## Art. 219

Dans l'article 1231-42, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par les lois du 6 décembre 2005 et du 28 octobre 2008, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 214

In artikel 1231-33/4, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 215

In artikel 1231-34 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank»;

2<sup>o</sup> in het tweede lid wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «rechter».

## Art. 216

In artikel 1231-35, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 31 januari 2007, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familie» en wordt het woord «haar» vervangen door het woord «zijn».

## Art. 217

In artikel 1231-36, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 218

In artikel 1231-41, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004 en bij de wet van 30 december 2009, wordt het woord «jeugdrechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 219

In artikel 1231-42, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wetten van 6 december 2005 en 28 oktober 2008, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank», wordt het woord «zij» vervangen door het woord «hij» en wordt het woord «haar» vervangen door het woord «zijn».

## Art. 220

Dans l'article 1231-47, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «Le tribunal» et les mots «prononce la révocation».

## Art. 221

Dans l'article 1231-48, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «tribunal à la demande du procureur du Roi» sont remplacés par les mots «juge du tribunal de la famille à la demande du procureur du Roi ou de toute autre partie à l'action».

## Art. 222

Dans l'article 1231-51 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «le tribunal» et les mots «peut décider qu'elle».

## Art. 223

Dans l'article 1231-55 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003 et modifié par la loi du 27 décembre 2004, les mots «La cour d'appel» sont remplacés par les mots «La chambre de la famille de la cour d'appel».

## Art. 224

Dans l'article 1233, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots «l'article 931, alinéas 6 et 7» sont remplacés par les mots «l'article 1004*bis*, § 4».

## Art. 225

Dans l'article 1236*bis* du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001 et modifié par la loi du 13 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille»;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot «tribunal» est remplacé par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 220

In artikel 1231-47, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 221

In artikel 1231-48, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden «rechtbank op verzoek van de procureur des Konings» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank op verzoek van de procureur des Konings of van enige andere partij bij de vordering».

## Art. 222

In artikel 1231-51 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 223

In artikel 1231-55 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de woorden «Het hof van beroep» vervangen door de woorden «De familiekamer van de hof van beroep».

## Art. 224

In artikel 1233, § 1, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden «artikel 931, zesde en zevende lid» vervangen door de woorden «artikel 1004*bis*, § 4».

## Art. 225

In artikel 1236*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 april 2001 en gewijzigd bij de wet van 13 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank»;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord «rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank» en wordt het woord «zij» vervangen door het woord «hij».



## Art. 226

Dans l'article 1241, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « président de la chambre à laquelle l'affaire a été distribuée » sont remplacés par les mots « juge de paix saisi ».

## Art. 227

Dans l'article 1242 du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix ».

## Art. 228

Dans l'article 1246, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix ».

## Art. 229

Dans l'article 1247 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix »;

2<sup>o</sup> dans le texte néerlandais, le mot « zij » est remplacé par le mot « hij »;

3<sup>o</sup> les mots « le même jugement » sont remplacés par les mots « la même ordonnance ».

## Art. 230

Dans l'article 1248 du même Code, les mots « La cour d'appel » sont remplacés par les mots « Le tribunal de la famille » et le mot « tribunal » est remplacé par les mots « juge de paix ».

## Art. 231

L'article 1251, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, est remplacé par ce qui suit :

« S'il n'y a pas d'appel de l'ordonnance d'interdiction ou si celle-ci est confirmée sur appel, le juge de paix compétent procède conformément aux règles de la tutelle. »

## Art. 226

In artikel 1241, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « voorzitter van de kamer waaraan de behandeling van de zaak is toegewezen » vervangen door de woorden « vrederechter bij wie de zaak aanhangig is ».

## Art. 227

In artikel 1242 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter » en wordt het woord « zij » vervangen door het woord « hij ».

## Art. 228

In artikel 1246, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter ».

## Art. 229

In artikel 1247 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het woord « rechtbank » wordt vervangen door het woord « vrederechter »;

2<sup>o</sup> het woord « zij » wordt vervangen door het woord « hij »;

3<sup>o</sup> de woorden « hetzelfde vonnis » worden vervangen door de woorden « dezelfde beschikking ».

## Art. 230

In artikel 1248 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « Het hof van beroep » vervangen door het woord « De familierechtbank » en wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « vrederechter ».

## Art. 231

Artikel 1251, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt vervangen als volgt :

« Wanneer tegen de beschikking houdende onbekwaamverklaring geen hoger beroep is ingesteld of wanneer deze in hoger beroep wordt bevestigd, handelt de bevoegde vrederechter overeenkomstig de regels betreffende de voogdij. »

## Art. 232

Dans l'article 1253 du même Code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Tout arrêt ou jugement » sont remplacés par les mots « Toute décision rendue en premier ressort ou en degré d'appel »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 2, les mots « arrêts infirmatifs » sont remplacés par les mots « décisions infirmatives rendues sur recours ».

## Art. 233

L'intitulé de la quatrième partie, livre IV, chapitre *Xbis*, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE *Xbis*. Des demandes des parents, des époux et des cohabitants légaux relatives à leurs droits et devoirs respectifs, et des demandes relatives au régime matrimonial des époux ».

## Art. 234

L'article 1253*bis* du même Code, abrogé par la loi du 3 août 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1253*bis*/1. Sans préjudice des règles spécifiques prévues par le présent chapitre, toutes les dispositions procédurales figurant aux articles 700 à 806 du Code judiciaire sont applicables devant le tribunal de la famille.

Art. 1253*bis*/2. Dans sa décision, le tribunal de la famille tient compte, le cas échéant, de tous les éléments utiles figurant dans le dossier familial complet tel que visé à l'article 725*bis*. »

## Art. 235

Dans le même Code, il est inséré un article 1253*ter*/1 rédigé comme suit :

« Art. 1253*ter*/1. Dans les matières visées à l'article 1253*ter*/4, § 2, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, les parties seront tenues de prouver, au plus tard lors de l'audience d'introduction, qu'elles se sont informées sur la médiation familiale, ensemble ou séparément, lors d'une séance collective ou individuelle auprès d'un médiateur agréé.

## Art. 232

In artikel 1253 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden « Ieder arrest of vonnis » vervangen door de woorden « Iedere beslissing in eerste of tweede aanleg »;

2<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden « arresten tot vernietiging van vonnissen » vervangen door de woorden « beslissing tot vernietiging in beroep ge-wezen ».

## Art. 233

In het Vierde Deel, Boek IV, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk *Xbis* vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK *Xbis*. Vorderingen van ouders, echtgenoten en wettelijk samenwonenden betreffende hun wederzijdse rechten en verplichtingen en vorderingen betreffende het huwelijksvermogensstelsel. ».

## Art. 234

Artikel 1253*bis* van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 3 augustus 1992, wordt hersteld als volgt :

« Art. 1253*bis*/1. Onverminderd de toepassing van bijzondere wettelijke bepalingen voorzien in dit hoofdstuk, zijn alle procedureregels zoals voorzien in de artikelen 700 tot 806 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op de familierechtbank.

Art. 1253*bis*/2 De familierechtbank houdt, in voorkomend geval, bij haar beslissing rekening met alle nuttige elementen die voorkomen in het volledige familiedossier, zoals bepaald in artikel 725*bis*. »

## Art. 235

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253*ter*/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253*ter*/1. In alle aangelegenheden bedoeld in artikel 1253*ter*/4, § 2, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, zijn de partijen verplicht uiterlijk tijdens de inleidende zitting te bewijzen dat ze zich hebben geïnformeerd bij een erkend bemiddelaar, hetzij samen dan wel apart, én dit via een collectieve dan wél individuele sessie.

Elles produiront à cet effet une attestation de ce médiateur agréé qui ne peut être l'avocat d'une des parties. Il ressortira de cette attestation que le médiateur a effectivement rencontré la ou les parties, que les informations ont été données oralement et ont porté sur la nature et les objectifs de la médiation.

Le Roi règle les modalités des sessions d'information visée à l'alinéa premier.

Sauf circonstances exceptionnelles ou défaut de la partie défenderesse, si une des parties ne peut produire d'attestation, au plus tard lors de l'audience d'introduction, le juge suspend la procédure, afin de permettre à cette partie d'assister à une séance d'information. Les circonstances exceptionnelles sont spécialement motivées dans le jugement définitif. La durée de la suspension ne peut pas excéder un mois.

Si une partie n'a pas produit d'attestation et à défaut de circonstances exceptionnelles, ou si une partie refuse d'assister à une session d'information, le juge peut faire application de l'article 780*bis*.

L'obligation d'assister à une session d'information n'est pas valable :

1° pour les parties souhaitant faire acter homologuer un accord portant sur l'ensemble du litige soumis au juge;

2° pour les parties qui, le cas échéant, ont déjà assisté à une session d'information pour une autre cause dans le même dossier familial tel que visé à l'article 725*bis*. »

#### Art. 236

Dans le même Code, il est inséré un article 1253*ter*/2 rédigé comme suit :

« Art. 1253*ter*/2. § 1<sup>er</sup>. Dans toutes les causes concernant des mineurs, les parties sont tenues de comparaître en personne à l'audience d'introduction, aux audiences où sont discutées les questions concernant le mineur, aux audiences de plaidoiries.

Si une audience ne concerne que la mise en état de la cause, l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas d'application.

Les parties peuvent être ou nom assistées d'un avocat.

En cas de circonstances exceptionnelles, le juge peut autoriser une dérogation au prescrit de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Zij leggen daartoe een attest over van deze erkende bemiddelaar die geen advocaat mag zijn van een van beide partijen. Uit dit attest moet blijken dat de bemiddelaar daadwerkelijk de partij of de partijen heeft ontmoet, dat de informatie mondeling is gegeven en betrekking had op de aard en de doelstellingen van de bemiddeling.

De Koning regelt de modaliteiten van de informatiesessies bedoeld in het eerste lid.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden of bij verstek van de verweerder, schorst de rechter de procedure indien één van de partijen uiterlijk op de inleidingszitting geen attest kan voorleggen, dit ten einde deze partij de kans te geven alsnog een informatiesessie bij te wonen. De uitzonderlijke omstandigheden worden bijzonder gemotiveerd in het eindvonnis. De duur van de schorsing mag niet meer bedragen dan één maand.

Indien een partij geen attest heeft voorgelegd en bij gebreke aan uitzonderlijke omstandigheden, of indien een partij weigert aan een informatiesessie deel te nemen kan de rechter toepassing maken van artikel 780*bis*.

De verplichting om een informatiesessie bij te wonen geldt niet :

1° voor de partijen die een overeenkomst wensen te laten akteren of homologeren, in zoverre deze betrekking hebben op de totaliteit van het aan de rechter voorgelegde geschil;

2° voor partijen die, in voorkomend geval, voor een andere zaak in hetzelfde familiedossier zoals bedoeld in artikel 725*bis* al een informatiesessie hebben bijgewoond. »

#### Art. 236

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253*ter*/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253*ter*/2. § 1. In alle zaken die betrekking hebben op minderjarigen dienen de partijen in persoon te verschijnen. op de inleidingszitting; op de zitting waarop de vragen aangaande de kinderen worden besproken én op de pleitzittingen.

Het eerste lid is niet van toepassing indien de zitting enkel de instaatstelling van de zaak betreft.

De partijen verschijnen al dan niet in aanwezigheid van een advocaat.

De rechter kan in geval van uitzonderlijke omstandigheden een afwijking toestaan op het bepaalde in het eerste lid.

Si le demandeur ne comparaît pas en personne, il est déchu de sa demande. Si le défendeur ne comparaît pas en personne, le juge peut soit rendre un jugement par défaut, soit remettre l'affaire à un mois. Dans ce dernier cas, un nouveau pli judiciaire sera envoyé au défendeur. Si à cette nouvelle audience, le défendeur ne comparaît toujours pas, le jugement sera réputé contradictoire.

En cas d'accord des parties rédigé par un avocat, un notaire ou un médiateur agréé sur toutes les demandes formulées dans l'acte introductif d'instance, la comparution personnelle des parties n'est pas requise et le juge homologue l'accord des parties. Toutefois même dans ce cas, le juge peut toujours ordonner la comparution personnelle des parties, soit d'initiative, soit à la demande de l'une d'elles, soit à la demande du ministère public. »

## Art. 237

Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/3 rédigé comme suit :

« Art. 1253ter/3. « Si les parties, dans les causes visées à l'article 1253ter/4, § 2, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, ne sont pas parvenues à un accord, le juge les entend sur leur litige.

Le juge tente de concilier les parties et leur rappelle la possibilité de médiation. Moyennant accord de toutes les parties, le juge peut remettre à une date déterminée, qui ne peut excéder le délai de trois mois fixé à l'article 1734 du Code judiciaire, afin d'examiner si une conciliation ou une médiation peut offrir une solution au litige. Dans cette dernière hypothèse, l'affaire peut être reprise plus tôt, sur demande d'une des parties faite par courrier ordinaire.

Dans cette dernière hypothèse, l'affaire peut être reprise plus tôt, sur demande écrite d'une des parties. »

## Art. 238

Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/4 rédigé comme suit :

« Art. 1253ter/4. § 1<sup>er</sup>. À l'exception de l'extrême urgence, visée à l'alinéa 4 de l'article 584 du Code judiciaire, le tribunal de la famille connaît des dossiers urgents qui relèvent de sa compétence d'attribution.

§ 2. Ces dossiers sont considérés comme urgents dès lors qu'ils relèvent soit de l'urgence dite « présumée », soit de l'urgence dite « invoquée ».

Indien de eiser niet in persoon verschijnt, wordt hij van zijn eis vervallen verklaard. Indien de verweerder niet in persoon verschijnt kan de rechter een vonnis bij verstek uitspreken, of de zaak uitstellen op één maand. In dat laatste geval zal er een nieuwe gerechtsbrief worden verstuurd naar de verweerder. Indien de verweerder opnieuw niet verschijnt op deze nieuwe zitting wordt het vonnis geacht te zijn genomen op tegenspraak.

In geval van akkoord over alle vorderingen geformuleerd in de akte van rechtsingang, opgesteld door een advocaat, notaris of een erkend bemiddelaar wordt de persoonlijke verschijning van partijen niet vereist en homologeert de rechter het akkoord van partijen. De rechter kan echter steeds de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen, hetzij ambts-halve, hetzij op verzoek van de partijen, hetzij op verzoek van het openbaar ministerie. »

## Art. 237

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/3 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253ter/3. Indien de partijen in de zaken genoemd in artikel 1253ter/4, § 2, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, eerste lid, niet tot een akkoord zijn gekomen, hoort de rechter de partijen betreffende hun geschil.

De rechter poogt de partijen te verzoenen en herinnert hen aan de mogelijkheid van bemiddeling. Mits akkoord van alle partijen verdaagt de rechter de zaak, naar een vaste datum die de termijn van drie maanden zoals voorzien in artikel 1734 Gerechtelijk Wetboek niet mag overschrijden, dit teneinde te kunnen nagaan of verzoening dan wel bemiddeling een oplossing zou kunnen bieden aan partijen.

In dit laatste geval kan de zaak op schriftelijk verzoek van één van de partijen op een vroegere datum worden hernomen. »

## Art. 238

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/4 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253ter/4. § 1. Met uitzondering van de volstreekte noodzakelijkheid zoals bepaald in lid 4 van het artikel 584 Gerechtelijk Wetboek, neemt de familierechtbank kennis van de spoedeisende dossiers die vallen onder de haar toegewezen bevoegdheden.

§ 2. De dossiers worden beschouwd als zijnde spoedeisend wanneer ze vallen onder ofwel de veronderstelde « hoogdringendheid », ofwel de ingeroepen « hoogdringendheid ».

Au sens de la présente loi, l'urgence est présumée dans les litiges suivants :

1° les mesures entre époux et entre cohabitants légaux;

2° les demandes relatives à l'autorité parentale;

3° les demandes relatives au droit d'hébergement et au droit aux relations personnelles envers un enfant mineur;

4° les obligations alimentaires;

5° les enlèvements internationaux d'enfants.

L'urgence est dite invoquée lorsqu'elle est alléguée par une partie dans un litige relevant de la compétence du tribunal de la famille. Si le tribunal considère que l'urgence n'est pas établie, il renvoie le dossier à une audience ordinaire.»

#### Art. 239

Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/5 rédigé comme suit :

« Art. 1253ter/5. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'urgence présumée, l'affaire peut être introduite par requête contradictoire devant le tribunal de la famille.

§ 2. Lorsque l'urgence est présumée ou invoquée, l'affaire doit être fixée à une audience d'introduction dans un délai maximum de quinze jours à dater de l'acte introductif d'instance ou de la demande de fixation dans le cadre de la saisine permanente.

§ 3. Lorsque l'urgence est présumée ou invoquée, les parties ont la possibilité de plaider à l'audience d'introduction, par dérogation à l'article 735 du Code judiciaire sans préjudice de l'obligation du juge de tenter de concilier les parties, conformément à l'article 1253ter/3.

§ 4. Si le juge n'a pas fait application de l'article 1253ter/3 du Code Judiciaire, il peut remettre la cause. Il règle la mise en état de celle-ci et, sauf circonstances spéciales, fixe la cause dans un délai qui ne peut être supérieur à un mois.

§ 5. Lorsqu'une affaire urgente est prise en délibéré, le juge rend sa décision dans un délai maximum de quinze jours à dater de la prise en délibéré.

Onder de huidige wet, wordt hoogdringendheid verondersteld in de volgende geschillen :

1° maatregelen tussen ouders en wettelijk samenwonenden;

2° de vorderingen betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag;

3° de vorderingen betreffende de organisatie van de verblijfsregeling en het recht op persoonlijk contact met een minderjarige;

4° onderhoudsverplichtingen;

5° de internationale ontvoering van kinderen;

Er is sprake van ingeroepen hoogdringendheid wanneer een partij dit inroept omtrent een geschil dat behoort tot de bevoegdheid van de familierechtbank. Wanneer de rechtbank de hoogdringendheid niet vaststelt verzendt hij de zaak naar een gewone zitting.»

#### Art. 239

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/5 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253ter/5. § 1. In het kader van de veronderstelde hoogdringendheid kan de zaak bij de familierechtbank ingeleid worden bij tegensprekelijk verzoekschrift.

§ 2. Wanneer de hoogdringendheid wordt verondersteld of ingeroepen moet de inleidingszitting worden vastgesteld binnen een termijn van maximaal vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van neerlegging van de akte van rechtsingang of vanaf het verzoek tot dagstelling in het kader van de permanente saisine.

§ 3. Wanneer de hoogdringendheid wordt verondersteld of ingeroepen hebben de partijen de mogelijkheid om te pleiten op de inleidingszitting bij toepassing van artikel 735 Gerechtelijk Wetboek, zonder afbreuk te doen aan de verplichting van de rechter de partijen pogen te verzoenen overeenkomstig artikel 1253ter/3.

§ 4. Indien de rechter geen toepassing heeft gemaakt van artikel 1253ter/3 van het Gerechtelijk Wetboek kan hij de zaak verdagen. Hij regelt de instaatstelling en, behoudens speciale omstandigheden, stelt hij de zaak vast op een termijn die niet langer mag zijn dan één maand.

§ 5. Wanneer een dringende zaak in beraad wordt genomen spreekt de rechter zich uit binnen een termijn van maximaal vijftien dagen na datum van inberaadneming.

§ 6. Si les demandes visées à l'alinéa 1253ter/4, § 2, sont introduites en même temps que d'autres demandes, le juge peut décider de n'appliquer la procédure décrite dans le présent article qu'aux seules demandes urgentes. »

#### Art. 240

Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/6 rédigé comme suit :

« Art. 1253ter/6. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des demandes urgentes, après avoir invité les parties à faire usage de la conciliation ou de la médiation, le tribunal de la famille peut notamment prendre les mesures suivantes :

1<sup>o</sup> ordonner ou modifier toute disposition relative à l'autorité parentale, à l'hébergement, et au droit aux relations personnelles;

2<sup>o</sup> fixer, modifier ou supprimer les obligations alimentaires;

3<sup>o</sup> fixer les résidences séparées des époux et des cohabitants légaux.

À cet égard, si un époux ou un cohabitant légal se rend coupable à l'égard de son conjoint d'un fait visé à l'article 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal ou a tenté de commettre un fait visé à l'article 375, 393, 394 ou 397 du même Code ou s'il existe des indications sérieuses de tels comportements, l'autre époux ou cohabitant légal se verra attribuer, s'il en fait la demande et sauf circonstances exceptionnelles, la jouissance de la résidence conjugale ou commune;

4<sup>o</sup> interdire à un des époux, pendant la durée qu'il fixe, d'aliéner, d'hypothéquer ou d'engager des biens mobiliers ou immobiliers propres ou communs sans le consentement du conjoint; il peut interdire le déplacement des meubles ou en attribuer l'usage personnel à un des deux époux.

Les actes d'aliénation sont les actes visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 8 de la loi du 10 février 1908;

5<sup>o</sup> obliger l'époux qui possède les biens mobiliers à donner caution ou à justifier d'une solvabilité suffisante;

6<sup>o</sup> utiliser les mêmes pouvoirs que ceux qui lui sont attribués à l'article 221 du Code civil. Dans ce cas, il peut opposer son ordonnance à tous tiers débiteurs

§ 6. Indien de vorderingen voorzien in artikel 1253ter/4, § 2, worden ingeleid samen met andere vorderingen kan de rechter beslissen de in dit artikel beschreven procedure enkel toe te passen op de spoedeisende vorderingen. »

#### Art. 240

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/6 ingevoegd, luidende :

« Art. 1253ter/6. § 1. In het kader van de vorderingen bij hoogdringendheid kan de familierechtbank, na de partijen te hebben uitgenodigd om gebruik te maken van minnelijke schikking of bemiddeling, onder andere de volgende maatregelen nemen :

1<sup>o</sup> bevelen of aanpassen van alle maatregelen betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag, de organisatie van de verblijfsregeling en het recht op persoonlijk contact;

2<sup>o</sup> begroten, wijzigen of afschaffen van de onderhoudsbijdragen;

3<sup>o</sup> vaststellen van de afzonderlijke verblijfplaats van de echtgenoten of de wettelijk samenwonenden.

Indien een echtgenoot of een wettelijk samenwonende zich tegenover de andere schuldig gemaakt heeft aan een feit als bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405 van het Strafwetboek, of heeft gepoogd een feit te plegen als bedoeld in de artikelen 375, 393, 394 of 397 van hetzelfde Wetboek, of indien er ernstige aanwijzingen voor dergelijke gedragingen bestaan, zal de andere echtgenoot of wettelijk samenwonende behalve bij uitzonderlijke omstandigheden het genot van de echtelijke of de gemeenschappelijke verblijfplaats toegewezen krijgen indien hij daarom verzoekt;

4<sup>o</sup> aan een der echtgenoten verbod opleggen om, voor de tijd die hij bepaalt, eigen of gemeenschappelijke roerende of onroerende goederen, zonder de instemming van de andere echtgenoot te vervreemden, te hypothekeren of te verpanden; hij kan de verplaatsing van de meubelen verbieden of het persoonlijk gebruik ervan aan een van beide echtgenoten toewijzen.

Daden van vervreemding zijn alle daden bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 8 van de wet van 10 februari 1908;

5<sup>o</sup> de echtgenoot die de roerende goederen onder zich heeft, verplichten zich borg te stellen of voldoende solvabiliteit aan te tonen;

6<sup>o</sup> gebruik maken van dezelfde bevoegdheden als hem bij artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek zijn toegekend. In dit geval kan zijn beschikking inge-

actuels ou futurs sur la notification qui leur aura été faite par un huissier de justice à la requête d'une des parties. Lorsque l'ordonnance cesse de produire ses effets, les tiers débiteurs en sont informés de la même manière à la requête de la partie la plus diligente.»

## Art. 241

Dans le même code il est inséré un article 1253ter/7, rédigé comme suit :

«Art. 1253ter/7. Si une demande relative à un mineur lui est soumise, le juge du tribunal de la famille prend toutes diligences et fait procéder à toutes investigations utiles, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Le juge peut notamment faire procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité de l'enfant, le milieu où il est élevé, déterminer son intérêt et les moyens appropriés à son éducation ou à son traitement.

Il peut faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent et soumettre l'enfant à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui lui est soumis ne lui paraît pas suffisant.

Lorsque le juge fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'extrême urgence, prendre ou modifier sa décision qu'après avoir pris connaissance de l'avis du service social compétent, à moins que cet avis ne lui parvienne pas dans le délai qu'il a fixé et qui ne peut dépasser septante-cinq jours.

L'information est, en tout cas, communiquée aux parties avant l'audience.

Le juge tient compte, le cas échéant, des opinions exprimées par les enfants conformément à l'article 1004bis.»

## Art. 242

Dans le même Code, il est inséré un article 1253ter/8 rédigé comme suit :

«Art. 1253ter/8. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux dispositions du titre III de la troisième partie, les causes dans lesquelles l'urgence est présumée restent inscrites au rôle, même en cas de décision en degré d'appel. En cas d'éléments nouveaux, la même cause peut être ramenée devant le tribunal, dans un délai de quinze jours, par conclusions ou par demande écrite, déposée

roepen worden tegen alle tegenwoordige of toekomstige derden-schuldenaars, nadat zij hun, op verzoek van een van de partijen, door een gerechtsdeurwaarder zal zijn betekend. Wanneer zij ophoudt haar gevolgen te hebben, krijgen de derden-schuldenaars op dezelfde wijze daarvan bericht ten verzoeken van de meest gereede partij.»

## Art. 241

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/7 ingevoegd, luidende :

«Art. 1253ter/7. De rechter van de familierechtbank neemt, indien het verzoek dat hem wordt voorgelegd betrekking heeft op een minderjarige, alle maatregelen en verricht de nodige daden van onderzoek, rekening houdend met het hoger belang van het kind.

De rechter kan met name alle maatregelen treffen en het onderzoek doen verrichten dat nodig is om de persoonlijkheid van het kind en het milieu waarin het wordt grootgebracht, te kennen en om uit te maken wat zijn belang is en welke middelen voor zijn opvoeding of behandeling geschikt zijn.

Hij kan een maatschappelijk onderzoek doen verrichten, door bemiddeling van de bevoegde sociale dienst, en het kind aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen, indien hij het hem meegeerde dossier niet voldoende acht.

Indien de rechter een maatschappelijk onderzoek doet verrichten, kan hij, behoudens in spoedeisende gevallen, zijn beslissing eerst nemen of wijzigen, na kennis genomen te hebben van het advies van de bevoegde sociale dienst, tenzij dit advies hem niet bereikt binnen de door zijn bepaalde termijn, die niet meer dan vijftien dagen mag bedragen.

Van de informatie wordt in alle gevallen aan partijen kennis gegeven voor de zitting.

De rechter houdt, in voorkomend geval, rekening met de meningen van de kinderen die werden geuit op de wijze bepaald bij artikel 1004bis.»

## Art. 242

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1253ter/8 ingevoegd, luidende :

«Art. 1253ter/8. § 1. In afwijking van de bepalingen in Titel III van het derde Deel, blijven de zaken waar de hoogdringendheid is verondersteld ingeschreven op de rol, ook in geval van een uitspraak in hoger beroep. In geval van nieuwe elementen, kan dezelfde zaak opnieuw voor de rechtbank worden gebracht, binnen een termijn van 15 dagen, bij conclusie of bij

ou adressée au greffe. Ces éléments nouveaux doivent être indiqués dans les conclusions ou la demande écrite, à peine de nullité.

Par « éléments nouveaux », il y a lieu d'entendre :

1° de manière générale, d'un élément inconnu lors de la première demande et qui eût pu fonder un recours contre la décision;

2° en matière alimentaire, des circonstances nouvelles indépendantes de la volonté des parties ainsi que des circonstances propres à l'enfant et qui sont susceptibles de modifier sensiblement la situation des parties ou celle de l'enfant;

3° en matière d'hébergement, de droits aux relations personnelles et l'exercice de l'autorité parentale, des circonstances nouvelles qui sont susceptibles de modifier la situation des parties ou celle de l'enfant. Toutefois, dans ce dernier cas, le juge ne pourra faire droit à cette nouvelle demande que si l'intérêt de l'enfant le justifie.

§ 2. En cas de recours inapproprié de la possibilité prévue à l'alinéa premier de ramener la cause devant le tribunal, le juge peut exercer la faculté qui lui est attribuée à l'article 1017, alinéa 4.

§ 3. L'article 730, § 2, a), n'est pas applicable aux causes visées par la saisine permanente du présent article.»

#### Art. 243

Dans l'article 1253<sup>quater</sup> du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, la disposition sous a) est abrogée.

#### Art. 244

Dans l'article 1253<sup>quinquies</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, les mots « juge de paix » sont remplacés par les mots « juge du tribunal de la famille ».

#### Art. 245

Dans l'article 1253<sup>sexies</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, le mot « requêtes » est remplacé par le mot « demandes ».

een schriftelijk verzoek dat wordt neergelegd bij of gericht is aan de griffie. Deze nieuwe elementen moeten, op straffe van nietigheid, worden aangeduid in de conclusie of in het schriftelijk verzoek.

Onder « nieuwe elementen » moet worden verstaan :

1° over het algemeen, een feit dat niet bekend was bij het eerste verzoek dat een beroep tegen de beslissing had kunnen rechtvaardigen;

2° met betrekking tot een uitkering tot levensonderhoud, nieuwe omstandigheden buiten de wil van de partijen, alsook omstandigheden eigen aan het kind en die de toestand van de partijen of die van het kind ingrijpend kunnen wijzigen;

3° met betrekking tot de organisatie van de verblijfsregeling, het recht op persoonlijk contact en de uitoefening van het ouderlijk gezag, nieuwe omstandigheden die de toestand van de partijen of die van het kind kunnen wijzigen. In dit laatste geval kan de rechter dit nieuwe verzoek echter enkel inwilligen indien het belang van het kind zulks rechtvaardigt.

§ 2. Indien er op oneigenlijke wijze gebruik wordt gemaakt van de in het vorige lid geboden mogelijkheid om de zaak opnieuw voor de rechtbank te brengen, kan de rechter in zijn vonnis de bevoegdheid uitoefenen die hem wordt toegekend in artikel 1017, vierde lid.

§ 3. Artikel 730, § 2, a), is niet toepasselijk op de oorzaken voorzien in de permanente saisine van het huidig artikel.»

#### Art. 243

In artikel 1253<sup>quater</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, wordt de bepaling onder a) opgeheven.

#### Art. 244

In artikel 1253<sup>quinquies</sup>, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord « vrederechter » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

#### Art. 245

In 1253<sup>sexies</sup>, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden « Het verzoek » vervangen door de woorden « De aanvraag ».



## Art. 246

Dans l'article 1253<sup>septies</sup> du même Code, inséré par la loi du 14 juillet 1976, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cas d'urgence, l'époux qui demande l'interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer des biens susceptibles d'hypothèque, peut demander au tribunal de la famille, qu'avant même de statuer sur le mérite de la demande, il soit autorisé à faire inscrire sa demande en marge du dernier titre d'acquisition transcrit des biens visés dans l'acte introductif d'instance. Un extrait du jugement est notifié par le greffier au conservateur des hypothèques. »

## Art. 247

Dans l'article 1254 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le quatrième alinéa du paragraphe 1<sup>er</sup>, la phrase « Si le demandeur souhaite que ces demandes soient immédiatement introduites en référé, la demande est introduite par exploit d'huissier de justice contenant citation à comparaître devant le président siégeant en référé, ainsi qu'il est dit à l'article 1280, et devant le tribunal. » est abrogée;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « du tribunal » et les mots « contrôle dans ce cas ».

## Art. 248

Dans l'article 1255 du même Code, remplacé par la loi du 27 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « comparution des parties » sont remplacés par le mot « audience »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le juge peut ordonner la comparution personnelle des parties à la demande d'une des parties ou du ministère public, ou s'il l'estime utile, notamment en vue de concilier les parties ou d'apprécier l'opportunité d'un accord relatif à la personne, aux aliments et aux biens des enfants.

## Art. 246

In artikel 1253<sup>septies</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De echtgenoot die verzoekt om het vervreemden of hypothekeren van voor hypotheek vatbare goederen te verbieden, kan in spoedeisende gevallen aan de familierechtbank machtiging vragen om zijn verzoekschrift, nog voor de uitspraak over de waarde van de aanvraag, te doen inschrijven op de kant van de laatst overgeschreven titel van verkrijging van de in de akte van rechtsingang bedoelde goederen. De griffier geeft aan de hypotheekbewaarder kennis van een uittreksel uit de beslissing. »

## Art. 247

In artikel 1254 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het vierde lid van paragraaf 1 wordt de zin « Als de eiser wenst dat die vorderingen onmiddellijk in kort geding worden ingeleid, dan wordt de vordering bij gerechtsdeurwaardersexploot ingeleid met dagvaarding om te verschijnen voor de voorzitter, zitting houdend in kort geding, zoals bepaald in artikel 1280, en voor de rechtbank. », opgeheven;

2<sup>o</sup> in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 248

In artikel 1255 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 27 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het derde lid van paragraaf 1 worden de woorden « verschijning van de partijen » vervangen door het woord « zitting »;

2<sup>o</sup> paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. De rechter kan de persoonlijke verschijning van de partijen bevelen op verzoek van één van de partijen of van het openbaar ministerie, of wanneer hij dit nuttig acht met het oog op het verzoenen van de partijen, of teneinde de mogelijkheden van een akkoord na te gaan met betrekking tot de persoon, de onderhoudsgelden en de goederen van de kinderen.

Sans préjudice de l'article 1734 du Code judiciaire, le tribunal tente de concilier les parties. Il leur donne toutes informations utiles sur la procédure et en particulier sur l'intérêt de recourir à la médiation telle que prévue à la septième partie du présent Code. »;

3° dans le paragraphe 7, les mots « le président du tribunal » sont remplacés par les mots « le juge du tribunal de la famille ».

#### Art. 249

Dans l'article 1256 du même Code, rétabli par la loi du 27 avril 2007, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« À défaut d'accord ou en cas d'accord partiel, le juge renvoie, à la demande d'une des parties, à sa première audience utile dans le cadre de l'urgence présumée. L'article 803 est d'application. »

#### Art. 250

Dans l'article 1275, § 2, alinéa 4, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois du 20 mai 1997 et du 27 avril 2007, les mots « tribunal qui a statué sur la demande » sont remplacés par les mots « tribunal de première instance auquel le tribunal de la famille qui a statué sur la demande appartient ».

#### Art. 251

Dans l'article 1278, alinéa 4, du même Code, remplacé par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1974 et modifié par les lois du 30 juin 1994 et du 20 mai 1997, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « Le tribunal » et les mots « peut, à la demande ».

#### Art. 252

L'article 1280 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 28 janvier 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1280. Lorsque l'entente est sérieusement perturbée entre les époux, le juge du tribunal de la famille, statuant dans le cadre de l'urgence présumée, connaît, à la demande, soit des parties ou de l'une d'elles, soit du procureur du Roi en tout état de cause, des mesures urgentes conformément à l'article 1253ter/6 et 1253ter/7.

Onverminderd de toepassing van artikel 1734 van het Gerechtelijk Wetboek, poogt de rechtbank de partijen te verzoenen. Hij verschafft hun alle nuttige informatie aangaande de procedure, meer in het bijzonder door te wijzen op het belang om in bemiddeling te gaan zoals bepaald in het zevende hoofdstuk van dit Wetboek. »;

3° in paragraaf 7 worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

#### Art. 249

In artikel 1256 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 27 april 2007, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Bij gebrek aan een overeenkomst of in geval van een gedeeltelijke overeenkomst, verwijst de rechter de zaak op verzoek van één van de partijen naar zijn eerst nuttige zitting betreffende de veronderstelde hoogdringendheid. Artikel 803 is van toepassing. »

#### Art. 250

In artikel 1275, § 2, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1997 en 27 april 2007, worden de woorden « rechtbank die op de vordering heeft beslist » vervangen door de woorden « rechtbank van eerste aanleg waartoe de familierechtbank die op de vordering heeft beslist, behoort ».

#### Art. 251

In artikel 1278, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 1 juli 1974 en gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1994 en 20 mei 1997, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

#### Art. 252

Artikel 1280 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 28 januari 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1280. Wanneer de verstandhouding tussen de echtgenoten ernstig verstoord is, neemt de rechter van de familierechtbank, rechtsprekend in het kader van de veronderstelde hoogdringendheid, op verzoek van de partijen of van een hen, of van de procureur des Konings de voorlopige maatregelen volgens het bepaalde in de artikelen 1253ter/6 en 1253ter/7.

Les articles 1253*sexies*, § 1<sup>er</sup>, 1253*septies*, alinéa 1<sup>er</sup>, et 1253*octies* sont d'application lorsque l'interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer des biens susceptibles d'hypothèque est demandée ou ordonnée. Est également d'application l'article 224 du Code civil.»

## Art. 253

Dans l'article 1288*bis*, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par la loi du 20 mai 1997, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 254

L'article 1289 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par ce qui suit :

«Art. 1289. § 1<sup>er</sup>. Si les époux sont séparés depuis plus de six mois au jour du dépôt de la requête, et que la comparution visée au paragraphe 3 n'est pas ordonnée, la procédure se déroule par écrit.

§ 2. Si les époux ne sont pas séparés depuis plus de six mois au jour du dépôt de la requête, ils sont tenus de comparaître ensemble et en personne devant le tribunal de la famille dans le mois du jour du dépôt de la requête. Ils font au tribunal la déclaration de leur volonté.

§ 3. Quelle que soit la durée de séparation des époux, la comparution des parties peut toujours être ordonnée par le juge, soit d'initiative, soit à la demande du procureur du Roi ou d'une partie. Dans ce cas, les époux sont tenus de comparaître ensemble et en personne devant le tribunal de la famille dans le mois du jour du dépôt de la requête. Ils font au tribunal la déclaration de leur volonté.

§ 4. Dans les cas visés par les paragraphes 2 et 3 du présent article, en cas de circonstances exceptionnelles, le juge peut autoriser le ou les époux à se faire représenter par un avocat ou par un notaire.»

## Art. 255

L'article 1289*bis* du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, est abrogé.

De artikelen 1253*sexies*, § 1, 1253*septies*, eerste lid, en 1253*octies* zijn van toepassing wanneer verbod is gevorderd of uitgevaardigd om voor hypotheek vatbare goederen te vervreemden of met hypotheek te bezwaren. Artikel 224 van het Burgerlijk Wetboek is mede van toepassing.»

## Art. 253

In artikel 1288*bis*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familie rechtbank».

## Art. 254

In artikel 1289 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

«Art. 1289. § 1. Wanneer de partijen sinds meer dan zes maanden gescheiden leven sinds de neerlegging van het verzoekschrift, en de in paragraaf 3 bepaalde persoonlijke verschijning niet wordt bevolen, verloopt de procedure schriftelijk.

§ 2. Wanneer de partijen niet langer dan zes maanden gescheiden leven sinds de neerlegging van het verzoekschrift, worden zij geacht gezamenlijk en persoonlijk te verschijnen voor de familie rechtbank, dit binnen de maand na datum van de neerlegging van het verzoekschrift. Zij geven de rechtbank hun wil te kennen.

§ 3. De persoonlijke verschijning van partijen kan steeds worden bevolen door de rechter, ongeacht de duur van de scheiding van de echtgenoten, hetzij ambtshalve, hetzij op vraag van de procureur des Konings of van één van de partijen. In onderhavig geval, worden partijen geacht gezamenlijk en persoonlijk te verschijnen voor de familie rechtbank, dit binnen de maand na de neerlegging van het verzoekschrift. Ze geven de rechtbank hun wil te kennen.

§ 4. In de gevallen zoals bepaald in paragrafen 2 en 3 van dit artikel, kan de rechter in uitzonderlijke omstandigheden de partijen machtigen zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat of door een notaris.»

## Art. 255

Artikel 1289*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, wordt opgeheven.

## Art. 256

Dans l'article 1289*ter*, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, après le chiffre « 1289 » sont ajoutés les mots « § 2 et 3 »;

2° les mots « président du tribunal ou le juge qui en exerce les fonctions » sont remplacés par les mots « juge du tribunal de la famille ».

## Art. 257

Dans l'article 1290, alinéas 2 et 3, du même Code, modifié par les lois du 1<sup>er</sup> juillet 1972, 30 juin 1994 et 20 mai 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'article 931, alinéas 3 à 7 » sont chaque fois remplacés par les mots « l'article 1004*bis* »;

2° à l'alinéa 3, après le chiffre « 1289 » sont ajoutés les mots « § 2 et 3 ».

## Art. 258

L'article 1291*bis* du Code judiciaire, modifié par la loi du 27 avril 2007, est abrogé.

## Art. 259

Dans l'article 1292 du Code judiciaire, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, après le chiffre « 1289 » sont ajoutés les mots « § 2 et § 3 ».

## Art. 260

Dans l'article 1293 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa, entre les termes « lorsque » et « les époux », sont insérés « , dans le mois du dépôt de la requête en divorce et avant l'éventuelle comparution des parties visée par l'article 1289, § 2 et § 3 »;

2° au deuxième alinéa, les mots « l'article 931, alinéas 3 à 7 » sont remplacés par les mots « l'article 1004*bis* »;

3° le troisième alinéa est supprimé;

## Art. 256

In artikel 1289*ter*, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° in lid 2, na de cijfers 1289 worden de woorden « §§ 2 en par. 3 toegevoegd »;

2° de woorden « van de rechtbank of de rechter die het ambt van de voorzitter waarneemt » worden vervangen door « rechter van de familierechtbank ».

## Art. 257

In artikel 1290, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 1972, 30 juni 1994 en 20 mei 1997, worden de volgende aanpassingen aangebracht :

1° de woorden « artikel 931, derde tot zevende lid » worden telkens vervangen door de woorden « artikel 1004*bis* »;

2° in lid 3, achter de cijfers « 1289 » worden de woorden « §§ 2 en 3 » toegevoegd.

## Art. 258

Artikel 1291*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij wet van 27 april 2007 wordt opgeheven.

## Art. 259

In artikel 1292 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij wet van 1 juli 1972, achter de cijfers « 1289 » worden de woorden « § 2 en § 3 » toegevoegd.

## Art. 260

In artikel 1293 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende aanpassingen aangebracht :

1° in het eerste lid, tussen de woorden « Wanneer » en « de echtgenoten » wordt volgende tekst geplaatst « binnen de maand van de neerlegging van het verzoekschrift tot echtscheiding en voor de eventuele verschijning van partijen bepaald in artikel 1289, § 2 en § 3 »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « artikel 931, derde tot zevende lid » vervangen door de woorden « artikel 1004*bis* »;

3° het derde lid wordt opgeheven;

4° à l'alinéa 4, qui devient le 3, les termes « ou au troisième alinéa » sont supprimés;

5° les deux derniers alinéas sont supprimés.

Art. 261

L'article 1294 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois des 20 mai 1997 et 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 262

Dans l'article 1294*bis*, § 2, du même Code, inséré par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 31 octobre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup> :

— le nombre « 1294 » est remplacé par « 1289, § 2 et § 3 »;

— et les termes « , § 2 et § 3 » sont ajoutés après « 1289 »;

2° au paragraphe 2 :

— les termes « l'audience des référés » sont remplacés par « l'audience relative aux affaires présumées urgentes »;

— le mot « président » est remplacé par le mot « juge ».

Art. 263

Dans l'article 1295 du même Code, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, les mots « de la famille » sont insérés entre les mots « du tribunal » et les mots « dresse procès-verbal ».

Art. 264

L'article 1296 du même Code est abrogé.

Art. 265

Dans l'article 1298 du même Code, modifié par les lois du 30 juin 1994 et du 20 mai 1997. Les mots « Le tribunal » sont remplacés par les mots « Le tribunal de la famille » et les termes « sur le référé » sont supprimés.

4° in het vierde lid, dat het derde lid wordt, worden de termen « of van het onderhoud bedoeld in het derde lid » opgeheven;

5° de twee laatste leden worden opgeheven.

Art. 261

Artikel 1294 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997 en bij de wet van 27 april 2007 wordt opgeheven.

Art. 262

In artikel 1294*bis*, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 31 oktober 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1;

— het cijfer « 1294 » wordt vervangen door « 1289, § 2 en § 3 »

— en de termen « , § 2 en § 3 » worden toegevoegd achter het cijfer « 1289 »;

2° in paragraaf 2 :

— de termen « de rechtsdag van kort geding » worden vervangen door « de rechtsdag voor zaken betreffende de veronderstelde hoogdringendheid »;

— het woord « voorzitter » wordt vervangen door het woord « rechter ».

Art. 263

In artikel 1295 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1972, wordt het woord « rechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

Art. 264

Artikel 1296 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 265

In artikel 1298 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1994 en 20 mei 1997. De woorden « rechtbank » worden vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 266

Dans l'article 1302, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots «de la chambre de la famille» sont insérés entre les mots «contre l'arrêt» et les mots «de la cour d'appel».

## Art. 267

Dans l'article 1316, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 14 juillet 1976, les mots «de la famille» sont insérés entre les mots «du tribunal» et les mots «qui l'a rendu».

## Art. 268

Dans l'article 1322*bis* du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, les mots «le président du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «le tribunal de la famille, statuant dans le cadre de l'urgence présumée».

## Art. 269

Dans l'article 1322*ter* du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et remplacé par la loi du 10 mai 2007, les mots «du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «du tribunal de la famille».

## Art. 270

Dans l'article 1322*quater*, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998, le mot «président» est remplacé par le mot «juge».

## Art. 271

Dans l'article 1322*quinquies* du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et modifié par la loi du 10 mai 2007, les mots «au président du tribunal» sont remplacés par les mots «au juge du tribunal de la famille».

## Art. 266

In artikel 1302, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden «van de familiekamer» ingevoegd tussen de woorden «tegen het arrest» en de woorden «van het hof van beroep».

## Art. 267

In artikel 1316, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, wordt het woord «rechtbank» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 268

In artikel 1322*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden «voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «familierechtbank, rechtsprekende in het kader van de veronderstelde hoogdringendheid».

## Art. 269

In artikel 1322*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en vervangen bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door het woord «familierechtbank».

## Art. 270

In artikel 1322*quater*, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998, wordt het woord «voorzitter» vervangen door het woord «rechter».

## Art. 271

In artikel 1322*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden «voorzitter van de rechtbank» vervangen door de woorden «rechter van de familierechtbank».

## Art. 272

Dans l'article 1322*sexies* du même Code, inséré par la loi du 10 août 1998 et modifié par la loi du 10 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «le président du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «le juge du tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 4, les mots «le président du tribunal» sont remplacés par les mots «le juge du tribunal de la famille».

## Art. 273

Dans l'article 1322*decies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots «tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille du tribunal de première instance»;

2° dans le paragraphe 2, 2°, les mots «président du tribunal de première instance» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

3° dans les paragraphes 4 et 5, les mots «président du tribunal» sont remplacés par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 274

Dans l'article 1322*undecies* du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots «président du tribunal» sont remplacés par les mots «juge du tribunal de la famille».

## Art. 275

Dans l'article 1322*duodecies*, §§ 1 et 2, du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, le mot «le tribunal de la jeunesse» est remplacé par les mots «tribunal de la famille».

## Art. 276

Dans l'article 1383 du même Code, modifié par la loi du 15 mai 2007, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 272

In artikel 1322*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998 en gewijzigd bij de wet van 10 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank »;

2° in het vierde lid worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

## Art. 273

In artikel 1322*decies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « familierechtbank van de rechtbank van eerste aanleg »;

2° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank »;

3° in de paragrafen 4 en 5 worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

## Art. 274

In artikel 1322*undecies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « voorzitter van de rechtbank » vervangen door de woorden « rechter van de familierechtbank ».

## Art. 275

In artikel 1322*duodecies*, §§ 1 en 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, wordt het woord « jeugdrechtbank » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 276

In artikel 1383 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door het woord « familierechtbank ».

## Art. 277

Dans l'article 1385*duodecies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par la loi du 10 mai 2007, les mots « première instance » sont remplacés par les mots « la famille ».

## Art. 278

Dans le même Code, il est inséré un article 1398*bis* rédigé comme suit :

« Art. 1398*bis*. § 1<sup>er</sup>. Sauf dispositions spéciales, les décisions prises par le juge du tribunal de la famille seront exécutoires par provision. Néanmoins, l'exécution du jugement n'aura lieu qu'aux risques et périls de la partie qui la poursuit et sans préjudice des règles de cantonnement.

§ 2. Le juge siégeant au tribunal de la famille peut, moyennant une décision spécialement motivée, refuser l'exécution provisoire si une des parties le lui demande. »

## Art. 279

Dans le même Code, il est inséré un article 1398*ter* rédigé comme suit :

« Art. 1398*ter*. Sauf lorsqu'elles concernent des litiges relatifs aux formalités relatives à la célébration du mariage et à la levée de la prohibition du mariage entre mineurs et de son autorisation, les ordonnances prises par le juge du tribunal de la famille, siégeant dans le cadre de l'urgence présumée ou invoquée, sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution si le juge n'a pas ordonné qu'il en soit fourni une. »

**Section III**

*Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait*

## Art. 280

L'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. En ce qui concerne les affaires entrant dans le cadre de la présente loi, le tribunal de la jeunesse ne

## Art. 277

In artikel 1385*duodecies*, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 mei 2007, worden de woorden « rechtbank van eerste aanleg » vervangen door de woorden « familierechtbank ».

## Art. 278

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1398*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 1398*bis*. § 1. Behalve specifieke bepalingen, zijn de beslissingen genomen door de rechter van de familierechtbank uitvoerbaar bij voorraad. Niettemin wordt het vonnis enkel uitgevoerd op risico van de partij die de tenuitvoerlegging ervan vordert en onverminderd de regels inzake cantonnement.

§ 2. De rechter die zitting houdt in de familierechtbank kan, middels een speciaal met redenen omklede beslissing, de uitvoerbaarheid bij voorraad weigeren indien een van de partijen hem daarom verzoekt. »

## Art. 279

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1398*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 1398*ter*. Behalve wanneer zij betrekking hebben op geschillen inzake formaliteiten betreffende de voltrekking van het huwelijk, de opheffing van het verbod op het huwelijk tussen minderjarigen en de toestemming daartoe, zijn de beschikkingen genomen door de rechter van de familierechtbank die zitting neemt in kort geding of zoals in kort geding uitvoerbaar bij voorraad, zulks niettegenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgstelling indien de rechter deze niet heeft bevolen. »

**Afdeling III**

*Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade*

## Art. 280

Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Met betrekking tot zaken binnen het kader van deze wet doet de familierechtbank, op straffe van



statue, à peine de nullité, qu'après avoir entendu le ministère public en son avis ou en ses réquisitions.»

Art. 281

L'article 11 de la même loi est abrogé.

Art. 282

L'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 2 février 1994 et modifié par les lois du 26 juin 2000, du 29 avril 2001 et du 24 avril 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. La compétence territoriale du tribunal de la jeunesse est déterminée par le domicile ou à défaut par la résidence habituelle du mineur.

Le juge saisi peut soit d'initiative, soit à la demande d'une des parties ou du ministère public, transférer le litige au tribunal de la jeunesse d'un autre arrondissement s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt de l'enfant ou dans l'intérêt de l'administration d'une bonne justice. Le juge motive sa décision. Cette décision lie le juge auquel la charge est transférée. Elle n'est susceptible d'aucun recours hormis l'appel du procureur du Roi. »

Art. 283

L'article 54 de la même loi, modifié par les lois du 2 février 1994 et du 14 avril 2003, est abrogé.

Art. 284

L'article 56*bis* de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, est abrogé.

Art. 285

Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 58 de la même loi sont abrogés

Art. 286

Dans l'article 62*bis* de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, les mots « de l'article 59*bis*, §§ 2*bis*

nietigheid, eerst uitspraak na het advies of de vordering van het openbaar ministerie te hebben gehoord.»

Art. 281

Artikel 11 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 282

Artikel 44 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 februari 1994 en gewijzigd bij de wetten van 26 juni 2000, 29 april 2001 en 24 april 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. De territoriale bevoegdheid van de jeugdrechtbank wordt bepaald door de woonplaats of, bij ontstentenis daarvan, verblijfplaats van de minderjarige,

De rechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt, kan hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van een van de partijen of van het openbaar ministerie het geschil verwijzen naar de jeugdkamer van de familierechtbank van een ander arrondissement indien hij zulks nodig acht in het belang van het kind of in het belang van een goede rechtsbedeling. De rechter motiveert zijn beslissing. Deze beslissing is bindend voor de rechter aan wie de zaak wordt overgedragen. Met uitzondering van het hoger beroep ingesteld door de procureur des Konings is zij niet vatbaar voor enig rechtsmiddel. »

Art. 283

Artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 februari 1994 en 14 april 2003, wordt opgeheven.

Art. 284

Artikel 56*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, wordt opgeheven.

Art. 285

De leden 2, 3 en 4 van artikel 58 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 286

In artikel 62*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, worden de woorden

et *4bis*, » sont remplacés par les mots « des articles 128, 130 et 135 ».

Art. 287

Dans l'article *63bis* de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « de l'article *59bis*, §§ *2bis* et *4bis*, » sont remplacés par les mots « des articles 128, 130 et 135 ».

**Section VI**

*Modifications à diverses dispositions législatives et réglementaires*

Art. 288

Dans l'article 30, § 3, de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection des malades mentaux, modifié par les lois du 7 mai 1999 et du 13 juin 2006, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'appel contre les jugements du juge de paix est formé par requête adressée au tribunal de la famille, qui fixe l'audience. L'affaire est renvoyée devant une chambre de trois juges. L'appel contre les jugements du tribunal de la jeunesse est formé par requête adressée à la chambre de la jeunesse de la cour d'appel, qui fixe l'audience. »

Art. 289

Dans l'article 33 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots « *59bis* et *59ter* » sont remplacés par les mots « 128, 130 et 135 ».

Art. 290

Dans l'article 34, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots « tribunal ou la cour » sont remplacés par les mots « tribunal de la famille et de la jeunesse ou la chambre de la jeunesse de la cour d'appel ».

Art. 291

Dans l'article 36, 1<sup>o</sup>, *a*), de la même loi, les mots « *59bis* et *59ter* » sont remplacés par les mots « 128, 130 et 135 ».

« artikel *59bis*, §§ *2bis* en *4bis* » vervangen door de woorden « artikelen 128, 130 en 135 ».

Art. 287

In artikel *63bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 februari 1994, in paragraaf 1 worden de woorden « artikel *59bis*, §§ *2bis* en *4bis* » vervangen door de woorden « artikelen 128, 130 en 135 ».

**Afdeling VI**

*Wijzigingen van diverse wetgevende en regelgevende bepalingen*

Art. 288

In artikel 30, § 3, van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de geesteszieke, gewijzigd bij de wetten van 7 mei 1999 en 13 juni 2006, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het hoger beroep tegen de vonnissen van de vrederechter wordt ingesteld bij verzoekschrift gericht tot de familierechtbank, die de zitting bepaalt. De zaak wordt verwezen naar een kamer met drie rechters. Het hoger beroep tegen de vonnissen van de familierechtbank wordt ingesteld bij verzoekschrift gericht tot de jeugdkamer van het hof van beroep, die de zitting bepaalt. »

Art. 289

In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de woorden « *59bis* en *59ter* » vervangen door de woorden « 128, 130 en 135 ».

Art. 290

In artikel 34, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de woorden « rechtbank of het hof » vervangen door de woorden « familie- en jeugdrechtbank of de jeugdkamer van het hof van beroep ».

Art. 291

In artikel 36, 1<sup>o</sup>, *a*), van dezelfde wet, worden de woorden « *59bis* en *59ter* » vervangen door de woorden « 128, 130 en 135 ».

## Art. 292

Dans l'article 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, de la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages, modifié par la loi du 14 mai 1981, les mots «juge de paix» sont chaque fois remplacés par les mots «tribunal de la famille».

## Art. 293

Dans l'article 4 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 avril 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 5, les mots «juge de paix» sont chaque fois remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 6, la première phrase est abrogée et le mot «Il» est remplacé par les mots «Le tribunal»;

3° dans l'alinéa 7, les mots «juge de paix ou, dans le cas prévu par l'alinéa précédent, le juge désigné à cet effet,» sont remplacés par les mots «juge désigné à cet effet».

## Art. 294

Dans l'article 5 de la même loi, remplacé par la loi du 20 décembre 1961, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 2, les mots «juge de paix du canton où» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel»;

3° dans l'alinéa 3, les mots «juge de paix» sont remplacés par le mot «tribunal».

## Art. 295

Dans l'article 6, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1961, les mots «soit au moment de la reprise par la juridiction qui statue, soit ultérieurement par le juge de paix du canton où» sont remplacés par les mots «soit au moment de la reprise, soit ultérieurement par le tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel».

## Art. 292

In artikel 3, eerste en derde lid, van de wet van 16 mei 1900 tot erfregeling van de kleine nalatenschappen, gewijzigd bij de wet van 14 mei 1981, wordt het woord «vrederechter» telkens vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 293

In artikel 4 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid wordt het woord «vrederechter» telkens vervangen door de woorden «familierechtbank» en worden de woorden «zijn bevelschrift» vervangen door de woorden «haar bevelschrift»;

2° in het zesde lid wordt de eerste zin opgeheven en wordt het woord «Zij» vervangen door de woorden «De rechtbank»;

3° in het zevende lid worden de woorden «vrederechter of, in het geval van het vorige lid, door daartoe aangewezen rechter» vervangen door de woorden «daartoe aangewezen rechter».

## Art. 294

In artikel 5 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 december 1961, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door de woorden «familierechtbank»;

2° in het tweede lid worden de woorden «vrederechter van het kanton waar» vervangen door de woorden «familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin»;

3° in het derde lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door het woord «rechtbank» en worden de woorden «zijn toestemming» vervangen door de woorden «haar toestemming».

## Art. 295

In artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1961, worden de woorden «hetzij op het ogenblik van de overneming, door de rechtbank die beslist, hetzij later, door de vrederechter van het kanton waar» vervangen door de woorden «hetzij op het ogenblik van de overneming, hetzij later, door de familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin».

## Art. 296

Dans l'article 4 de la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «juge de paix» sont chaque fois remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 2, la première phrase est abrogée et le mot «Il» est remplacé par les mots «Le tribunal»;

3° dans l'alinéa 3, les mots «juge de paix ou, dans le cas prévu par l'alinéa précédent,» sont abrogés.

## Art. 297

Dans l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 2, les mots «juge de paix du canton où» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel»;

3° dans les alinéas 3 et 4, les mots «juge de paix» sont chaque fois remplacés par le mot «tribunal».

## Art. 298

Dans l'article 6 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille»;

2° dans l'alinéa 2, les mots «juge de paix du canton où» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel»;

3° dans l'alinéa 3, les mots «juge de paix» sont remplacés par le mot «tribunal».

## Art. 296

In artikel 4 van de wet van 29 augustus 1988 op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «vrederechter» telkens vervangen door het woord «familierechtbank» en worden de woorden «zijn bevelschrift» vervangen door de woorden «haar bevelschrift»;

2° in het tweede lid wordt de eerste zin opgeheven en wordt het woord «Zij» vervangen door de woorden «De rechtbank»;

3° in het derde lid worden de woorden «door de vrederechter of, in het geval van het vorige lid,» geschrapt.

## Art. 297

In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door de woorden «familierechtbank»;

2° in het tweede lid worden de woorden «vrederechter van het kanton waar» vervangen door de woorden «familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin»;

3° in het derde en vierde lid wordt het woord «vrederechter» telkens vervangen door het woord «rechtbank» en worden de woorden «zijn toestemming» vervangen door de woorden «haar toestemming».

## Art. 298

In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door de woorden «familierechtbank»;

2° in het tweede lid worden de woorden «vrederechter van het kanton waar» vervangen door de woorden «familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin»;

3° in het derde lid wordt het woord «vrederechter» vervangen door het woord «rechtbank» en worden de woorden «zijn toestemming» vervangen door de woorden «haar toestemming».

## Art. 299

Dans l'article 8, alinéa 2, de la même loi, les mots «juge de paix du canton où» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille de l'arrondissement judiciaire dans lequel».

## Art. 300

Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille».

## Art. 301

Dans l'article 11 de la loi du 12 juillet 1931 relative à certains actes de l'état civil et à la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière d'état civil, les mots «première instance» sont chaque fois remplacés par les mots «la famille».

## Art. 302

Dans l'article 5, § 3, du Code de la Nationalité, rétabli par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2000, les mots «première instance» sont remplacés par les mots «la famille».

## Art. 303

À l'article 69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

«Lorsque les parents ne s'accordent pas sur l'attribution des allocations familiales et qu'ils sont séparés ou en instance de séparation, ils peuvent demander au tribunal de la famille de désigner l'allocataire et ce, dans l'intérêt de l'enfant. Lorsqu'il est saisi d'une telle demande, le tribunal de la famille peut décider, soit de désigner un seul allocataire, soit que les allocations familiales seront en tout ou en partie rétrocédées par un parent à l'autre, soit encore imposer le paiement à plusieurs allocataires chacun pour partie.

Les décisions du tribunal de la famille sont opposables aux caisses d'allocations familiales dès qu'elles leur ont été notifiées par le greffe.»

## Art. 299

In artikel 8, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden «vrederechter van het kanton waar» vervangen door de woorden «familierechtbank van het gerechtelijk arrondissement waarin».

## Art. 300

In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord «vrederechter» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 301

In artikel 11 van de wet van 12 juli 1931 betrekking hebbende op zekere akten van den burgerlijke stand alsmede op de bevoegdheid der diplomatieke en consulaire ambtenaren inzake burgerlijke stand worden de woorden «rechtbank van eersten aanleg» telkens vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 302

In artikel 5, § 3, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, hersteld bij de wet van 1 maart 2000, worden de woorden «rechtbank van eerste aanleg» vervangen door de woorden «familierechtbank».

## Art. 303

In artikel 69, § 1, derde lid, van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wordt de laatste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

«Wanneer de ouders, die gescheiden leven dan wel de intentie hebben om gescheiden te leven, geen akkoord bereiken over de toewijzing van de kinderbijslag, kunnen zij de familie- en jeugdrechtbank verzoeken de rechthebbende aan te wijzen, in het belang van het kind. Wanneer ze gevat is met dergelijk verzoek, kan de familie- en jeugdrechtbank beslissen om één rechthebbende aan te duiden, dan wel de kinderbijslag al dan niet gedeeltelijk toe te wijzen aan één ouder, dan wel de gedeeltelijke betaling aan verschillende rechthebbenden op te leggen.

De beslissingen van de familie- en jeugdrechtbank zijn tegenstelbaar aan de kinderbijslagfondsen van zodra ze hun ter kennis zijn gebracht door de griffie.»

## Art. 304

Le paragraphe 3 de l'article 69 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si l'intérêt de l'enfant l'exige, le père, la mère, l'adoptant, le tuteur officieux, le tuteur, le curateur ou l'attributaire, selon le cas, peut faire opposition au paiement à la personne visée aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 ou 2bis, devant le tribunal de la famille. »

## Art. 305

À l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Lorsque les parents ne s'accordent pas sur l'attribution des allocations familiales et qu'ils sont séparés ou en instance de séparation, ils peuvent demander au tribunal de la famille de désigner l'allocataire et ce, dans l'intérêt de l'enfant. Lorsqu'il est saisi d'une telle demande, le tribunal de la famille peut décider, soit de désigner un seul allocataire, soit que les allocations familiales seront en tout ou en partie rétrocédées par un parent à l'autre, soit encore imposer le paiement à plusieurs allocataires chacun pour partie. Les décisions du tribunal de la famille sont opposables aux caisses d'allocations familiales dès qu'elles leur ont été notifiées par le greffe. »

## Art. 306

À l'article 32 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, le terme « juge de paix » est remplacé par « tribunal de la famille ».

## Art. 307

À l'article 44, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots « le juge de paix » sont remplacés par les mots « le tribunal de la famille ».

## Art. 308

À l'article 5, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers

## Art. 304

De derde paragraaf van artikel 69 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders voor wordt vervangen als volgt :

« § 3. Zo de belangen van het kind dit vereisen, kan de vader, de moeder, de adoptant, de pleegvoogd, de voogd, de curator of de titularis, al naargelang het geval, verzet doen bij de familie- en jeugdrechtbank tegen de betaling aan de persoon zoals voorzien in §§ 1, 2 of 2bis. »

## Art. 305

In artikel 31, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, wordt de laatste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de ouders, die gescheiden leven dan wel de intentie hebben om gescheiden te leven, geen akkoord bereiken over de toewijzing van de kinderbijslag, kunnen zij de familie- en jeugdrechtbank verzoeken de rechthebbende aan te wijzen, in het belang van het kind. Wanneer ze gevat is met dergelijk verzoek, kan de familie- en jeugdrechtbank beslissen om één rechthebbende aan te duiden, dan wel de familiale uitkering al dan niet gedeeltelijk toe te wijzen aan één ouder, dan wel de gedeeltelijke betaling aan verschillende rechthebbenden opleggen. De beslissingen van de familie- en jeugdrechtbank zijn tegenstelbaar aan de kinderbijslagfondsen van zodra ze hun ter kennis zijn gebracht door de griffie. »

## Art. 306

In artikel 32 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, wordt de term « vrede-rechter » vervangen door « familierechtbank ».

## Art. 307

In artikel 44, § 1, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, van de wet van 27 juni 1969, tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders herziend wordt het woord « Vrederechter » vervangen door de term « familierechtbank ».

## Art. 308

In artikel 5, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke

mineurs et assimilés, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille».

Art. 309

À l'article 8, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, les mots «juge de paix» sont remplacés par les mots «tribunal de la famille».

**Section V**

*Dispositions transitoires*

Art. 310

Les causes pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente continueront d'être traitées par le tribunal ou la cour saisis.

Si une décision a été cassée par la Cour de cassation et qu'il y a lieu à renvoi dans une matière de la compétence des juridictions de la famille et de la jeunesse, l'affaire est renvoyée devant le tribunal de la famille et de la jeunesse. Dans les cas prévus au présent article, les dossiers sont transmis au greffier-chef de service du tribunal de la jeunesse et de la famille.

Art. 311

L'opposition contre les décisions rendues par le juge de paix, ou par le tribunal civil du tribunal de première instance dans les matières de la compétence des chambres de la famille des tribunaux de la famille et de la jeunesse, ou encore par le tribunal de la jeunesse dans les matières civiles, est formée devant le tribunal de la famille. Si l'opposition a été formée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de l'article 310 sont d'application.

Art. 312

Les mandats des juges au tribunal de la jeunesse et des juges d'appel de la jeunesse désignés au moment de l'entrée en vigueur du présent article sont d'office respectivement transformés en des mandats de juge au tribunal de la famille et de la jeunesse et de juge d'appel de la famille et de la jeunesse.

De plus, les mandats en cours des juges au tribunal de la famille et de la jeunesse désignés, sur base de

zekerheid der mijnwerkers en gelijkgestelden, wordt het woord «vrederechter» vervangen door de term «familierechtbank».

Art. 309

In artikel 8, 3<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, wordt het woord «vrederechter» vervangen door de term «familierechtbank».

**Afdeling V**

*Overgangsbepalingen*

Art. 310

De zaken die op het moment van de inwerkingtreding van deze wet hangende zijn, worden verder behandeld door de rechtbank of het Hof waarbij zij aanhangig zijn.

Indien een beslissing door het Hof van Cassatie is vernietigd en er reden is om de zaak te verwijzen, in een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de familie- en jeugdrechtbanken behoort, wordt de zaak naar de familie- en jeugdrechtbank verwezen. In de gevallen bedoeld in dit artikel, worden de dossiers overgezonden aan de griffier-hoofd van dienst van de familie- en jeugdrechtbank.

Art. 311

Verzet tegen de beslissingen gewezen door de vrederechter of de burgerlijke rechtbank van de rechtbank van eerste aanleg in aangelegenheden die tot de bevoegdheid van familiekamers van de familie- en jeugdrechtbanken behoren, of nog door de jeugdrechtbank in burgerlijke aangelegenheden, kan voor de familiekamer van de familierechtbank worden gedaan. Is verzet gedaan vóór de inwerkingtreding van deze wet, dan vindt artikel 310 toepassing.

Art. 312

De mandaten van de rechters van de jeugdrechtbank en van de jeugdrechters in hoger beroep die zijn aangewezen op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit artikel worden ambtshalve omgevormd tot mandaten van rechter van de familie- en jeugdrechtbank, respectievelijk familie- en jeugdrechter in hoger beroep.

Bovendien worden de lopende mandaten van de rechters van de familie- en jeugdrechtbank die, op

l'ancien article 259*sexies*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire pour une période d'un an renouvelable ou de deux ans renouvelable sont prolongés d'office respectivement de deux ans et de trois ans.

2 décembre 2010.

Francis DELPÉRÉE.  
Sabine de BETHUNE.  
Christine DEFRAIGNE.  
Martine Taelman.

grond van het vroegere artikel 259*sexies*, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, aangewezen zijn voor een termijn van een jaar of twee jaar die kan worden hernieuwd, ambtshalve met twee, respectievelijk drie jaar verlengd.

2 december 2010.